

La Doctrine Agraire DE LA ROUMANIE et ses Applications

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

LE SAMEDI 11 JUIN 1932

PAR

MIHAIU ALEX. MUSATESCU

M. W. OUALID, *Président*

MM. MAUNIER
Roger PICARD { *Suffragants*

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

La Doctrine Agraire
DE LA ROUMANIE
et ses Applications

A « MAICUTA » ET A MON PÈRE, MA BIEN VIVE RECONNAISSANCE.

A MA FEMME, SINCÈRE TÉMOIGNAGE D'AFFECTION
POUR L'APPUI MORAL QU'ELLE M'A PRÊTÉ.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547518_0010

La Doctrine Agraire DE LA ROUMANIE et ses Applications

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

LE SAMEDI 11 JUIN 1932

PAR

MIHAIU ALEX. MUSATESCU

M. W. OUALID, *Président*

MM. MAUNIER
Roger PICARD { *Suffragants*

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES — PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

1932

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



ERRATA

Page 22, ligne 28, LIRE : on *revint*, au lieu de : on revient.

» 76, 2^{me} Tableau, LIRE : *Crisana*, au lieu de : Crishana.

» 88, ligne 4, LIRE : *quelles* que soient, au lieu de : quelle
que soient.

INTRODUCTION

La crise internationale que nous traversons au point de vue agricole attire les regards de tous sur les nations de l'Europe centrale ou orientale dont les richesses économiques reposent presque exclusivement sur la terre.

La Roumanie est le pays plus particulièrement intéressé aux conséquences des réformes agraires puisqu'elles ont revêtu chez elle à la fois une forme historique dont les origines sont séculaires, et une forme constitutionnelle puisque c'est d'accord avec le roi Ferdinand I^{er} que le peuple entier a décidé de la transmission définitive des propriétés d'entre les mains des possesseurs d'avant-guerre à celles des paysans qui n'étaient que leurs serfs.

Ce fut une réforme d'une portée incalculable si l'on tient compte à la fois du caractère national de son évolution et du caractère économique de ses résultats.

Il nous appartient donc d'examiner ce que furent ces conséquences et comment la Roumanie actuelle, toute fière de son passé, pourra lutter encore pour la défense de ses intérêts dans le cadre de la lutte internationale des débouchés.

C'est une œuvre très intéressante que d'étudier cette évolution au point de vue économique.

La Roumanie a voulu *éviter avant tout la contagion pernicieuse* de sa grande voisine la Russie, au point que la Bessarabie, l'une de ses plus importantes provinces, après avoir eu l'audace superbe de lever l'étendard de la résistance

contre les idées soviétiques, s'est résolument engagée dans la réforme agraire en étant la tête du mouvement nécessaire au maintien de l'ordre intérieur tout en servant de rempart naturel aux infiltrations destructrices du communisme agraire.

Il ne faut pas oublier que la Roumanie actuelle a pris depuis la guerre une extension considérable : elle est devenue l'un des Etats les plus importants de l'Europe danubienne et son extension territoriale réalisée a eu de grandes conséquences sur les répercussions économiques résultant de la réforme foncière.

Une grande évolution économique s'en est suivie, produisant ses effets dans tous les domaines mais, principalement, dans l'agriculture, la Roumanie étant essentiellement un pays agricole et ancestralement agricole, soit qu'il s'agisse des territoires de l'Ancienne Roumanie, soit qu'il s'agisse des nouvelles provinces. Elle y est d'ailleurs favorisée par un climat de zone tempérée et par une richesse en rivières exceptionnelle puisque l'énergie potentielle de leurs eaux représente 5 millions de chevaux vapeur.

La Roumanie est d'autre part un pays de montagnes et la richesse de ses forêts est connue.

De cet aperçu d'ensemble sur la position géographique de la Roumanie, au point de vue de son relief, nous pouvons terminer cette introduction en concluant que c'est un pays essentiellement doué pour sa richesse terrienne et c'est pourquoi il nous a paru intéressant d'analyser ce qu'elle est devenue économiquement ; normalement nous diviserons notre ouvrage de cette façon :

Une étude historique gravitant autour de la question agraire depuis ses origines jusqu'à la Grande Réforme de 1919-21 : ce n'était pas pour la première fois que cette question s'est trouvée posée.

A la suite de grands événements de la guerre européenne, le Gouvernement s'est trouvé en face d'une grande obligation nationale, reconnaissant au paysan soldat le privilège de la

propriété sur des terres cultivées par eux : d'où la Grande Réforme que nous analyserons juridiquement tout en restant dans le cadre économique.

Mais cette grande Réforme a-t-elle eu de bons ou de mauvais résultats ? et, dans la troisième partie, nous ferons une sorte de tableau de la situation agraire de la Roumanie dans lequel nous étudierons les considérations générales économiques de la terre, la situation plus particulière de l'exploitation végétale et de la production des animaux, en complétant cet exposé par l'étude des moyens de crédit ou d'association nécessaires pour l'application de la Réforme.

Nous envisagerons pour terminer quelle est la situation de la Roumanie économiquement vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis de l'étranger et nous porterons un jugement sur cette situation.

PREMIERE PARTIE

**La Roumanie à travers les âges
au point de vue agricole**

CHAPITRE PREMIER

DE L'ORIGINE JUSQU'A LA RÉFORME DE 1864

Pays situé aux confins du centre et de l'orient de l'Europe, la Roumanie représente une unité économique et géographique parfaite.

Ses frontières, renfermant une superficie d'environ 300.000 kilomètres carrés et une population de 18.000.000 d'habitants, lui donnent une forme presque circulaire qui rappelle l'ancienne Dacia du temps de Trajan, conquérant du royaume du roi Décébale vaincu en deux campagnes (101 et 105 après Jésus-Christ), royaume dont les limites étaient, tout comme celles de la Roumanie actuelle, le Danube au Sud, le Nistru (Dniestr) à l'Est, la Tissa à l'Ouest, le Ceremus et les Carpathes du Nord au Nord.

SECTION I. — *La Période Romaine.*

Jetons un rapide coup d'œil sur la période qui suivit.

La population indigène de la Dacie étant assez raréfiée, Trajan, puis Adrien, pratiquèrent une politique systématique de colonisation. Des colons de tous les côtés de l'Empire y furent appelés ; ils se fondirent avec les Daces autochtones,

avec les descendants des laboureurs Italiens venus sous forme d'émigration par delà l'Adriatique, l'Illyrie, et puis, au Nord du Danube, avec les marchands, les chercheurs d'or qui les avaient suivis, avec les fonctionnaires et surtout les vétérans des légions qui, leur service fini, recevaient des lots de terre et épousaient des femmes du pays.

Et ce fut de ce mélange de Daces et de Romains que prit naissance le peuple Roumain dont le nom, dans sa langue, « Român », n'est autre que « Romanus ».

L'occupation principale des premiers Roumains a été le labourage et l'élevage.

Lorsque, vers 270, devant les incursions toujours plus menaçantes des Goths, Aurélien ordonna l'évacuation du pays en emmenant en Moesie les troupes et la population (*sublato exercitu et provincialibus*), partirent les fonctionnaires et les troupes, les marchands et les bourgeois, mais, — tout comme dans les autres provinces romaines, la Bretagne et les Gaules, par exemple, — y restèrent les ruraux, laboureurs et bergers, qui n'avaient aucune raison, comme ailleurs, de quitter leur sol auquel ils demeurèrent fidèles ainsi qu'à leurs coutumes, à leurs vêtements et à leur langue qui est devenue le roumain.

SECTION II. — *Le Moyen âge jusqu'à Michel le Brave.*

Ce que fut la vie de cette population pendant dix siècles, quelle a été son organisation en général et quant à la propriété de la terre tout spécialement, il est très difficile de le préciser, l'histoire étant confuse et mal connue.

Quels pouvaient être les liens de la vie économique, sociale et juridique de cette très ancienne Roumanie pendant toute cette période d'invasions (de Goths, Huns, Avars, Gépides, Slaves, Bulgares de la Volga, Hongrois, Pétchénegues, Koumans, Tatares) ?

Il n'y a qu'une réponse possible : la *coutume*, c'est-à-dire la simple tradition des principes fondamentaux, cristallisée par le respect, la simplicité et la bonne foi des habitants et transmise dans le même esprit aux générations suivantes.

Les résultats des plus récentes recherches nous conduisent à la conclusion qu'en ce qui concerne l'agriculture elle représentait à cette époque la seule occupation de l'homme de la terre.

De même elles prouvent que l'agriculture a été en liaison directe avec la création du « sat » village, la première formation ethnique roumaine.

Pour former le « sat », un « mos » (ancêtre) a dû aménager premièrement une « curatura », c'est-à-dire un « loc curat » (« loc » de « locus » et « curat » de « cura ») pour sa maison, sa cour et son jardin, et ensuite un terrain pour semer et un autre pour faire pâturer son bétail. C'est à ce très éloigné et oublié créateur du « sat » que l'agriculture doit son existence et c'est toujours à lui qu'est due cette organisation juridique et agraire qui est la coutume ou la loi de la terre (« obiceiu » ou « legea pamântului »).

En vertu de cette coutume, la terre du « hotar » (la zone) d'un village était considérée comme appartenant à la communauté formée uniquement par les descendants de sang du « mos » ayant créé le « sat », chaque membre pouvant en faire usage dans la mesure de ses nécessités et de sa diligence.

Pour qu'une telle organisation soit respectée et que la communauté soit bien dirigée, ainsi que pour juger les différends qui pouvaient avoir lieu, le « sat » avait un chef, c'est le « judet » ou le « cnéaz ».

Naturellement ce dernier avait un droit comme les autres à la terreensemencée ainsi qu'au « pâtis » et aux bois de la forêt, mais, en dehors de cela, il recevait, à titre de récompense, pour les services qu'il rendait, de par sa qualité, à la

communauté, une « dijma » (dîme) qu'il prélevait sur les produits de la terre de ses covillageois.

C'est de cette façon que, pendant dix siècles qui forment le moyen âge de la nation roumaine, dix siècles d'horreurs et d'esclavage des barbares, la population autochtone roumaine a vécu retirée et cachée dans les vallées et forêts des Carpathes, terrorisée par les occupants, sans avoir aucune communication ni avec Rome, ni avec Byzance, ni avec aucune autre cité de culture et de civilisation, sous l'autorité des chefs de la famille du « sat » et de la région (réunion de plusieurs « sate ») qui concentraient dans leurs mains le pouvoir de juge, de chef militaire, de chef religieux et administratif.

Quand la période de tranquillité advint, vers les XII^e et XIII^e siècles, la population roumaine commença la descente vers la plaine de la Valachie et de la Moldavie et, jusqu'à la moitié du XIV^e siècle, la réintégration des plaines retrouvées fut son grand souci.

Depuis lors date l'existence des Principautés de Valachie (Olténie, Munténie et Dobrogea) et de Moldavie (Moldavie, Bessarabie et Bucovine), ayant comme aînée la Transylvanie où, en dehors de l'invasion des Magyars et de leur établissement violent dans les contrées roumaines (vers 1100), les vicissitudes furent moindres et le bassin de ses montagnes fut le véritable havre dans la sécurité duquel le peuple roumain conserva son existence pendant des siècles d'inquiétude.

Descendus dans la plaine, y ayant transporté leurs formations sociales, groupés toujours par villages sous la juridiction du judet (judex, en latin), ou du cnéaz (Kniasâ ou Knezâ, en slavon), les paysans jouissaient, selon la coutume, de la possession des pâturages et des forêts en commun et, quant à la terre labourable, chacun détenait un lot d'étendue variable — dans le « hotar » (zone) du village — dénommé « jireabie » en Moldavie et « delnita » en Valachie, la tenure entière (terre labourable, forêt et pâturage) portant le nom

de « ocina » ou « bastina », qui était transmissible aux héritiers.

Le cnéaz recevait, nous l'avons déjà dit, une dîme, le dixième des produits de la tenure ; les paysans lui devaient également « la corvée » (slujba) de quelques jours par an, lui seul jouissant du droit sur les eaux et les moulins.

Et au-dessus de cette voie patriarcale de pâtres et de laboureurs travaillant selon l'art primitif, guerroyaient les princes, les « Voévodes » avec les Hongrois, les Tatars, etc., pour la défense et la consolidation du pays.

Sous cet aspect primitif, la propriété rurale dans les pays roumains continua de subsister encore quelques siècles, avec un renforcement de la ligne évolutive vers la forme féodale plus accentuée.

Que dire de l'origine de cette forme de possession de la terre ?

Nous ne croyons pas qu'elle soit le mode de possession romain dénommé « ager privatus » qui se conduisait d'après les règles du « dominium ex jure quiritium ».

Il nous paraît plus indiqué « l'ager provincialis » ou « peregrinus » qui correspondait mieux à la mentalité primitive des populations qui ne pouvaient pas comprendre les éléments « utendi, fruendi et abutendi » de « l'ager privatus romanus » et se considéraient, d'une manière plutôt naturelle, les « stipendiarii » de l'empereur de Rome à qui appartenaient les terres et pour lesquelles ils devaient payer l'impôt foncier.

Il n'est pas exclu, nous paraît-il, que ce mode de possession ait persisté aussi après l'abandon de Rome dans la personne des chefs autochtones auxquels les possesseurs payaient la dîme.

Mentionnons également l'apparition dans les provinces roumaines de « l'ager publicus » appartenant au Sénat et à l'Empereur avec la constitution du « jus in agro vectigali » et « l'emphytéose » qui pourrait être aussi une source loin-

taine de la coutume roumaine et du mode de possession aux XIII^e et XIV^e siècles.

Il est également possible que la « *patrocinia fundorum* ou *vicorum* », en vertu de laquelle les descendants des possesseurs de terre ayant abandonné cette dernière aux propriétaires puissants et ne gardant que la jouissance jusqu'à leur mort n'étaient que de simples colons sur la terre du « *potens* », se fût perpétuée et transformée, par le temps, dans le mode de possession qui reconnaît un « *potens* » — quel que fût son nom — et les « *homines sui* ».

Toujours est-il que le concours de tous ces facteurs et de toutes ces influences néo-barbares et romaines, ainsi que celui des secousses politiques pendant plus de dix siècles, contribuèrent à la formation de la coutume de la terre telle que nous la trouvons jusqu'au XVI^e siècle dans les pays roumains.

Elle est la résultante de toutes ces forces connues et inconnues par l'Histoire et non la survivance de l'une d'entre elles seulement.

Comme les premiers temps de l'existence des deux Principautés (la Valachie et la Moldavie) se distinguèrent par des troubles incessants, par des combats continuels entre les divers membres de la famille régnante, les princes eurent bientôt à la disposition de leurs fidèles non seulement ce droit de la dîme sur les biens des paysans, mais aussi la possession des terres prises à des personnes ou à des groupes qui avaient trempé dans la rébellion.

C'est de cette façon que fut créée une classe privilégiée, la classe des « *boïeri* » (les maîtres).

On a invoqué les actes de vente par lesquels les premiers propriétaires terriens avaient obtenu leurs domaines pour pouvoir prétendre que, dès le commencement, il y a eu des « *boïeri* » disposant d'une grande partie du territoire et s'appuyant sur cette importance purement économique pour réclamer et obtenir les principales places dans la vie de l'Etat.

On ne peut pas admettre des « boïeri » ayant cette base territoriale due à un achat ou à un héritage en raison même des origines de cette aristocratie.

Cependant, vu qu'il y avait une Couronne, elle pouvait fonder, et elle a fondé par son action, cette grande propriété dont elle avait évidemment besoin pour sa propre consolidation.

En ce qui concerne la situation des paysans, les anciens cultivateurs du sol, les descendants des défricheurs gardaient leurs droits antérieurs.

Personne n'aurait osé toucher à ces droits à une époque où on avait besoin du concours de cette *classe rurale libre* pour servir les luttes intérieures ou défendre le pays contre l'étranger. Ces paysans étaient astreints seulement à remettre la dîme sur leur tenure.

Il n'y eut rien de changé pendant les deux siècles de l'indépendance (les XIII^e et XIV^e) des deux principautés formées par la réunion de tous les villages, « cnézats » ou « voévodats », sous le même sceptre.

Cette indépendance, soutenue par la bravoure et l'endurance des éléments ruraux, était la garantie d'une pareille communauté agraire où les « boïeri » ne pénétraient qu'à l'occasion des confiscations ou des achats extrêmement rares.

Cela ne signifie nullement que les serfs manquaient dans les deux Principautés.

Nous allons analyser dans les lignes qui suivent la question du servage, situation qui représente toute une époque dans la vie sociale du paysan roumain, avant laquelle ils formaient une classe de petits propriétaires libres, n'ayant à l'égard des « boïeri » que des obligations d'ordre administratif provenant du rôle de chefs que ces derniers exerçaient dans la société et dans l'armée.

Des rapports d'ordre agraire comme le métayage s'étant établis à partir du XVI^e siècle entre « boïeri » et paysans,

ces derniers tombèrent de plus en plus dans un état de servage envers les premiers.

L'origine du servage dans les pays roumains s'explique par différentes circonstances historiques : des terres fort étendues et non peuplées avaient été occupées par les « boïeri » qui les avaient colonisées avec des éléments amenés d'ailleurs ou avec des prisonniers. Ces colons nommés « vecini » (voisins) dépendaient personnellement du « boïer », auquel ils devaient la dîme sur les produits des terres cultivées, ainsi que des « journées de corvée » pour les travaux que le boïer exécutait pour lui-même.

Une autre origine du servage a été la fiscalité excessive à laquelle étaient soumis les paysans roumains lorsque les Principautés perdirent leur souveraineté, car la Porte Ottomane, qui n'était pas arrivée à les soumettre par la force des armes, les réduisit néanmoins, au commencement du XV^e siècle, à accepter la suzeraineté des Sultans.

Dans cette situation — et pour avoir en même temps l'appui de la grande force militaire de l'époque contre les tentatives d'envahissement des Hongrois (qui avaient déjà occupé par violence la Transylvanie) et des Polonais menaçant la Moldavie — on s'était engagé seulement à payer aux Turcs un tribut accompagné de présents auxquels venaient s'ajouter ceux qui étaient indispensables dans ce monde de renégats de Stamboul formés par la corruption et vivant pour le gain.

Le paiement ponctuel du « Kharadch » — tribut en monnaie d'or — et la livraison périodique des présents étaient la condition même pour assurer au prince le pouvoir et au pays son intégrité et le repos.

Mais le « Kharadch » — quote-part de chacun pour le paiement du tribut — pesait sur toutes les catégories de la population. Les étrangers ne payaient pas en vertu de vieux privilèges, les marchands, peu nombreux, contribuaient pour une petite partie ; restaient les paysans, la grande partie de

la population. Eux, ils avaient des terres étendues, du bétail, des troupeaux, mais, comme ils ne faisaient pas de commerce avec l'étranger et comme, à l'intérieur, l'ancienne coutume du troc rendait inutile l'emploi de la monnaie, ils ne disposaient pas de la quantité qu'ils devaient à l'Etat.

Et parce que la Porte n'attendait pas et que l'Etat, lui aussi, devant envoyer à Constantinople les « chariots princiers » contenant les sacs dûment pesés et scellés du tribut moldave et valaque ne pouvait non plus attendre, il n'y avait alors pour le paysan qu'une seule ressource : vendre son bétail, ses troupeaux, des parcelles même de ses terres à ceux qui pouvaient fournir de l'argent monnayé grâce au commerce qu'ils faisaient au-delà des frontières : au prince et surtout aux « boïeri ».

Les conditions des ventes de terre étaient naturellement désastreuses pour les paysans, le vendeur ignorant la valeur réelle de cette portion encore non limitée qu'on détachait pour la première fois, à cette occasion, pour introduire le « boïer », considéré comme usurpateur, au milieu du patrimoine commun ; et on s'imagine bien qu'il suffisait de cette introduction sur un point du territoire ancestral pour qu'il employât tous les moyens d'achat forcé, en vue du « Kharadch », jusqu'à la pure violence, pour envahir l'ensemble des terres appartenant à un village.

Quelques dizaines d'années suffirent pour que certains « boïeri » eussent plus de trois cents villages à leur disposition.

Les paysans « libres » continuèrent donc à habiter dans des conditions inférieures sur une terre qui, de fait, ne leur appartenait plus et où leur seule raison d'être était le travail fourni, dans les conditions des anciens colons, aux maîtres (les « stăpâni »).

Ainsi les liens qui les rattachaient à leur « stăpân » n'étaient plus ceux des cultivateurs libres qui devaient les prestations dont nous avons parlé plus haut ; leur condition

approchait de celle des serfs rattachés, par leur maître, à la terre qu'ils cultivaient. Ils portaient le nom de « rumân » en Valachie et « vecin » (voisin) en Moldavie.

Cependant il y avait encore une seconde catégorie inférieure de cultivateurs de la terre : c'étaient les « robi », c'est-à-dire les esclaves provenant surtout des prisonniers de guerre.

La coutume de la terre reconstituée par des actes et documents nous donne des indications quant à la condition juridique de ces catégories.

Ils ne pouvaient pas s'établir sur d'autres terres sans le consentement de leur seigneur ; ils étaient considérés comme des « adscripti glebae » (rien ne les distinguait à ce point de vue des colons romains).

Par différence des serfs de la période féodale française, serfs d'héritage ou de servitude réelle, c'est-à-dire des gens, serfs ou non, s'établissant *avec* l'autorisation du seigneur sur une terre cultivée « servilement », les « vecini » étaient plutôt des serfs de servitude personnelle et leur interdiction de se déplacer d'une terre sur l'autre était la conséquence du lien personnel étroit les rattachant à la personne de leur seigneur et ne dérivait pas de leur tenure.

A maintes reprises, ils ont abandonné la terre qui ne leur appartenait plus, soit pour trouver un maître plus doux, soit, plus souvent, pour aller trouver dans une autre partie du pays quelque petit coin en friche et s'y créer un nouvel abri en liberté.

Or le « boïer », qui ne travaillait pas la terre, ne retirait plus aucun profit de la terre acquise si le matériel humain faisait défaut à l'exploitation agricole et comme, d'autre part, y faire venir une main-d'œuvre étrangère était chose impossible, il n'y avait qu'un seul moyen pour réagir : *retenir* le laboureur sur place par une atteinte portée, au nom de la loi, d'un « établissement » princier, à sa liberté personnelle.

SECTION III. — *Michel le Brave. Consécration du Servage.*

Fixer le paysan sur sa terre, lui défendre de l'abandonner était une mesure fiscale qui devait favoriser l'extension des droits des « boïeri » à l'individu même dont ils avaient gagné à si bon marché l'héritage.

Nous citerons à ce sujet « l'Asezamânt » (Etablissement) de Michel le Brave (1593-1601).

Ce prince de Valachie, qui fut le premier Voévode roumain, ayant réalisé, à la tête de cette épopée que fut son règne, après l'invasion des barbares Hongrois en Transylvanie, l'union, dans un pays libre, de toutes les provinces roumaines — la Valachie, la Transylvanie et la Moldavie avec la Bessarabie — en rassemblant sous son pouvoir presque tous les Roumains, est le grand précurseur de l'unité nationale des Roumains réalisée en 1918, et sa silhouette, épique et grandiose, prédomine toute la perspective de l'histoire nationale roumaine en la protégeant de son ombre totale.

Cependant, pour récompenser ses nobles et capitaines, braves, dévoués et infatigables, et pour leur garantir leur existence même et celle de leurs familles, il signa le document de 1595 qui *interdisait* aux paysans de quitter la terre du seigneur, devenant ainsi serfs de ces derniers à la manière féodale en Transylvanie.

C'est un acte pour lequel, si grand qu'il fût, en tant que héros national, il ne sera jamais réhabilité devant l'histoire de l'économie roumaine.

A partir de cette date, tous les paysans sis sur les terres des « boïeri », en Valachie, étaient liés à cette terre. Ils devinrent des « adscripti glebae » ; ce fut la consécration officielle du servage.

Les changements qui se passèrent en Valachie eurent naturellement un retentissement en Moldavie.

Le règne de Michel le Brave en Moldavie au printemps de 1600 et, surtout, l'influence de la grande propriété polonaise furent les principales causes qui amenèrent l'asservissement officiel du paysan Moldave.

D'ailleurs son « asezamânt » a été donné à la suite de la conclusion d'un traité avec Sigismond Bathory, prince hongrois, contre les Turcs, dans lequel on lui a imposé d'empêcher l'émigration des paysans des Principautés. Et cela serait peut-être sa seule excuse vis-à-vis des paysans, ses soldats, qui, mieux encore que les « boieri », lui ont toujours témoigné leur dévouement.

Ce qui distingue cependant la Moldavie de la Valachie, c'est que, dans ce pays, on ne rencontre que très rarement des actes formels par lesquels le paysan abdiquait sa liberté.

Bref, il y eut, dans une principauté comme dans une autre, pendant tout le XVII^e siècle, comme une disparition politique et économique du paysan. Il était devenu « l'instrumentum ruris » que l'Occident connut pendant le Moyen Age.

SECTION IV. — *Les Phanariotes et le XVIII^e siècle.*

Cependant l'époque des malheurs les plus graves ne commença qu'avec l'avènement, au trône des Principautés, des « Phanariotes », princes étrangers, la plupart grecs, levantins, issus des faubourgs de Stamboul, surtout de celui appelé « Phanar », d'où leur nom.

Ils achetaient, favorisés par des intrigues et des bassesses, le trône, pour jouir largement ensuite des spoliations à la charge du pays.

La fiscalité augmenta ainsi que l'oppression des paysans, dont un nombre infime avaient réussi à garder, au prix d'énormes sacrifices de sang et de travail, la propriété de leur terre et la liberté de leur personne.

Asservis de fait et ne sachant comment parvenir à faire face aux exigences, vexations et spoliations des « boïeri » et des princes, ils s'enfuyaient — quoique cela leur était défendu — abandonnant les terres et leur maison.

C'est ainsi que le Prince Constantin Mavrocordat fut amené à reconnaître, pour la première fois, au serf fuyard, qui serait revenu à son ancien foyer, le droit de liberté, lui imposant toujours le paiement de la dîme et de la corvée (slujba, claca) de douze jours par an au lieu de vingt-quatre, ainsi que c'était l'usage au commencement du XVIII^e siècle, les seigneurs conservant bien entendu tous les droits au moulin, à la « cârciuma » (boutique où l'on vend du vin et des alcools), au terrain de chasse et de pêche, etc.

Enfin, par un acte solennel, en 1747, un « asezamânt » (établissement) approuvé par les « boïeri » et les chefs du clergé, dont les monastères, eux aussi, comprenaient d'énormes propriétés, le paysan « asservi par une mauvaise coutume » et non par une loi — reconnaissance très importante de la part de toute la classe dominante — gagnait le droit de se racheter en payant dix piastres.

Les résolutions des princes de la seconde moitié du XVIII^e siècle ne firent que compléter les mesures de Mavrocordat en dégageant, par exemple, de la servitude de la dîme, les jardins potagers du paysan, sans compter les vergers plantés par son travail.

Citons le Prince Grégoire Ghika en Moldavie ; il étendit, par son « Etablissement » du 1^{er} janvier 1766, les dispositions de Mavrocordat à toutes les terres de « boïeri ».

Cependant la situation ne devenait pas meilleure, le prince ne recevant que des plaintes de la part des paysans.

C'est pour mettre fin à une telle situation que le prince Grégoire Calimach tâcha d'établir, par son « asezamânt » du 28 mai 1768, une limite à la cupidité des « boïeri » (en grande partie « phanariotes » à cette époque), et de faire ressortir certains droits des paysans :

« Nous faisons connaître, dit-il, par ce « hrisov » (édit) à tous les habitants du pays sis sur des terres seigneuriales (« boïeresti »), des monastères ou des « razasi » (possédant ensemble) que les paysans se plaignent sans cesse d'être opprimés par les seigneurs des terres pour supporter, en dehors de tout droit, plus de charges que ces derniers pourraient réclamer pour la nourriture que les paysans tirent de ces terres. »

Et il ajoute que les paysans, quoique serfs, auront le droit de cultiver une étendue de terre aussi grande qu'il leur sera nécessaire pour les besoins de leurs familles et le pâturage suffisant pour leur bétail.

Ces dispositions ont été confirmées par le prince Michel Sutu (Soutzo) dans ses « Pontos » (articles) du 28 décembre 1794.

Nous pouvons conclure, de ce qui précède, que certains princes du XVIII^e siècle, désireux de mettre de l'ordre dans l'économie du pays, ont essayé de réglementer les obligations des serfs envers les « boïeri », en améliorant leur sort, parce qu'ils se rendaient compte que la prospérité du pays ne pouvait se fonder que sur la consolidation de la classe paysanne.

Mais, en leur assurant le droit de se déplacer d'une terre à une autre, droit qu'ils avaient perdu en même temps que leurs terres, on leur maintenait la corvée et la dîme, qui sont devenues de plus en plus lourdes à mesure que les produits du pays étaient de plus en plus recherchés par l'Empire Ottoman et l'Occident ; quant aux « boïeri », commençant à produire pour la vente et l'échange, ils firent l'impossible pour affermir leur droit de propriété absolue sur les terres, restreignant, toutes les fois qu'ils le pouvaient, le droit des paysans de demander de la terre pour la culture, l'utilisation des pacages, du sol boisé, etc.

C'est dire que, pratiquement, la situation des paysans, loin d'être meilleure, s'était de beaucoup empirée.

SECTION V. — *Le XIX^e siècle jusqu'à 1848*
et les Règlements Organiques.

Ce fut le XIX^e siècle qui apporta un changement presque radical dans la vie des Principautés tant au point de vue social qu'au point de vue agraire.

La deuxième moitié du XVIII^e siècle, ainsi que le commencement du XIX^e siècle, constituent une époque pendant laquelle se sont cristallisés définitivement :

a) Un régime juridique accentué, dans les rapports entre les paysans et les maîtres ;

b) Un régime économique, début d'une ère de production et de répartition de la propriété agraire, ayant à la base la notion de « latifundia ».

Jusqu'en 1826 (la paix d'Ackerman) et surtout en Moldavie, l'état juridique et économique de la propriété rurale se présente sous la forme d'énormes avantages au profit des « boïeri ».

Suivant l'ancien droit roumain (si l'on peut appeler ainsi ce que le droit romain prêta à la nouvelle province romaine, la Dacie), suivant la coutume et les réglementations écrites du XVIII^e siècle et à l' « obiceul pamântului », les paysans pouvaient labourer, pour leurs besoins et ceux de leurs familles, autant de terre qu'il leur fallait, ayant la même faculté quant aux pâturages.

En échange, — et nous allons récapituler les charges, en Valachie et Moldavie, pour bien faire ressortir le progrès du XIX^e siècle — ils étaient obligés, au profit du « boïer », de se soumettre aux conditions suivantes :

1° Douze jours de « slujba », « claca » ou « boïeresc » (la corvée) ;

2° La dîme (dijma) du dixième de tous les produits de la tenure ;

3° Un transport de deux chars avec du bois à brûler jus-

qu'au « conac » (la maison de propriété) du « boïer » (ou quatre jours de corvée avec les bras pour les paysans sans char ni bœufs, en dehors de la corvée de douze jours) ;

4° Quatre jours par an de « meremet », c'est-à-dire pour la réparation des bâtiments du « boïer » ;

5° Un transport quelconque avec un char à deux bœufs sur une distance de 8-16 heures, ou deux transports de 8 heures chacun ;

6° Des services ou travaux personnels à la « curte » (l'ensemble de la cour, du jardin, etc., du « conac ») du « boïer ».

Notons également que seul ce dernier avait le droit de vendre, sur sa terre, du vin, de l'eau-de-vie de prunes ou d'autres boissons et d'avoir une boucherie ou autre comptoir pour le commerce, ainsi que le bénéfice des moulins et forêts.

A la même époque, en Transylvanie et Bucovine (ravis à la Moldavie par les Autrichiens en 1775), la situation des « iobagi » (serfs) transylvains et bucovins n'était pas meilleure, car le régime des seigneurs féodaux maghyars ou autrichiens consacrait, dans ses cadres rigides et oppressifs, la même existence de serfs à laquelle, fatalement, venait s'ajouter l'antagonisme de race entre le paysan roumain et le « maître » étranger, le « domn de pamânt » (dominus) comme on l'appelait dans ces régions.

Une lueur d'espoir traversa les âmes de ces serfs roumains, sous la Couronne des Habsbourgs, lorsque l'empereur Joseph II tâcha, sans succès d'ailleurs parce qu'après sa mort on revient au « statu quo ante », d'instituer un régime remarquable de liberté politique et économique en faveur du peuple roumain d'au-delà des Carpathes.

La situation juridique et économique des paysans roumains à la fin du XVIII^e siècle et dans les deux premières décades du XIX^e siècle, ainsi qu'on vient de le constater, ne fait pas du tout prévoir une amélioration immédiate.

Au contraire, en Moldavie, le droit illimité des paysans

à la terre et aux pâturages dont ils avaient besoin a été attaqué et amoindri par les réglementations des princes de l'époque car, en 1805, Alexandru Moruzi leur limite le droit aux pâturages et aux prairies et en 1828 Ionita Sandu Sturza décide que les paysans ne pourront plus désormais labourer que dans les 2/3 des terres des « boïeri ».

Et, tandis que le droit de jouir de la terre diminuait, les charges augmentaient ; c'est ainsi que la « claca » (corvée) avec les autres services en Moldavie arriva à 36-40 jours par an.

En Transylvanie et Bucovine Léopold II fut gagné à la cause des seigneurs maghyars, saxons et souabes, et fit renaître les anciens droits de ces derniers encore plus étendus que du temps de Joseph II auquel, mourant, ils avaient arraché la fameuse « Revocatio ordinationum » de triste mémoire.

Le commencement du XIX^e siècle est caractérisé, dans l'Europe Centrale et Occidentale, quant au domaine de l'économie agraire, par un constant effort des nations de réaliser l'abolition du régime féodal agraire et l'émancipation des classes paysannes.

Ce mouvement est parti de Savoie dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle et, alimenté par l'œuvre incessante des philosophes, encyclopédistes et physiocrates du même siècle, il a trouvé sa structure doctrinale et son application catégorique dans l'œuvre de la Constituante française de 1789 continuée et parachevée par celle de la Convention.

L'abolition du régime seigneurial et l'émancipation des paysans ont constitué le titre de gloire de la France prénapoléonienne qui a servi d'exemple aux pays germaniques.

Les pays hanséatiques, annexés à l'empire napoléonien, abolirent en bloc le régime féodal agraire par le décret de 1811 ;

Le royaume de Westphalie abolit le servage sans aucune indemnité par l'article 13 de sa Constitution de 1807 ;

Dans le Duché de Bade, on améliora les rapports, quant

au servage, entre paysans et seigneurs; toute trace des charges serviles disparaissent, par les lois du 5 octobre 1820, ainsi que le servage par la loi du 21 avril 1848 ;

Dans le Wurtemberg, l'édit du 18 novembre 1817 abolit le servage et la Constitution de 1808 de Bavière supprima également le régime féodal agraire ;

Quant à la Prusse, où un mouvement de liberté économique s'était manifesté dès la fin du XVIII^e siècle, les édits du 9 octobre 1807 et du 27 juillet 1808, précisés par le « publicandum » du 8 avril 1809, transforment les paysans en propriétaires sur les terres qu'ils travaillaient, supprimant les charges et obligations serviles contre une indemnité. La réaction des seigneurs prussiens, entre 1815 et 1816, a été suivie d'une époque d'émancipation définitive à partir de 1821 et s'est terminée par la suppression totale du régime seigneurial en 1848.

Un seul pays de l'Europe faisait exception : au commencement du XIX^e siècle, le système de réaction des propriétaires contre les paysans persista en Angleterre. Sans qu'elle ait conservé le régime féodal agraire sous son aspect typique, le XIX^e siècle en Angleterre est dominé par l'action des « landlords », de consolidation et délimitation de leurs propriétés par des actes appelés « enclosure acts » qui, entre 1802 et 1815, se montent à 564, nombre presque égal au total des opérations au XVIII^e siècle.

De l'exposé ci-dessus, nous tirons la conséquence que la situation des Principautés roumaines n'était comparable, à la même époque, qu'avec celle de l'Angleterre et, si la comparaison pouvait les flatter, à ce moment, le régime qui y régnait devenait de plus en plus insupportable.

Cependant des changements commencent à se produire dès 1826 (la Convention d'Ackerman). Elle prévoyait que les Princes et leur « divan » (Conseil) doivent réfléchir quant aux mesures à prendre pour l'amélioration de l'état économique du pays.

La guerre de 1828 survient ; les Russes qui, depuis 1812, avaient déjà ravi, à la Moldavie, la Bessarabie ayant de tout temps appartenu à cette dernière, occupent les Principautés, en route vers Constantinople — leur Tzarigrad rêvé — la paix d'Andriople (1829) leur consacrant le « protectorat » avec occupation jusqu'en 1834.

Ce traité présente aussi, en dehors de la question du protectorat, une autre importance d'ordre économique. C'est que l'article V de ce dernier, leur accordant l'autonomie politique, leur assure en même temps des libertés économiques d'une importance capitale telles que : la liberté du commerce sur le Danube et la mer, la suppression du tribut en nature et des prestations de services envers la Sublime Porte et l'établissement de règlements administratifs comme base constitutionnelle de leur vie politique, sociale et économique.

L'application en fait des dispositions de l'article V a eu une influence décisive quant au développement économique des pays roumains.

La Commission instituée par le général Kisseleff, le gouverneur russe civilo-militaire, travailla jusqu'en 1831 lorsque l'Assemblée Générale extraordinaire de Révision se réunit — le 8 mai 1831 — pour délibérer et statuer sur les projets de règlements établis.

Le 3 novembre 1831, elle vote les « Règlements Organiques » qui sont entrés en vigueur en Valachie à la fin de la même année et en Moldavie le 1^{er} janvier 1832.

Ces « Règlements » prévoyaient des chapitres spéciaux (formant la VII^e section) sur les droits et obligations des propriétaires envers les paysans, habitants de la terre, et vice-versa, chapitres qui consacraient une vraie réforme agraire.

Seulement, comme cette Assemblée était composée de :

13 membres du « Divan » (Conseil),

1 Métropolitain,

2 Evêques,

23 Boïeri nommés par Kisseleff,

3 Archiprêtres,

10 Boïeri, propriétaires, représentant les départements

— et la ville de Iassy,

soit 52 membres au total, dont 46 « boïeri » (avec les membres du Divan) et 6 représentants de l'Eglise, qui possédait des propriétés énormes, de vrais « latifundia » ; on comprend aisément quelle fut la conception d'ordre juridique et économique se trouvant à la base de la VII^e section des Règlements organiques.

Il est regrettable de constater que la conception économique avancée de Kisseleff — général, représentant de « l'absolutisme » russe, *mais* défenseur, intéressé peut-être, des droits des paysans roumains — s'est heurtée à la conception des « boïeri » roumains.

De cette lutte, ce furent ces derniers qui triomphèrent, le résultat des Règlements pouvant être caractérisé par une limitation du droit de jouissance des paysans à la terre, l'augmentation de la corvée et l'augmentation des prestations en nature et des services au détriment des paysans.

Mais ce qui représente le point capital de cette réforme agraire, c'est qu'elle confère, pour la première fois, aux maîtres des « mosii » (propriétés) la qualité juridique (et les droits qui en découlent) de « propriétaire » de la terre dans le sens *quiritaire* de la notion.

Le paysan devient « ipso facto » un simple « locataire de terre », détenteur d'un titre précaire et éphémère, toujours à la merci du « propriétaire ».

Tous ses droits résultant des vieux établissements et de la vieille coutume sont complètement écartés.

SECTION VI. — *La Révolution de 1848.*

Cette œuvre imprudente des « boieri » devait contribuer à la création d'un état d'esprit de forte tension dans les milieux paysans qui, aidés par une élite intellectuelle préparée à l'école des idées libérales de l'Occident, allaient préparer, par la révolution de 1848, la grande Réforme de 1864 qui fut un grand triomphe de cette « Talpa Tarii » (la base du pays).

En effet, voilà ce que prévoyait la proclamation du 9 juin 1848 d'Islaz (lancée sur la « Câmpia Libertatii ») envoyée par Ion Bratianu et C. A. Rosetti, secrétaires du gouvernement provisoire de la Valachie, à Edgar Quinet :

« Cher Maître, nous vous envoyons le premier acte de notre civilisation sociale ; il vous appartient car c'est votre œuvre ; nous n'avons fait que traduire vos idées en nous laissant guider par elles et par votre esprit. »

Et, en ce qui concerne le problème agraire :

« Le peuple roumain reconnaît une justice égale pour tous et notamment pour les pauvres. Les pauvres, — paysans — agriculteurs, qui nourrissent les villes, vrais fils de la patrie, tant et si longtemps dénigrés du nom glorieux de « Rumân » qui, pendant des siècles, ont défendu le pays, qui ont labouré la terre des « mosii » et l'ont améliorée, qui ont nourri les propriétaires ainsi que leurs aïeuls et leurs ancêtres, ont droit vis-à-vis de ces maîtres et de la patrie, d'exiger un lopin de terre pour leurs besoins et ceux de leurs familles et de leur bétail, payé depuis des siècles par la sueur de leur front. Ils le demandent à la patrie qui, elle, pour être juste, dédommagera les maîtres. »

De même ils exigent « l'abolition du servage et des prestations en nature » et la suppression de la « claca » (la corvée) en réclamant de « devenir propriétaires de leur petit lopin de terre au profit de tous (de la collectivité) et au détriment de personne ».

Une nouvelle Constitution élaborée, qui fut acceptée par le « hospodar » Bibesco, le Règlement Organique brûlé sur le « Champ de la Liberté » à Bucarest, l'abdication même du prince (hospodar), ce furent les premières phases du mouvement libérateur ayant conduit à l'installation du gouvernement provisoire révolutionnaire à Bucarest le 26 juin 1848.

Déjà, le 16 juin, une deuxième proclamation circulait dans le pays :

« Frères paysans, — disait-elle — le bon Dieu s'est apitoyé sur nous ; dorénavant il n'y aura plus de gendarmes pour vous battre et torturer, plus de « beilicuri » (corvées injustes) ; les six jours de service gratuit ont été supprimés, vous êtes dispensés de la « claca » et des travaux domestiques de serfs et dans trois mois vous serez tous propriétaires sur un lopin de terre. »

Le Gouvernement provisoire, qui n'entamait pas une lutte de classe, en déclarant qu'il ne voulait pas déposséder les propriétaires mais improprier les laboureurs sur un lot de terre contre une indemnité au profit des premiers, nomma à ce sujet une Commission par le Décret n° 215 du 9 juillet 1848, composée de représentants des paysans et des propriétaires en nombre égal (1 représentant de chaque partie par département).

Le projet de loi que cette dernière devait élaborer quant à :

a) L'impropriation des paysans et

b) L'indemnisation des propriétaires,

devait être ensuite soumis à l'approbation de l'Assemblée Constituante.

Ce fut, — le 10 août 1848, à Bucarest, — pour la première fois dans les annales historiques de la propriété rurale en Roumanie, que les paysans, côte à côte avec les propriétaires, étaient écoutés et faisaient connaître officiellement toutes leurs souffrances, misères et doléances.

Seulement, étant donné le manque de connaissances profondes des membres de la façon dont cette question — la question agraire — devait être posée, ainsi que l'ignorance de la question elle-même basée sur l'histoire des rapports entre les deux groupes, face à face, pour en faire ressortir les droits des paysans de par la vieille coutume, ces derniers furent mis dans une situation bien difficile et, comme les représentants des propriétaires eux aussi n'étaient pas trop compétents, les débats de la Commission se déroulèrent dans une bien pénible atmosphère.

Finalement, le 12 août 1848, la Commission proclama :

- a) Le droit de l'homme à la liberté, considérant que son travail est sacré ;
- b) Le droit sacré de la propriété ;
- c) Le principe de l'impropriation des paysans.

Les propriétaires obtenaient les avantages prévus au II^e paragraphe, tandis que les paysans la liberté sur un lopin de terre — beaucoup par rapport à ce qu'ils avaient, mais beaucoup trop peu par rapport « aux droits de l'homme et du citoyen » de 1789 français.

Seulement — et malheureusement — sous l'influence de la Turquie et de la Russie et sous la pression des grands « boïeri », un Décret, en date du 19 août 1848, de la « Locotenenta Domneasca » (Lieutenance Princièrè, gouvernement supplétif du « domn » qui devait être nommé) suspendit la Commission pour des motifs de « sécurité » et fit s'écrouler l'œuvre accomplie quelques jours auparavant.

Les jeunes chefs de la Révolution traversèrent les Carpathes ou partirent à l'étranger et, sur la base des décisions prises, à Balta Liman, par les Russes — protecteurs — et les Turcs — suzerains — les Principautés se virent nommer comme « hospodars » (princes), Barbu Stirbei en Valachie et Grégoire Ghika en Moldavie, qui devaient, suivant certaines stipulations de l'acte signé à Balta Liman,

veiller à ce que les rapports entre propriétaires et paysans deviennent meilleurs, par l'établissement d'une législation les satisfaisant les uns et les autres.

A la même époque, en Transylvanie, la conscience roumaine était réveillée et poussée à l'action par l'Assemblée de « Câmpia Libertatii » près de Blaj.

Nous remarquons qu'en 1848, comme toujours d'ailleurs, les Carpathes n'ont séparé les Roumains de Transylvanie et ceux des Principautés que physiquement. La même foi, la même doctrine de libération des villages, le même idéal de briser les ancrs de l'oppression et de la tyrannie médiévale, unissaient les esprits roumains de Transylvanie et ceux des Principautés contre la classe des oppresseurs politiques et économiques.

De l'autre côté des Carpathes, la nation roumaine luttait contre l'esprit féodal des seigneurs maghyars et saxons ; dans les Principautés, les « clacasi » (les paysans soumis à la « claca ») luttaient contre les « boïeri » rétrogrades, oppressifs et insatiables.

Et, en dépit des frontières arbitraires politiques et des dominations tyranniques, le même idéal et la même doctrine d'émancipation économique réchauffaient et électrisaient les consciences et les cœurs de tous les paysans roumains.

Les « Câmpia Libertatii » d'Islaz et de Blaj représentent la même manifestation quant à l'unité nationale et économique roumaine jaillissant, d'une manière spontanée et sans aucune connivence, des souffrances des paysans depuis des siècles et de leurs conceptions — les mêmes pour tous — concernant la civilisation et un nouvel ordre économique et social.

Pour les Roumains Transylvains, les revendications de Blaj et la révolution d'Avram Iancu ont abouti à un résultat pratique : la Diète de Transylvanie a voté, en 1848, les articles de loi IV et V en vertu desquels le régime médiéval agraire, c'est-à-dire *le servage*, était *aboli*, les *paysans*, *deve-*

nus libres, étant impropriés sur les terres qu'ils travaillaient, et les propriétaires devant être dédommagés pour le préjudice causé par la suppression de la « claca » (corvée), de la « dijma » (dîme) et de toutes les obligations serviles qui étaient à la charge des paysans.

L'année 1848 a brisé les ancrs du servage en Transylvanie ; par contre, tout en y ayant fait naître de nouvelles énergies et espérances, le mouvement de 1848 dans les Principautés n'a malheureusement donné aucun résultat pratique quant au domaine économique-agraire qui nous intéresse.

SECTION VII. — *La Réforme de Barbu Stirbei.*

Ancien secrétaire de la Commission de Valachie pour l'élaboration du projet du Règlement Organique, le prince Barbu Stirbei monte sur le trône de cette province en juin 1849.

Tenu d'appliquer les dispositions de l'acte de Balta Liman et désireux de rendre effectivement meilleure la situation du paysan, le prince se mit à travailler et rédigea même, en français, un mémoire sur le droit de propriété en Valachie.

Connaissant à fond les problèmes agraires de Moldavie, Bessarabie et Turquie, il nomma une commission le 15 octobre 1849, dont le rôle était de modifier le Règlement Organique, en vue de l'amélioration de la condition agraire des paysans car, dans sa conception, c'était la mauvaise application de ce dernier qui était la cause du malheur des paysans.

De bonne foi peut-être, le prince Barbu Stirbei péchait gravement dans sa conception concernant le droit de propriété des paysans. Il admettait que ces derniers avaient été réellement une fois propriétaires des terres, mais qu'ils les

avaient aliénées — c'est-à-dire leurs aïeux — « aux boïeri », aliénation librement consentie et suivant les formalités légales, pour laquelle ils avaient reçu, en échange, le montant de leur valeur.

Vente parfaite, par conséquent.

Il ajoutait que nul n'avait forcé les paysans à vendre leurs terres, donnant comme preuve la survivance des « mosneni » ou « razasi » (simples paysans co-propriétaires d'une terre) qui n'ont pas aliéné leurs terres.

Cette conception le conduisait à la notion de « propriété individuelle » au profit des « boïeri » et le forçait à admettre « ipso facto » que le pouvoir public était obligé de garantir cet état de choses résultant d'un accord librement consenti et légalement traduit en fait.

Il résultait logiquement qu'il n'y avait, à son avis, qu'une seule manière pour l'évolution de la propriété : une nouvelle convention entre propriétaires et paysans soit pour la jouissance des terres cultivées par ces derniers, soit pour l'achat même de ces terres.

Et, à ce sujet, il estimait qu'une loi était nécessaire, et c'est ainsi qu'il fut amené à consentir à modifier le Règlement organique. La Commission chargée à cet effet élabora le projet qui, promulgué par le prince en 1851, fut mis en application le 1^{er} avril 1852.

Le paysan était considéré comme un simple « locataire » de la terre dont il avait la jouissance de par le Règlement. Par contre, le « boïer » était consacré comme un propriétaire, à juste titre, auquel le paysan payait, en espèces ou en travail, le fermage qu'il avait droit de réclamer.

En échange, la réforme de Stirbei accordait aux paysans certaines améliorations. Voici les plus importantes :

- 1° Dispense de la dîme quant aux produits du jardin ;
- 2° Augmentation à un « pogon » (un demi-hectare) — soit le double par rapport au Règlement Organique — de

l'étendue du terrain de pâturage accordé au paysan par tête de bétail ;

3° Le paysan devait travailler pour le propriétaire, à *titre de fermage* pour la jouissance de la terre, vingt-deux jours par an, avec quatre bœufs, deux bœufs ou avec les bras ; par contre, les journées de service personnel pour le propriétaire étaient abolies.

Toutes ces dispositions étaient inscrites dans l'article 140 du Règlement.

L'article 144, lui aussi, était modifié de la façon suivante :

« Le paysan, maître absolu de sa personne et de son avoir..... est libre de se déplacer et d'établir sa demeure et de travailler où bon lui semblera. »

Mais, en réalité, il y avait tant de conditions à remplir en vue d'un tel déplacement que, pratiquement, les paysans demeuraient liés à la terre de la même façon que sous l'empire du Règlement Organique.

La réforme fut complétée par une circulaire du Ministère de l'Intérieur prévoyant le droit de libre dérogation, par des Conventions privées, entre paysans et propriétaires, aux dispositions de la loi. Seulement ces dernières devaient être approuvées par la « comisia catagraficeasca » (la Commission de statistique).

On peut conclure que la réforme de Barbu Stirbei apportait de réelles améliorations dans la vie économique du paysan, quoique, d'autre part, elle rendait viable une conception, d'ordre juridique, foncièrement erronée, de la dont, tout en étant de très bonne foi et ayant les meilleures classe gouvernante des « boïeri » dont il faisait partie et intentions pour les paysans auxquels il a témoigné sa sympathie, il était le prisonnier intellectuel.

CHAPITRE II

LA REFORME AGRAIRE DE 1864

La guerre de Crimée finie par la défaite des Russes, toute influence de leur part était écartée quant aux Principautés. La situation de celles-ci fit l'objet d'une attention spéciale du Congrès de Paris qui, en février 1856, décidait d'envoyer une Commission de délégués des puissances protectrices dont le rôle était de constater, avec un commissaire de la Turquie, la situation des pays roumains et de convoquer un « divan ad hoc » pour chaque Principauté, formé de représentants de toutes les classes qui devaient exprimer leur point de vue quant au sort de leur pays.

Le peuple roumain vota, le 28 septembre 1857, pour les députés dont le programme était le suivant :

- a) L'union des Principautés et un prince étranger ;
- b) L'autonomie ;
- c) Un gouvernement constitutionnel.

Les divans *ad hoc* exposèrent, sur la base du programme ci-dessus, leurs vœux qui furent communiqués à la Conférence de Paris. Cette dernière, réunie le 22 mai 1858, accorda aux Principautés « une union administrative » et le droit, pour chacune d'elles séparément, d'élire un prince.

Les Roumains en profitèrent et, en dépit de l'opposition de l'Autriche, de la Russie et de la Turquie, élirent, le 5, puis le 24 janvier 1859, le même prince en la personne du Colonel Alexandru Ioan Cuza.

Si l'union fut faite, ce ne fut guère grâce à l'Autriche qui, par la voix de son ministre à Constantinople, le baron Prokesch-Osten, disait : « Les Roumains aspirent à un Etat indépendant embrassant la Bucovine, la partie roumaine de la Transylvanie, le Banat, avec les Balkans pour frontière. Bel exemple pour la Serbie ! Cette idée menace l'Autriche dans la moelle de ses os » — encore moins grâce à la Russie à laquelle la route vers Constantinople était barrée davantage et pour laquelle, par l'installation aux bouches du Danube et à la Mer Noire d'un Etat indépendant, cette dernière devenait encore moins un « lac slave », — ni par la bonne disposition de la Turquie à qui échappait encore une des provinces anciennement sous sa suzeraineté.

Ce fut grâce à Napoléon III qui, personnellement et en tant qu'empereur des Français, a droit à la reconnaissance entière de toute la nation roumaine.

Le « domnitor » Cuza fut reconnu, en 1861, par le Sultan comme prince de Roumanie, ce dernier reconnaissant, par le fait même, l'union des deux Principautés.

L'article 46 de la Convention de Paris ajoutait ceci :

« Les Valaques et Moldaves seront égaux quant aux impôts à payer et admissibles sans distinction aux emplois publics dans l'une ou l'autre des Principautés. Leur liberté individuelle sera garantie ; personne ne pourra être arrêté ni poursuivi qu'en vertu de la loi. Personne ne pourra être exproprié que légalement, pour cause d'utilité publique et moyennant indemnité. Les Moldaves et Valaques chrétiens jouiront également des droits politiques. Tous les privilèges, exemptions ou monopoles dont jouissent encore certaines classes seront abolis et il sera procédé, sans retard, à la

révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires du sol et des cultivateurs, en vue d'améliorer l'état des paysans. »

Le tout dernier paragraphe, qui ordonnait une loi rurale, suscita de vives protestations de la part des « boïeri » qui s'acharnaient à maintenir, coûte que coûte, leurs propriétés.

Une première proposition de la part des paysans fut déposée, par les représentants de ces derniers, le 9 novembre 1857, sur le bureau du « Divan ad hoc » de Moldavie. Elle prévoyait les doléances des paysans, parmi lesquelles le droit de propriété de la terre. Les propriétaires répondirent que la terre leur appartenait incontestablement, en vertu de justes titres : achats, échanges, décisions judiciaires, succession, donations, etc.

Finalement, on ne prit aucune décision et la question fut portée devant la Commission Centrale de Focsani chargée, par la Convention de Paris, de ce que prévoyait l'article 46.

Trois projets furent présentés, fondus en un seul voté le 28 juillet 1860, tous les trois mettant à l'abri les droits des propriétaires :

a) Le premier considérait les paysans comme des locataires perpétuels (emphytéotes) sur leurs terres, jardins, demeures, etc., tenus de payer aux propriétaires, en espèce ou en nature, selon la coutume de la localité, le prix du fermage.

Les paysans étaient libres de se déplacer et de travailler où ils voulaient, des conventions de toutes sortes à l'amiable pouvant intervenir entre eux et les propriétaires ;

b) Le second préconisait la vente envers les paysans sis sur elles (ou envers d'autres cultivateurs) des terres appartenant aux monastères, fondations et institutions, le maximum de terre à acheter ou prendre en fermage étant de 100 « prajini » (environ 2 hectares) en Moldavie et de 6 « pogons » (c'est-à-dire 3 hectares) en Valachie, dont

le prix, les conditions et les garanties devaient être fixées par le Conseil des Ministres ;

c) Le troisième se référait à la constitution de pâturages communaux formés de terres cédées par les propriétaires contre un prix déterminé, et à la création d'un établissement de crédit à la disposition des paysans acheteurs de terre.

Ainsi voté, il fut pris en discussion au mois de mai 1862 par l'Assemblée législative représentant les deux Assemblées provinciales fusionnées.

Les paysans n'y représentaient que le cinquième, mais furent brillamment défendus par Mihail Kogălniceanu qui, cependant, avait un redoutable adversaire dans la personne du premier ministre, Barbu Catargiu, soutenu par tous les propriétaires-« boïeri » dont il faisait partie.

Le 1^{er} juin 1862, le leader des paysans présenta, au nom de vingt-deux députés, un projet de loi sous forme d'amendement. Les paysans demandaient :

a) A devenir propriétaires sur les terres de culture, les pâturages, enclos, jardins et maisons, devant payer au « boïer » une indemnité, sous forme d'annuités, à titre de rachat des corvées et dîmes dues par les paysans — la terre, en général, qui devait passer en leur propriété, étant celle qu'ils possédaient à l'application de la loi ;

b) Liberté absolue de quitter les terres et de se fixer où ils voudraient ;

c) Obligation pour le propriétaire de donner jusqu'à 2/3 de ses terres là où celles-ci étaient insuffisantes, selon les étendues légales, pour les paysans ;

d) Privilège pour les non-ayants droit, d'acheter de la terre des domaines de l'Etat, des monastères et institutions.

Le projet des paysans, présenté par Kogălniceanu, fut rejeté par 62 voix contre 32.

Le 9 juin 1862, le premier ministre, Barbu Catargiu, fut

assassiné et, le 12 juin, le projet de la Commission centrale de Focsani fut voté par 62 voix et 35 contre.

Le 12 octobre 1863, Mihail Kogălniceanu fut chargé par le « domnitor » Cuza de former le ministère.

Quelques jours après, le 3 novembre, il faisait déjà connaître à l'Assemblée que le projet voté dix-sept mois avant ne pouvait pas rester debout.

Mais il commença sa réforme par le projet de loi sur la sécularisation des biens des monastères, qui fut votée à une forte majorité, des fortunes immenses passant dans le patrimoine de l'Etat pour être transmises après coup aux paysans, au lieu de passer la frontière, sous forme de revenus, au profit de quelques moines grecs du Mont Athos et d'ailleurs.

Le succès remporté à cette occasion détermina Kogălniceanu à déposer immédiatement son projet de réforme rurale.

L'enthousiasme des premiers moments disparut surtout à cause du fait que le premier ministre avait déjà fait publier ce projet au *Journal Officiel* comme s'il était loi.

C'est que le président du Conseil, sachant qu'il était soutenu par le « domnitor » Cuza — un loyal défenseur des paysans — força la note.

Son discours soutenant le projet restera mémorable dans les annales parlementaires roumaines ; cependant l'Assemblée lui donna un vote de blâme qui l'obligea à donner sa démission.

Le « domnitor » Cuza ne l'accepta pas, prorogea premièrement les Chambres jusqu'après Pâques et, ensuite, le 2 mai 1864, les fit dissoudre.

Une proclamation fut lancée au peuple, montrant les motifs de cette décision. La nation était invitée à se prononcer sur une nouvelle loi électorale et sur un projet de statut développant la convention qui prévoyait à la fin :

« Les décrets donnés par le prince jusqu'à la convo-

cation de la nouvelle Assemblée auront force de loi, sur la proposition du Conseil des Ministres, le Conseil d'Etat entendu. »

Le résultat du plébiscite fut écrasant : 683.928 voix pour et 1.307 contre les projets du prince.

Par un décret du 2 juillet, Cuza envoya, en vertu du vote populaire, le projet de loi rurale à l'étude du Conseil d'Etat. Il y subit des modifications sans importance et fut promulgué le 14 août 1864.

Il a fallu l'intervention du chef de l'Etat, il a fallu un coup d'Etat pour que le passé de la féodalité et le servage soient abolis en Roumanie et que le paysan roumain soit relevé à la dignité d'homme.

ANALYSE DE LA LOI

ARTICLE PREMIER. — Les paysans, « clacasi-pontasi » (corvéables), sont et demeurent pleins propriétaires sur les terrains en leur possession, dans l'étendue déterminée par les lois en vigueur ».

Il faut remarquer surtout le caractère déclaratif du droit de propriété des paysans.

La loi de 1864, dans ce premier article, restitue au paysan, propriétaire *ab antiquo*, le nom de son droit, son juste titre.

En ce qui concerne « l'étendue », elle était de :

a) *En Valachie* :

1° Pour le paysan ayant quatre bœufs et une vache,
11 pogoane (1) ;

(1) Un « pogon » (arpent) = 5.024 m².

2° Pour le paysan ayant deux bœufs et une vache, 7 « pogoane » et 19 « prajini » (2) ;

3° Pour le paysan n'ayant qu'une vache ou bien travaillant à la hâche (« toporas »), 4 « pogoane » et 15 « prajini ».

b) *En Moldavie* :

1° Pour le paysan ayant quatre bœufs et une vache, 5 « falci » (3) et 40 « prajini » ;

3° Pour le paysan ayant deux bœufs et une vache, 4 « falci » ;

3° Pour le paysan n'ayant qu'une vache ou bien travaillant manuellement (palmas), 2 « falci » et 40 « prajini ».

c) *En Bessarabie* (restituée en partie — le Sud — à la Moldavie après la guerre de Crimée) :

1° Pour les paysans ayant quatre bœufs et une vache, 6 « falci » et 30 « prajini » ;

2° Pour les paysans ayant deux bœufs et une vache, 4 « falci » et 30 « prajini » ;

3° Pour les paysans n'ayant qu'une vache ou bien « palmasi », 2 « falci » et 70 « prajini ».

ART. 2. — L'étendue légale de terre sera complétée aux paysans ne jouissant pas de ce qui leur revient de par l'article 1^{er}.

ART. 3. — En aucun cas, les terrains passés dans la propriété des paysans ne dépasseront les 2/3 de la superficie totale des terres (des propriétés).

Les forêts n'entrent pas en ligne de compte.

(2) 24 « prajini » = 1 pogon = 1 demi-hectare.

(3) Une « falce » = 3 pogons = 1 demi-hectare.

ART. 6. — Auront droit de se transporter sur les terres de l'Etat les plus proches :

a) Les paysans n'ayant pas pu obtenir, des $\frac{2}{3}$ de la terre, l'étendue légale leur revenant ;

b) « Spornicii » (« insurateii » — les nouveaux mariés) n'ayant pas de terre selon la présente loi.

ART. 54. — Pour la liquidation des obligations communales-rurales, le gouvernement est autorisé à vendre des terrains du domaine de l'Etat aux nouveaux mariés ainsi qu'aux paysans prévus à l'article 6.

Le maximum à vendre à une famille sera de 12 « po-goane ».

Il est à constater que la loi a conservé la limitation de $\frac{2}{3}$ faite par le prince Ionita Sandu Sturza en 1828, le troisième tiers devant rester, de toute façon, au propriétaire, ce qui marquait une consolidation du droit de propriété de ce dernier sur ce tiers (au minimum).

Une injustice était faite aux enfants du paysan et aux jeunes mariés qui n'avaient pas été « clacasi » (ayant fait la « claca » — corvée) et il aurait été bien simple — envisageant l'accroissement de la population des villages, — de leur attribuer toute la terre, jusqu'aux $\frac{2}{3}$ des propriétés, après déduction de ce qui revenait aux « clacasi ».

Quant au côté « charges » que le paysan avait accomplies, la loi décidait :

ART. 10. — Sont abolies pour toujours et sur toute l'étendue de la Roumanie, la « claca » ou « boïerescul » (corvée), la « dijma » (dîme), « podvezile » (les obligations de transporter), les journées de « meremet » (réparations), les chars avec du bois et autres charges similaires dues aux « stapâni » (seigneurs) des terres, en nature ou en argent, établies par les lois, les « hrisoave » (chartes) ou bien par des accords temporaires ou perpétuels.

Et l'ART. 11 complétait les dispositions ci-dessus :

« Pour la « claca », la « dijma » et les autres charges abolies par le présent décret, il sera accordé aux « stapâni » des terres, une fois pour toutes, une indemnité ainsi qu'il est stipulé au chapitre III.

ART. 12. — La « claca » n'est plus permise ; les nouveaux mariés ne pourront faire avec les propriétaires que des accords (contrats) temporaires.

Le paysan, libre sur son lopin de terre, n'avait plus qu'une seule obligation : celle de payer le prix.

L'ARTICLE 22 ET SUIVANTS prévoyaient comme prix de rachat de la corvée et de la dîme, augmenté des intérêts légaux de 10 % :

a) Lei 1521, 10 pour les paysans obtenant de la terre à raison de 4 bœufs et une vache ;

b) Lei 1148,20 pour les paysans obtenant de la terre à raison de 2 bœufs et une vache ;

c) Lei 816 pour les paysans obtenant de la terre à raison d'une vache ou travaillant manuellement.

Seulement, *en fait*, ils ne payaient respectivement que : 133 lei, 100,24 lei, et 71,24 lei, soit environ 8,75 %, dans un délai de quinze ans, la différence jusqu'au prix total étant supportée par l'Etat.

La loi prévoyait également, à titre de prudence pour de futurs abus, que :

« Les conventions amiables sont libres entre les propriétaires et les paysans mais quand, en vertu de ces conventions, le paysan engage son travail, elles ne seront valables que si la durée de l'obligation du paysan ne dépasse pas cinq ans. »

Clause très importante pour mettre le paysan à l'abri de toute surprise qui aurait pu le ramener, indirectement, à

l'état « d'adscriptus glebae » qui lui était infligé par l'ancien régime.

Pour le mettre encore davantage à l'abri, la loi de 1864 prévoyait, dans son

ART. 7, que : « A partir de la promulgation du présent décret, pendant un délai de trente ans, le paysan et ses successeurs ne pourront pas aliéner (ni grever d'hypothèque) la propriété, ni par testament, ni par actes entre vifs, à moins que l'acheteur ou le bénéficiaire ne soit ou la commune ou un autre paysan.

Après le délai de trente ans, le paysan pourra disposer de sa propriété selon les règles du droit commun et, pour le cas de vente, avec la réserve du droit de préemption de la commune. »

A son décès — sans testament et sans héritiers légitimes — sa part de terre passait dans le patrimoine de la commune, tenue de payer les dettes du défunt.

En ce qui concerne le côté administratif du système, la loi prévoyait des commissions d'arrondissement, des commissions départementales et le Conseil d'Etat. Ces commissions ainsi que le Conseil d'Etat devaient constater le nombre de paysans « clacasi », leurs catégories et le montant des indemnités dues aux propriétaires auxquels un Comité central établi à Bucarest délivrait, contre les titres d'indemnité obtenus devant les commissions, des « obligations communales-rurales » amortissables, par tirage au sort, en quinze ans au maximum, sous le contrôle du Comité de Liquidation des Obligations Communales-Rurales créé par la Loi et formé du Ministre des Finances, d'un membre du Conseil l'Etat et d'un membre de la Cour des Comptes.

Voilà, en résumé, les points essentiels de cette loi, qui, déclarant le paysan propriétaire et homme libre, a aboli le servage et effacé sa condition malheureuse « d'adscriptus glebae ».

Seulement, à part ces qualités, cette loi est bien critiquable, chose d'ailleurs très naturelle étant donné qu'elle était très nécessaire quant à l'amélioration morale et matérielle *immédiate* du paysan roumain et que, par conséquent, sa préparation a été, fatalement, insuffisante. Cette insuffisance s'est fait sentir en ce qui concerne l'élément « prévision » que tout législateur doit avoir en vue lorsqu'il fait une loi. Or, n'ayant en vue que le présent et désireux de donner, *n'importe comment*, de la terre aux paysans — parce qu'il le fallait — l'auteur de la loi a négligé les droits historiques de ces derniers à la terre et, en ne leur donnant, à titre de propriété, que ce qu'ils possédaient à l'application de la loi — réservant aux propriétaires dans le pire des cas un tiers de leur propriété — il a *consacré* le droit des propriétaires quant au reste, ainsi que les abus des « établissements » dont nous avons parlé dans notre premier chapitre, à savoir ceux du prince Moruzi (1805), et de Ionita Sandu Sturza (1828), les Règlements Organiques (1831) et la Réforme de Barbu Stirbey (1851).

Ensuite il ne s'est pas demandé ce qui allait se passer une fois les paysans impropriés disparus, ne pensant pas au morcellement inévitable de leur terre par le fait de la succession, morcellement rendant presque inutilisable la quote-part de terre revenant à un héritier et à ses descendants.

On aurait pu peut-être accepter le principe de l'indivision, la terre devant appartenir à un seul héritier, les autres étant dédommagés en argent avec lequel ils auraient pu acheter, des propriétaires ou de l'Etat, un lopin de terre pour leurs besoins.

Une autre lacune, c'est que furent impropriés seulement les paysans « clacasi », sans qu'on pense à leurs héritiers et aux nouveaux mariés. Ceux-ci firent augmenter la population et formèrent sous peu une nouvelle masse de bras à la disposition du grand propriétaire.

Quand aux paysans eux-mêmes, devant subvenir aux

besoins de leurs enfants, ils labourèrent même les pâturages, parce que la loi — autre lacune — ne le leur interdisait pas, ce qui eut une conséquence malheureuse pour le bétail.

Et, pour conclure quant à la critique de la loi, nous dirons que la terre passée dans la propriété des paysans et leur nombre ne représentaient qu'une infime partie de la superficie cultivée de la Roumanie et du chiffre de sa population paysanne en 1864.

En effet, la loi dont nous nous occupons a rendu propriétaires 467.840 « clacasi » sur une étendue d'environ 1.766.258 hectares.

Les paysans, cultivateurs de terres, représentant à cette époque 90 %, étaient au nombre d'environ 4.000.000. 3.500.000 paysans n'ont pas vécu de terre et environ 4.000.000 d'hectares, sans compter les forêts, ont été consolidés comme propriété exclusive et absolue des « boïeri ».

En tous cas, le peuple roumain doit toute sa reconnaissance à la génération de 1848-1859-1864 qui, après les avoir préparées, lui a donné sa liberté, son union et une nouvelle organisation politique et économique.

CHAPITRE III

PERIODE DE 1864 A LA REFORME DE 1919-21

Les lacunes de la loi de 1864 ainsi que son application — surtout la délimitation par lots individuels effectuée d'une manière assez défectueuse — firent en sorte que ses effets ne paraissent que trop peu satisfaisants.

C'est ainsi que les gouvernements qui suivirent ne purent pas réaliser le programme de politique agraire préconisé par Mihaïl Kogălniceanu. Ce fut le motif pour lequel, malgré la réforme effectuée, malgré les distributions faites ultérieurement par l'Etat qui parcella ses domaines, les paysans furent obligés de recourir au métayage sur les terres des grands propriétaires.

Les propriétaires les acceptèrent volontiers ayant eux-mêmes tout intérêt à ce que leurs terres soient labourées.

C'était en quelque sorte une manière de se rendre réciproquement service, car les paysans, ayant besoin d'argent, de terre, de pâturages, ne pouvaient les demander — à part à l'Etat qui n'était pas trop riche — qu'aux propriétaires.

C'est pourquoi le colonat partiaire (le métayage) continua d'exister comme avant la réforme, basé sur des contrats écrits ou verbaux supposant l'égalité entre les deux parties.

Seulement, à force de devenir presque la norme générale, force fut d'avoir une législation spéciale.

La première loi de ce genre, appelée la loi des Contrats agricoles, fut votée le 16 mars 1866.

Les dispositions de cette dernière faisaient renaître le servage — d'une manière atténuée — parce que mettant de nouveau le paysan à la discrétion du propriétaire qui pouvait l'obliger à aller travailler aux champs, et même, en vertu d'une décision du maire, y être contraint « manu militari ». Un essai d'amélioration fut fait en 1872 mais le résultat fut encore pire, un vrai progrès n'étant obtenu qu'en 1882. L'exécution « manu militari » et la clause de solidarité entre paysans (instituée en 1872) furent supprimées. Les contrats ne pouvaient être conclus que pour des travaux réellement agricoles et seulement pour une année.

Le paysan disposait de deux jours par semaine à travailler pour lui sans qu'il soit permis qu'il puisse être appelé par le propriétaire. Une amélioration quant au paiement de la dîme fut également introduite, mais, par contre, aucune stipulation quant à la non-observation des obligations des propriétaires vis-à-vis des paysans n'y fut mentionnée.

Cette loi, modifiée et peu améliorée en 1893, resta en vigueur jusqu'à la révolution de 1907.

Elle éclata sur la terre de Flamânzi affermée au trust Mocki Fischer (1). Elle se propagea avec une rapidité foudroyante et une violence épouvantable, ayant un programme politique très net au point de vue national et antisémité,

(1) Les fermiers juifs s'étaient groupés en véritables trusts représentant le type parfait du monopole des employeurs des gens de terre.

Ils possédaient d'immenses étendues, étaient arrivés à éliminer toute espèce de concurrence et étaient maîtres des conditions de travail qu'ils imposaient impitoyablement à ceux qui étaient sous leur domination.

Le trust des frères Fisher était le plus important. En 1905,

mais ayant un caractère économique incontestable dans l'exigence de la terre.

Fermes, manoirs, métairies, maisons de maître, furent pillés, incendiés, saccagés, et dans certains endroits les massacres de propriétaires prirent un caractère odieux de cruauté par suite des tortures même qui furent employées.

Le Gouvernement sentit le danger et vota la « Loi sur les Contrats agricoles », appliquée dès 1908.

Les innovations principales apportées par cette loi appartinrent à différents domaines.

Un Conseil supérieur de l'Agriculture fut institué dans le Royaume : il était représenté dans chaque département par un inspecteur.

On fixa la réglementation du travail à la parcelle concernant le travail prêté au propriétaire foncier comme affermage ; la loi autorisa le métayage.

On détermina un prix maximum, par périodes de cinq ans, pour chaque travail agricole, sous le contrôle des inspecteurs dont il est parlé ci-dessus.

Visant une question traditionnellement en suspens dans la politique agraire, on créa des pâturages communaux grâce à l'offre volontaire de leurs propriétaires : la superficie ainsi attribuée atteignit 1.500.000 hectares.

L'une des causes de la servitude des paysans provenait de l'instabilité de leurs contrats causée par leur ignorance. Dorénavant, l'écriture remplacera les conventions verbales.

Elle prévoyait aussi des dispositions quant à l'arpentage

il comprenait 159.399 hectares de terres cultivées et 98.439 hectares de forêts ; les 2/3 de la grande propriété étaient loués directement aux paysans.

A cette image était né le trust des frères Juster, moins important, mais qui louait cependant en 1905 une étendue de 30.152 hectares que le paysan était obligé de louer sur le tarif de 40, 60 et même 70 lei l'hectare.

des terres de culture concédées aux paysans, le payement régulier et le partage de la récolte.

Une très importante disposition de la loi — peut-être la plus importante — était la suppression de la « dîme en superficie » (métayage par échange de superficie).

Il ne resta comme forme de métayage, qui s'est maintenue légalement en Roumanie après 1908, que la culture en dîme, c'est-à-dire le partage de la récolte obtenue par suite de la collaboration du paysan et du propriétaire.

Enfin, en 1908, on créa une Caisse Rurale ayant pour but d'acheter les grands domaines devenus disponibles et de les vendre à crédit aux paysans.

Pour terminer l'œuvre pacificatrice du Gouvernement, l'Etat limita à 4.000 hectares les terres à affermer par un seul fermier.

La loi du 19 avril 1909, complétant cet ensemble, organisa l'affermage obligatoire des terres appartenant à l'Etat à des Associations paysannes contrôlées.

Telles étaient les principales réformes qui n'eurent pas une portée décisive parce qu'elles ne furent appliquées qu'imparfaitement et sans méthode.



Passons maintenant en revue les améliorations apportées à d'autres lacunes de la loi de 1864, autres que la question de l'affermage.

Ainsi, pour faire part aux nouveaux mariés d'un lopin de terre que la loi de 1864 ne leur avait pas donné, ainsi qu'aux « clacasi » n'ayant pas obtenu l'étendue légale des $\frac{2}{3}$ des propriétés sur lesquelles ils avaient travaillé, le Gouvernement disposa, en vertu du Décret royal n° 1440 du 14 juin 1879, la vente de terres des propriétés de l'Etat.

De même, pour mettre à l'abri la terre des paysans

impropriés, la loi du 13 février 1879 développa et compléta le principe de l'inaliénabilité prévu à l'article 7 de la loi de 1864, en établissant les sanctions et la procédure accélérée de l'annulation des ventes faites en fraude de ce principe ; quant au délai d'inaliénabilité de trente ans, il fut doublé par la Constitution de 1884.

Les lois du 12 avril 1881 et 17 mars 1884 encourageaient la vente aux paysans de lots de 4, 6 et 8 hectares, dans des conditions avantageuses, des propriétés de l'Etat.

Notons en passant les lois du 6 avril 1889, et surtout celle du 18 mars 1912 sur la vente aux paysans des terres appartenant à des personnes juridiques — pour arriver à la réforme dite de 1907 (loi votée à la fin de l'année et appliquée en 1908, dont nous nous sommes occupés plus haut).

Nous terminons de cette façon notre exposé historique concernant la question agraire roumaine à travers les siècles, en concluant que le plus ancien propriétaire de la terre — le paysan — dépourvu de ses droits par les hommes et les circonstances, devenu esclave sur sa terre qu'il a quand même défendue contre tout et contre tous, avait droit à ce que l'injustice qui lui avait été faite — réparée partiellement en 1864 et 1907 — le soit le plus complètement possible, ce qui fut la tâche de la grande réforme d'après la grande guerre, réforme que nous allons analyser dans les II^e et III^e parties qui suivent.

DEUXIEME PARTIE

Étude doctrinale des Réformes agraires réalisées après la guerre

INTRODUCTION

La question de la réforme agraire n'a pas été en Roumanie une conséquence immédiate de la guerre ; elle n'est pas née d'un état social auquel il a fallu porter remède immédiatement ; l'idée de la réforme était déjà en route depuis longtemps et les gouvernements successifs, avant la guerre déjà, s'étaient préoccupés de la question.

La Roumanie, en effet, s'est agrandie de nouveaux territoires, mais elle avait comme base constitutionnelle ce qu'on appelle l'ancienne Roumanie et il a été beaucoup plus aisé d'établir une législation puisque, déjà en ce qui concerne l'ancienne Roumanie, le problème était à l'ordre du jour ; aussi bien l'application de la réforme agraire devait-elle revêtir des caractères tout à fait distinctifs bien qu'inspirés du même idéal démocratique. Il était impossible d'unifier subitement le régime foncier entre toutes les provinces, surtout qu'en Roumanie la question se complique d'une diversité de races avec des antécédents différents, avec une tradition ethnique qui ne remontait pas aux mêmes origines, avec une formation d'esprit public qui ne se ressentait pas des mêmes traditions ; la délicate question des optants Hongrois est la pleine justification de ce que j'avance.

C'est vers 1913, lorsque les hostilités furent terminées avec la Roumanie, que le point de départ de la réforme agraire peut être considéré comme fixé ; la guerre balkanique avait eu des conséquences très importantes dans l'émancipation de l'indépendance roumaine, elle avait créé

des obligations vis-à-vis des hommes qui avaient lutté pour la Patrie et on devait concevoir qu'une juste récompense devait être accordée à tous ceux qui avaient combattu et qui avaient quitté leurs occupations, leur foyer pour gagner la victoire. Mais aucune réalisation pratique ne fut apportée à cette conception et le grand événement de 1914 se déclancha sans qu'aucune solution n'intervînt d'une façon pratique en faveur des paysans roumains, ce n'est pas que la Roumanie entrât tout de suite dans la lice aux côtés des puissances alliées, puisque son intervention fut différée de deux ans, mais déjà à l'intérieur du pays les préoccupations de politique extérieure primaient et l'on sentait bien que cette réforme agraire ne pouvait être solidement établie sur des territoires qui pouvaient devenir le lendemain la proie de l'ennemi.

Aussi bien, l'expérience a démontré que la Roumanie, ayant souffert de l'occupation, ne pouvait pas réaliser cette importante réforme ; toutefois l'évolution de l'idée gagna l'esprit public à un point tel qu'il ne fut plus question d'une simple réforme d'ordre législatif ; le Roi lui-même, Ferdinand I^{er}, considérait cette solution comme capitale. pour l'avenir de son peuple, et, en 1917, la Constitution elle-même fut modifiée. Par conséquent, ce n'était plus une simple transformation de la propriété voulue par le Parlement, mais bien une véritable révolution pacifique opérée constitutionnellement et d'accord entre les propriétaires qu'on allait déposséder et les nouveaux bénéficiaires.

Les principaux textes concernant cette réforme sont d'abord les décrets de loi 3681 et 3697 du 15 décembre 1918, puis, pour la Bessarabie la loi du 11 mars 1920, pour l'Ancienne Roumanie la loi du 14 juillet 1921, pour la Transylvanie, la Bucovine, le Banat et les autres régions la loi du 23 juillet 1921. Il importe maintenant d'étudier en détail les dispositions de tous ces textes.

CHAPITRE PREMIER

SECTION I. — *L'idée constitutionnelle.*

L'article 19 de la Constitution roumaine comporte un certain nombre de dispositions qui visent des mesures d'ensemble bien qu'affectant un caractère particulier.

En effet, il ne s'agit pas de prendre tel ou tel bien appartenant à tel ou tel particulier, mais un groupe de biens appartenant à un groupe de particuliers et c'est pourquoi je dis que cette partie du texte vise des mesures d'ensemble.

Je dis d'autre part que ce texte vise un point particulier puisqu'on examinera successivement telle ou telle condition de la terre d'après son propriétaire actuel.

Ce n'est pas, comme nous le verrons plus tard, une réforme concernant tout un ensemble de terres où l'on tient compte simplement de la contenance en hectares, mais bien des propriétés ayant un aspect spécial soit à cause de leurs possesseurs, soit à cause de leur caractère économique.

1° Le Gouvernement a tout de suite voulu donner l'exemple et c'est pourquoi il a été décidé qu'on ferait une expropriation intégrale de tous les domaines de la Couronne, de l'Etat, des institutions particulières, des personnes morales, sans se préoccuper de l'étendue du domaine de chacun.

2° On décida également d'une expropriation partielle des propriétés foncières sur une étendue de deux millions d'hectares ; cette réforme se superposa à celle dont nous venons de parler, pour la compléter et la perfectionner.

3° Les pâturages ont, de tous temps, été l'une des préoccupations de l'agriculteur roumain ; nous avons vu à travers l'histoire comment cette préoccupation s'était manifestée et comment les pâturages communaux étaient déjà, en effet, connus en Roumanie. On créa donc des pâturages aux dépens de cette propriété expropriée ; cette création revêtit un caractère d'urgence car, s'il était nécessaire de briser les cadres des grands domaines pour créer la petite propriété, il était urgent de pouvoir donner au paysan les herbages nécessaires pour l'existence et la reconstitution de son cheptel : il ne devenait propriétaire que de la terre arable ayant pour objet la culture des céréales notamment ; il ne pouvait devenir propriétaire immédiatement de prairies en quantité suffisante pour l'alimentation de son bétail.

4° Cette réforme ne devait pas prendre le caractère d'une véritable spoliation ; il ne fallait pas que les anciens propriétaires soient complètement dépouillés de leurs biens, même par mesure d'utilité publique, sans être indemnisés de cette perte. Qui allait fixer cette indemnité ? Question d'autant plus complexe, nous pouvons dire, que, juridiquement, cette indemnité représentait à la fois la valeur intrinsèque du patrimoine dont on dépouillait le propriétaire et le quantum d'un droit à réparation pour éviction analogue à l'esprit de l'article 1382 du Code civil français.

On ne pouvait faire cette évaluation d'une façon arbitraire ; le Gouvernement notamment tenait essentiellement à ne pas y être mêlé et l'autorité judiciaire apparut seule capable de pouvoir être chargée de ce soin ; c'est là qu'intervient le rôle de la Cour d'Appel.

5° Pour bien marquer le principe « constitutionnel » de la réforme, il a été décidé que les lois d'expropriation

devaient être promulguées dans les six mois qui suivraient la libération du territoire et qu'elles devaient recueillir comme vote les voix des $\frac{2}{3}$ des membres des Parlements, ce qui est le minimum fixé pour l'établissement d'une constitution.

Aussitôt après les hostilités, la question de mise en application pratique se posa d'une façon impérative. L'hiver 1918-1919 commençait et les soldats paysans revenaient dans leurs foyers ; les provinces rattachées allaient vivre une nouvelle existence sociale, surtout dans les campagnes où l'idée agraire était travaillée par les protagonistes du bolchevisme. Il ne faut pas oublier, en effet, que le voisinage de la Russie des Soviets pouvait avoir une influence considérable sur les destinées de la terre Roumaine.

Le Gouvernement dictatorial de l'U. R. S. S. avait, en effet, procédé à la socialisation de 128 millions d'hectares du sol sans autre forme de procès, les propriétaires avaient tout perdu, les anciens moujiks n'avaient rien reçu.

Le Gouvernement comprit le danger et s'inquiéta à la fois de donner satisfaction au cultivateur de la terre dans l'ordre social et de préserver le pays contre l'anarchie et la révolution.

A qui appartiendrait la nouvelle récolte ?

C'est pour cela qu'un peu hâtivement établi, parut le Décret-Loi du 15 décembre 1918, n° 3697. Nous devons en parler brièvement, car il est l'annonciateur des grandes lois qui suivirent.

SECTION II. — *Le Décret n° 3697 du 15 décembre 1918.*

Les circonstances politiques devenaient très délicates : il fallait aboutir.

Après la chute du cabinet Marghiloman le Roi Ferdinand confia la direction des affaires publiques à M. I. I. C.

Bratiano ; il avait tout d'abord proclamé, dès le 12 novembre 1918 :

« Les circonstances nous donnent de nouveau la possibilité de réaliser ce que je vous ai promis et ce que dans mon cœur je n'ai pas cessé de vouloir. Mon gouvernement réalisera les réformes constitutionnelles qui assurent à tous les citoyens le suffrage universel et aux paysans la propriété de deux millions d'hectares de la grande propriété privée, ainsi que les terres du domaine de la couronne, de l'Etat et des établissements de bienfaisance.

« Sur la base de ces réformes, nous assurerons la vie sociale et économique avec plus de justice et plus de profit pour tous ceux qui travaillent. Mon gouvernement prendra, sans tarder, les mesures voulues pour que ces réformes deviennent des réalités dans l'Ancien Royaume et en Bessarabie. Nous voulons que la parole donnée soit réalisée. »

Un rapport était établi dès le 15 décembre, il exposait tout le programme de la réforme :

« Sire,

« Par le décret-loi Nr. 3681 du 14 décembre 1918, Votre Majesté a bien voulu promulguer la loi d'expropriation pour l'Ancien Royaume, conformément aux prévisions de la Constitution, et pour la Bessarabie, conformément au vote du Conseil du pays du 27 novembre 1918.

« Pour parfaire cette loi, il faut que nous déterminions maintenant les détails de l'application de l'expropriation.

« Ceci est le but du présent décret-loi, pour toute l'étendue de l'Ancien Royaume.

« La pensée qui nous a guidés dans sa rédaction a été de donner aux paysans la possibilité que, dès le printemps prochain même, ils puissent entrer en possession du

« domaine de l'Etat, des domaines de la Couronne, de la
« Caisse rurale, des établissements de bienfaisance et de
« culture, ainsi que de deux millions d'hectares de la
« grande propriété particulière, fixés par la Constitution.

« C'est pour cela que nous avons établi une procédure
« rapide et pour ne plus tarder la réalisation de ce but,
« nous prions respectueusement Votre Majesté de bien vou-
« loir donner, au décret-loi que nous présentons, sa haute
« approbation.

« Les paysans qui, au printemps, jouiront de la terre
« qu'ils attendent, et qui leur a été promise, béniront le Roi
« de tous les Roumains, par les soins duquel se réalise
« cette œuvre de justice et de sain progrès social. »

Le même jour, le DÉCRET-LOI était signé.

Il visait à attribuer deux millions d'hectares de bonnes terres à des citoyens dans la misère.

Deux catégories d'expropriation sont envisagées :

Expropriation intégrale ;

Expropriation partielle.

Voici le texte de l'article 5 du Décret-Loi sus-men-
tionné :

« ART. — Sont déclarés expropriés intégralement :

« a) Les terrains cultivables du Domaine de la Cou-
ronne, de la Casa Rurala et de toutes les personnes morales,
publiques et privées : institutions, fondations, etc., même
lorsque leurs actes de fondations, donations, testaments, ou
toutes autres dispositions, sous quelque titre que ce soit,
auraient prévu, directement ou par toute autre clause prohi-
bitive, leur inaliénabilité ou leur auraient donné une desti-
nation spéciale.

« b) Les propriétés rurales, intégralement, des ressortis-
sants des Etats étrangers, qu'ils soient étrangers d'origine,

ou bien qu'ils soient devenus étrangers par mariage ou par tout autre mode.

« c) Les propriétés rurales, dans leur étendue totale, des absentéistes. »

En ce qui touche les expropriations partielles (il s'agit naturellement de propriétaires particuliers, à l'exception des absentéistes et des étrangers), elles ne s'appliquent qu'aux terres cultivables et l'on se base, pour l'évaluation de la superficie, sur l'étendue de la terre considérée au 15 août 1916.

L'article 8 statuait, à cette fin, ainsi qu'il suit :

« Pour l'acquisition des deux millions d'hectares, il sera procédé à l'expropriation, conformément à l'échelle progressive prévue dans le tableau annexé et qui fait partie intégrante de ce Décret-Loi. »

Le système de l'échelle progressive était celui de l'expropriation automate, mathématique.

Le chiffre minimum de l'impropriation est de 10 hectares par foyer, ce qui est une quantité de terre suffisante pour une bonne exploitation familiale.

La plus grande étendue laissée par contre au propriétaire ancien ne pouvait dépasser 500 hectares.

Mais comment procéder à un travail aussi important et qui ne pouvait se faire du jour au lendemain ?

Le Décret prévoit la création de trois commissions : locales, départementales et régionales, avec des pouvoirs absolus de contrôle et de vérification.

Après avoir établi le principe de l'impropriation, il fallait également indiquer comment on calculerait l'indemnité d'expropriation due légitimement aux anciens propriétaires.

Allait-on prendre la valeur de la terre en 1916, date de l'entrée en guerre de la Roumanie, allait-on prendre comme comparaison la valeur d'expropriation au moment où la réforme s'appliquerait, en fait, pour chaque domaine ?

L'évaluation de 1916 n'était pas juste, car il fallait tenir compte des conséquences des grands événements tragiques dont la Roumanie avait été le théâtre. Les propriétaires avaient pu faire des dépenses, avaient pu investir des capitaux dans leurs domaines.

Étendue totale de la terre	Quote-part exempte d'expropriation, laissée au propriétaire	Étendue totale de la terre	Quote-part exempte d'expropriation, laissée au propriétaire
100 ha.....	100 ha.	1.500 ha.....	307,8 ha.
110 »	109,0 »	2.000 »	334,6 »
120 »	117,2 »	2.500 »	338,7 »
130 »	124,9 »	3.000 »	351,4 »
140 »	132,0 »	3.500 »	365,8 »
150 »	138,6 »	4.000 »	374,9 »
160 »	144,7 »	4.500 »	388,2 »
170 »	150,5 »	5.000 »	396,9 »
180 »	155,9 »	5.500 »	409,7 »
190 »	160,9 »	6.000 »	418,1 »
200 »	165,7 »	6.500 »	426,5 »
300 »	201,7 »	7.000 »	438,8 »
400 »	224,8 »	7.500 »	451,2 »
500 »	241,2 »	8.000 »	459,2 »
600 »	253,7 »	8.500 »	471,7 »
700 »	263,6 »	9.000 »	479,7 »
800 »	271,8 »	9.500 »	491,9 »
900 »	278,8 »	10.000 »	500,0 »
1.000 »	284,9 »	Au-delà de 10.000	500,0 »

Dans les régions annexées le problème se compliquait de questions ethniques, de coutumes locales qui n'étaient pas sans influence sur la conception du droit de propriété.

Il fallait tenir compte également de l'évolution de la valeur de la terre vis-à-vis de la propriété, de la question

de la main-d'œuvre, de son utilisation, des prix de revient qui avaient varié depuis 1916.

Il était injuste, d'autre part, de calculer le prix de la valeur au moment de l'expropriation réelle, car cette mesure ne pouvait se faire, en fait, le même jour dans tout le territoire et il fallait avant tout éviter de créer des inégalités d'autant plus regrettables qu'elles auraient amené des réactions qui, dans un pays où l'unité nationale se reformait, auraient eu des conséquences désastreuses.

On choisit donc l'année 1919 comme époque de comparaison générale de la valeur de la terre.

Les commissions allaient travailler sur ces bases, mais leurs conclusions devaient se faire attendre et, pendant ce temps, le blé semé en terre allait pousser et la récolte de 1919 allait venir.

Toute l'opération fut donc mise sous la direction de la Caisse Centrale de Coopération et d'Impropration et ce furent ces coopératives qui, par un organisme particulièrement qualifié, s'occupèrent de tenir jusqu'à la réforme définitive.

Les opérations étaient confiées aux Commissions spéciales d'expropriation, à trois degrés de juridiction, fonctionnant dans les conditions suivantes :

La première commission avait à sa tête un juge d'arrondissement avec un délégué des propriétaires et un délégué des paysans.

La Commission de district était composée d'un juge d'arrondissement délégué par le Président du Tribunal, deux délégués des propriétaires, deux délégués des paysans.

Enfin on pouvait faire appel devant une troisième commission dite régionale, composée du Président de la Cour d'Appel, d'un délégué du Conseil Supérieur de l'Agriculture, d'un représentant de l'Etat, d'un délégué des propriétaires et d'un délégué des coopératives paysannes.

Les terres ainsi expropriées devenaient tout d'abord

domaines de l'Etat qui devenait débiteur du prix vis-à-vis des propriétaires.

Alors s'opérait la remise de ces terres, en possession provisoire, entre les mains des associations de paysans, communautés villageoises.

Tout cet ensemble fut réglementé dans les articles 8 et suivants du Décret-Loi.

« ART. 37. — Graduellement avec les opérations d'expropriation, la Caisse Centrale de Coopération et d'Impropropriation prendra des mesures pour commencer les opérations de parcellement du terrain exproprié et de sa vente aux paysans, conformément aux dispositions de la loi spéciale d'impropropriation.

« ART. 38. — La Caisse Centrale aura soin aussi de constituer, aussitôt, des communautés villageoises — obsti — qui entreront en jouissance des terrains expropriés, au printemps de l'année 1919, conformément aux dispositions de l'article 21 ci-dessus.

« Ces communautés villageoises — obsti — devront contenir, dans les limites de la propriété, tous les paysans cultivateurs de terre, qui n'ont pas en propriété du terrain suffisant, en donnant préférence à ceux qui ont pris part à la guerre ou à leurs successeurs.

« Ne pourront pas faire partie de ces communautés, les déserteurs et les insoumis du temps de guerre.

« ART. 39. — Si, dans la même commune, il y a plusieurs terres expropriées, on pourra constituer une seule communauté villageoise.

« ART. 40. — Si la Caisse Centrale de Coopération et d'Impropropriation constatait qu'on ne peut plus constituer des communautés villageoises, la partie de la terre

expropriée serait administrée par un comité composé de deux membres du Conseil d'Administration des banques populaires locales et d'un administrateur nommé par la Centrale.

« ART. 41. — Les communautés villageoises seront régies par la loi des banques populaires et des coopératives villageoises et par les dispositions qui seront prises par la Centrale de la Coopération et de l'Impropiation.

« La communauté villageoise sera constituée par un statut contenant les droits et les obligations des membres, ainsi que le mode d'exploitation de la terre. Ce statut sera visé par la Caisse centrale des banques populaires et, en vertu de ce visa, le juge de paix authentiquera immédiatement les statuts, conformément aux articles 4 et 5 de la loi des banques populaires, sans plus se transporter dans la localité, pour recevoir le consentement des membres.

« ART. 42. — Les terrains pris, ainsi, en jouissance, seront payés, au propriétaire, suivant le prix du fermage régional aujourd'hui en vigueur.

« ART. 43. — Le paiement sera calculé par année agricole, du 23 avril au 23 avril suivant, et il y aura lieu, la première année, le 1^{er} novembre et, les années suivantes, jusqu'au partage et au parcellement de la terre, le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année. Si la communauté villageoise ne payait pas au propriétaire le fermage dû, la Centrale de la Coopération et de l'Impropiation serait obligée de l'acquitter, ayant à son tour le droit de poursuivre la communauté villageoise et les paysans, conformément à la loi sur la perception des revenus de l'Etat.

« ART. 44. — Si, sur le terrain remis en possession des paysans, il y a des ensemencements ou des labours faits, le propriétaire aura droit à la valeur des dépenses faites, — la

fixation en aura lieu à l'amiable, avec la communauté villageoise et l'agronome délégué par la Centrale d'Impropration. En cas de désaccord, le Conseil supérieur d'agriculture décidera définitivement.

« ART. 45. — Les contrats d'affermage des terres soumises à l'expropriation sont annulés de plein droit pour la partie remise en jouissance aux paysans, en réduisant proportionnellement le fermage, sans aucune prétention de la part du fermier ou du propriétaire.

« Si la portion expropriée dépasse 25 % de l'étendue totale de la terre, le fermier sera libre de renoncer au contrat intégralement, sans aucune prétention de la part du propriétaire ou de la sienne.

« De même sont résiliés, de plein droit et intégralement, les contrats d'affermage faits pour les terres dans la jouissance desquelles les fermiers ne sont pas encore entrés. »

De cette façon les communautés de village se chargeaient de transmettre cette terre aux ayants-droit. Ces derniers la cultivaient et payaient un fermage ou loyer à la caisse des communautés.

Presque tous les paysans purent donc entrer immédiatement en jouissance des terres ainsi expropriées.

Mais, à côté du fonctionnement technique des rouages destinés à passer la terre aux paysans, il fallait entrevoir des dispositions touchant le règlement et la liquidation du prix des terres ; ce fut l'objet des articles suivants :

ART. 46. — Le paiement du prix dû au propriétaire exproprié aura lieu en titre de rente, amortissable en cinquante ans, et portant un intérêt de 5 % par an.

La valeur nominale est comptée, dans le payement, pour la valeur réelle.

Le payement de l'expropriation dû aux personnes morales

aura lieu en rente perpétuelle, portant un intérêt de 5 % par an.

ART. 47. — Le paiement du prix, pour chaque propriété, aura lieu aussitôt que les formalités prévues à l'article 37 auront été accomplies.

ART. 48. — Afin d'alléger les charges des paysans impropriés et de les aider à la fondation de leur économie domestique et au payement du prix d'achat du terrain, l'Etat contribuera de ses deniers, jusqu'à 35 % du prix de l'expropriation.

L'emploi de la somme contributive de l'Etat aura lieu d'après les dispositions qui seront prévues dans la loi sur l'impropriation.

Pour le payement des terres expropriées à titre de pâturage communal, l'Etat contribuera d'un tiers de l'annuité, mais seulement pour le cas où le propriétaire renoncerait aussi au sous-sol.

ART. 49. — L'Etat effectuera le payement du prix toujours par la consignation de la rente due à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Il est valablement libéré par le seul fait de la consignation du prix. Le propriétaire recevra les titres de rente de la Caisse des Dépôts et Consignations seulement en vertu de l'autorisation du Président du Tribunal de la situation de la terre expropriée.

ART. 50. — Par la consignation du prix du terrain exproprié, la propriété de celui-ci passe à l'Etat, libre de toutes obligations ou de toutes charges, de toute nature, à l'exception des hypothèques du Crédit foncier rural.

Tous ceux qui ont ou qui prétendent avoir des droits de toute espèce sur la partie de terrain exproprié, ne peuvent

les exercer que sur les titres de rente consignés à titre de prix.

Voici donc, brièvement résumé, le Décret-Loi fort important du 15 décembre 1918.

Il était loin d'être parfait, comme toutes ces décisions commandées impérieusement par les événements.

Il fut complété par un certain nombre de décrets qui portent les numéros suivants et qui traitent des différentes modalités d'application de la réforme.

Le plus intéressant, au point de vue social, est le Décret-Loi 1407 du 31 mars 1920. Nous devons en parler parce qu'il vise un des points les plus importants de la réforme suivant l'ordre du Roi Ferdinand.

Il pose le principe préférentiel dans la répartition des terres au point de vue des bénéficiaires de la réforme.

Il fallait en effet se garder des répartitions arbitraires et donner satisfaction à l'opinion publique en établissant un ordre de distribution conforme à l'esprit de justice et de bon sens.

Les premiers bénéficiaires furent les mobilisés ; c'étaient les plus pressants, car il importait que ces hommes, après les dures épreuves du combat, sentent les premiers tout le bienfait de la réforme et représentent une forteresse de premier plan contre le bolchevisme : ils défendraient leurs terres propres en même temps que l'ordre social et la paix.

On envisagea, d'autre part, le droit à réparation des autres victimes de la guerre et on accorda une préférence, après les mobilisés, aux veuves de guerre, souvent chargées de famille : leurs enfants, élevés grâce aux bienfaits de la réforme, deviendraient plus tard le meilleur contre-poison à la propagation des idées socialistes parmi les jeunes générations ; celles-ci n'étaient ainsi plus sacrifiées.

Enfin il importait de penser aux déshérités de toutes sortes et surtout aux descendants des anciens serfs qui, pendant des siècles, avaient toujours courbé l'échine sur le sol qu'ils

n'aimaient pas, parce qu'il était pour eux le symbole de l'esclavage et de la misère.

Il y avait là de vieux, de très vieux paysans qui, encore solides comme on est souvent à la campagne, ne devaient pas être abandonnés sans ressources ; il y avait les nouvelles générations, les nouveaux foyers, espoir de la grande Roumanie qui se reformait ; il y avait des invalides, des êtres frappés de tares physiques mais qui, tout en n'ayant pas été mobilisés, représentaient une somme de travail pour la mise en valeur des terres.

Tous ces pauvres gens auraient pu être tentés par les doctrines révolutionnaires des voisins dangereux et devenir le foyer de troubles intestinaux.

Le Décret décida donc que, dans l'ordre préférentiel, on viserait, après les mobilisés et les veuves de guerre, les agriculteurs ne possédant rien ou ne possédant au maximum que 5 hectares de terre.

On avait donc, par ces Décrets, créé un « *modus vivendi* » en attendant le vote des lois dont nous aurons à nous entretenir.

Toutefois, avant de commencer cette analyse, parlons de la question des pâturages et des forêts.

SECTION III. — *Les Pâturages.*

Nous avons vu comment, dans la Constitution, cette question avait été envisagée.

Elle est en dehors de la réforme foncière proprement dite, elle est particulière à la Roumanie, elle appartient historiquement à toute amélioration tentée en faveur du paysan, elle est dans la tradition.

En effet, c'est seulement en Roumanie que nous voyons une organisation de ce genre, si nous comparons ce qui a

été fait dans les pays où la Réforme agraire a été tentée et réalisée.

Dans le courant du XIX^e siècle, en 1864, on attribue déjà aux paysans roumains des pâturages pour la nourriture de leurs bestiaux.

En 1907, c'est le manque de pâturages qui a été à la base de la jacquerie paysanne qui a amené des troubles sanglants.

Sans entrer dans le détail de toute une série de faits significatifs de ce genre, le Gouvernement du Roi Ferdinand sentait la nécessité de faire du pâturage une organisation spéciale.

Elle était d'autant plus nécessaire qu'elle complétait d'une façon indispensable la réforme agraire en préparation, car l'expropriation prévue par le Décret de 1918, prémisses d'autres réformes de ce genre, en organisant la petite propriété, exigeait la création d'un cheptel important et, comme nous allons le voir plus loin, ce n'était pas une mince besogne, la vieille Roumanie à elle seule, pendant la guerre, ayant perdu la moitié de son cheptel.

Ce fut la loi du 24 septembre 1920 qui s'attacha à régler cette importante réforme agricole en lui réservant le principe d'une expropriation particulière.

Dans le souci de donner pleine satisfaction aux desiderata des campagnards, elle alla plus loin même que le cadre normal de son application ; on expropria des domaines entiers de forêts pour les transformer en prairies.

D'autres dispositions complémentaires furent prises et notamment un règlement du 11 juin 1926 sur l'exploitation des pâturages communaux et enfin la loi du 25 avril 1928 qui est pour ainsi dire la codification de tout ce qui devait être édicté sur les pâturages.

SECTION IV. — *Les Forêts.*

Nous devons maintenant dire quelques mots des forêts, bien qu'elles n'aient été touchées par la réforme agraire que du côté seul de l'expropriation.

Il y eut des dispositions différentes :

D'une part, en Transylvanie, Banat et certaines provinces, on décide de l'expropriation pour constituer des forêts ou les transformer en pâturages. Mais la constitution de forêts a pour but essentiel le besoin des campagnards en bois de chauffage ou de construction.

Dans l'Ancien Royaume, en Bucovine ou en Bessarabie, au contraire, l'expropriation tendait à une constitution domaniale sans but spécial. Cette inégalité fut supprimée. Voici les principes inscrits, à cette fin, dans l'article 132 de la Constitution, en 1923 :

« Afin de satisfaire les besoins normaux de bois à brûler et de construction de la population rurale de l'Ancien Royaume, Bessarabie et Bucovine, l'Etat a l'obligation de destiner, de ses forêts situées dans la région des plaines, collines ou montagnes, les surfaces nécessaires à cette fin. »

« Dans l'Ancien Royaume et la Bucovine, là où l'Etat n'aurait pas de forêts dans un rayon de vingt kilomètres du centre de la commune, pour satisfaire les besoins sus-indiqués, par dérogation à l'article 7, par. c' et à l'article 8, par. a., b. et c. de la loi sur la réforme agraire de l'Oltenie, Munténie, Moldavie et Dobroudja (l'Ancien Royaume) du 17 juillet 1921, et à l'article 5, par. a., alin. IV, et à l'article 6 et 7 de la loi sur la réforme de Bucovine du 30 juillet 1921, on pourra exproprier des forêts appartenant aux personnes juridiques, tant publiques que privées, qui se trouveraient dans ce rayon et, seulement en cas de manque, il sera exproprié, proportionnellement, des forêts de tous les propriétaires particuliers situées dans ce rayon, mais unique-

ment dans la limite de ces besoins et, en tous les cas, avec le respect d'une superficie intangible de cent hectares de chaque propriété. »

Quelques renseignements statistiques peuvent nous faire comprendre toute l'importance de l'expropriation.

Voici quelle était la situation des forêts dans l'Ancien Royaume avant la guerre :

SUPERFICIE TOTALE DES FORÊTS
DANS L'ANCIEN ROYAUME EN 1912

PROPRIÉTÉS	RÉGIONS	FORÊTS	%	CLAIRIÈRES	TOTAL
		Hectares	du TOTAL	Hectares	Hectares
l'État . . .	Munténie .. (Valachie)	509.017,03	20,36	104.660,35	613.677,38
	Moldavie et Dobrougea.	469.227,85	18,76	54.793,85	524.021,70
	Total . . .	978.244,88	39,12	159.454,20	1.137.699,08
Privées . . .	Munténie .. (Valachie)	836.755,26	33,45	168.023,23	1.004.778,49
	Moldavie et Dobrougea.	485.162,95	19,40	72.120,27	557.283,22
	Total . . .	1.321.918,21	52,85	240.143,50	1.562.061,71
Personnes morales.	Munténie .. (Valachie)	92.752,79	3,71	11.911,07	104.663,86
	Moldavie et Dobrougea.	108.150,13	4,32	8.524,95	116.675,08
	Total . . .	200.902,92	8,03	20.436,02	221.338,94
Tot. général		2.501.066,01	100 »	420.033,21	2.921.099,73

La Bucovine présentait les caractéristiques suivantes :

SUPERFICIE DES FORÊTS DE LA BUCOVINE, EN 1921.

Départements	Superficie totale des forêts		Les propriétés de l'Etat et des Communes		Les propriétés des personnes morales		Propriétés privées	
	Ha	%	Ha	%	Ha	%	Ha	%
Campulung...	150 621	34,5	119.558	27,4	9.916	2,3	21.147	14,0
Cernauti (et ville).	19.835	4,6	11.383	2,6	149	0,0	8.303	41,9
Cotmani	1.353	0,3	709	0,2	—	—	644	47,6
Gura-Humorului...	31.185	7,2	24.530	5,6	5.146	1,2	1.509	4,8
Radauti	104.016	23,8	84.245	19,3	12.394	2,8	7.377	7,0
Siret	5.035	1,2	2.260	0,5	16	0,0	2.759	54,8
Storojinet	35.043	8,0	5.483	1,3	1.493	0,3	28.067	30,0
Suceava	8.440	1,9	4.026	0,9	841	0,2	3.573	42,3
Vâscăuti	9.484	2,2	245	0,1	4	0,0	9.235	97,4
Visnita	68.872	15,8	812	0,2	22.483	5,2	45.577	66,1
Zastavna	2.206	0,5	—	—	18	0,0	2.188	99,2
TOTAL ...	436.090	100,0	253.251	58,1	52.560	12,0	130.329	29,9
Pour l'année 1910	437.729	100,0	253.206	57,8	52.848	12,1	131.675	30,1

Nous pouvons donner quelques précisions sur la Bessarabie :

SUPERFICIE DES FORÊTS DE LA BESSARABIE, EN 1919

DÉPARTEMENTS	Hectares
Hotin	46.893
Soroca	19.076
Balti	22.442
Orhei	59.125
Chisinau	23.525
Tighina	5.580
Cetatea-Alba	19.896
Ismail si Cahul	118
TOTAL	196.653

Enfin la Transylvanie :

SUPERFICIE DES FORÊTS EN TRANSYLVANIE

DISTRICTS	ETENDUE		
	Totale	%	Soumise au régime forestier
	HECTARES		
Hunedioara	360.434	16,01	223.044
Trei-Scaune	230.672	10,25	120.147
Ciuc	227.454	10,10	145.721
Mures-Turda	196.063	8,71	100.290
Bistrita-Năsăud	185.147	82,3	177.003
Sibiu	163.897	7,28	161.664
Cojocna	150.420	6,68	74.072
Solnoc-Dobâca	146.478	6,51	59.428
Odorheiu	112.301	4,99	76.598
Târnava-Mare	102.512	4,55	88.143
Fagaras	97.220	4,32	90.732
Turda-Aries	96.841	4,30	73.252
Alba-de-Jos	90.869	4,04	63.998
Brasov	61.700	2,74	61.652
Târnava-Mică	28.953	1,29	15.078
TOTAL	2.250.961	100,00	1.581.092 70,24 %

De ces étendues de forêts, 2.152.485 hectares appartenait à l'Etat, et 1.957.994 hectares aux personnes morales et aux propriétaires particuliers.

Le Banat :

SUPERFICIE DES FORÊTS DU BANAT

DÉPARTEMENTS	SUPERFICIE		
	Totale	%	Soumise au régime forestier
	HECTARES		
Torontal.....	10.149	1,69	3.042
Timis.....	73.308	12,29	42.097
Caras-Severin.....	548.071	86,12	449.126
Total Banat.....	601.528	100,00	494.265 82,17 %

Autres régions :

SUPERFICIE DES FORÊTS DE CRISANA ET MARAMURES

DISTRICTS	SUPERFICIE		
	Totale	%	Soumise au régime forestier
	HECTARES		
CRISHANA			
Arad.....	187.068	31,92	82.255
Bihor.....	293.447	50,06	195.379
Sălăgiu.....	105.628	18,02	28.335
Total	586.143	100,00	305.969 52,20 %
MARAMURES			
Maramures.....	529.111	78,75	389.630
Satu-Mare.....	142.736	21,25	74.467
Total	671.846	100,00	464.127 68,08 %

CHAPITRE II

La ratification législative devait attendre les événements.

On devait exproprier deux millions d'hectares de terres provenant des domaines visés dans le Décret-Loi du 15 décembre 1918.

C'est le 16 juillet 1921 qu'intervint le vote définitif en ce qui concerne l'Ancienne Roumanie. D'autres lois devaient être votées pour les provinces du Royaume.

Il est donc intéressant d'étudier maintenant les lois agraires, non seulement pour les territoires de l'Ancienne Roumanie, mais aussi pour tous les territoires dépendant des provinces roumaines réunies à la mère-patrie.

Commençons par les lois agraires pour l'ancienne Roumanie.

SECTION I. — *Les lois agraires proprement dites.*

a) *Réforme agraire pour l'ancienne Roumanie*

Cette loi du 16 juillet 1921, excessivement importante, comporte un ensemble de chapitres qu'il convient d'examiner.

La première partie vise les dispositions générales de la loi. Ce sont les grands principes qui tiennent à la fois de

la réforme quant à l'idée d'ensemble, et des concepts administratifs quant à l'application.

La deuxième partie s'attache à l'estimation du prix. Quelle est la valeur de rachat, quelles sont les dispositions équitables de la fixation des sommes dues au propriétaire qui devient créancier de l'Etat ?

Quelles seront, par voie de conséquence, les obligations que prendront les intéressés pour s'acquitter, suivant certaines modalités, des prix d'acquisition de la terre ?

Il apparaît une double difficulté résultant des contestations possibles, soit des propriétaires qui protesteront quant à la valeur d'estimation insuffisante, soit des futurs propriétaires qui pourront contester une évaluation excessive.

La loi devait prévoir, au point de vue matériel, les modalités d'application, et ce fut l'objet du III^e chapitre.

Mais l'ensemble de ces dispositions ne représentait que la préparation de l'œuvre ; il fallait l'exécuter, et c'est le IV^e chapitre des lois agraires pour l'ancienne Roumanie.

Des questions de réalisation sur le terrain se posaient, d'autres difficultés pouvaient provenir de l'exploitation du fait du paiement et de la limitation de droit des propriétaires anciens, du droit de vote concernant les pièces de terre, de la fragmentation du sol, des agents d'exécution locaux, puis de l'importante question de la procédure, de la répartition, de l'aliénation de la terre, ventes, échanges, donations, etc.

Tout ce qui concerne la propriété soulevait des problèmes nouveaux : l'indivisibilité de la terre, la colonisation, la culture de la terre sans paiement, ce qu'on a appelé la « comassare » (1) ; enfin il fallait clôturer toutes ces dispositions par des mesures de détail qui forment le XIX^e et dernier chapitre de la loi.

(1) « Comassare » en roumain = la réunion de plusieurs terrains, afin d'en faire une « masse ».

Il nous importe d'examiner donc rapidement la réalisation opérée dans tous ces domaines.

Il demeure en fait acquis : tous les Roumains qui ont quitté la Mère Patrie pour se fixer à l'étranger non seulement ne bénéficient pas de la loi, mais la loi leur est imposée.

On vise également les étrangers propriétaires de la terre, ou ceux qui ont donné en location pour une période de plus de dix années. Nous constatons là une prescription inspirée du Code Civil français en ce qui concerne les baux de plus de neuf années touchant certaines personnes incapables.

Enfin les personnes morales doivent abandonner le sol automatiquement. La terre travaillée sera partiellement expropriée petit à petit, selon le nombre d'habitants, la valeur des installations, l'investissement des capitaux dans l'exploitation et le nombre de terres.

L'exécution du Décret-Loi de 1918 n'avait pas réalisé complètement ses fins, et le Gouvernement n'avait obtenu qu'avec beaucoup de peine la valeur d'un million et demi d'expropriation de propriétés privées ; il fallut donc, le 14 juillet 1921, étendre les pouvoirs du Gouvernement dans cette matière où, il faut bien le dire, il avait reçu carte blanche.

Les limites d'expropriation sont sévèrement contrôlées. On tient compte d'une nécessité géographique : le domaine de la montagne restreint le droit exclusif du propriétaire à 100 hectares ; pour les prairies et les terres arables où l'expropriation avait une portée beaucoup plus grande, on renforce le taux minimum à 150 hectares ; pour la plaine et dans des domaines où le paysan ne désire pas devenir propriétaire, le chiffre est fixé à 250 hectares.

Ce décret n'avait pas un caractère complètement impératif et des amodiations furent accordées lorsque les anciens propriétaires purent justifier l'emploi de capitaux considérables pour l'amélioration de l'exploitation rurale : transfor-

mations immobilières, acquisition de machines, revalorisation du cheptel, utilisation industrielle, et, naturellement, le Décret prévoit des échelles de 200, 300 à 500 hectares.

On détermine les limites minima de l'expropriation et, suivant les régions, le maximum des terres louées ne dépasse pas 100 ou 250 hectares.

Pour qu'il n'y ait aucune espèce de contestation en ce qui concerne les absentéistes, c'est-à-dire les Roumains propriétaires qui avaient abandonné la Patrie, le point de départ est fixé au 23 avril 1910 pour une période de dix années.

L'ensemble de ces cultures devint automatiquement la propriété de l'Etat, et les paysans purent en devenir propriétaires à leur tour, conformément au tarif établi pour le remboursement de ce qui était dû à ceux qui avaient possédé ces domaines.

La fragmentation se déterminait en lots depuis 5 hectares pour les paysans qui n'avaient rien du tout ou pour ceux qui possédaient un domaine inférieur à 5 hectares.

Pour stimuler le zèle des nouveaux propriétaires, un enseignement pratique fut établi par des fermes modèles et des fermes d'essai, mais il est important de remarquer ici que, contrairement au droit privé, si le sol devient la possession du paysan, le sous-sol reste la propriété de l'Etat.

b) *Les autres lois de 1921*

Les résultats des expropriations en vertu des décrets n'avaient pas été suffisants.

Ils n'avaient même pas atteint les superficies nécessaires pour donner satisfaction aux paysans d'après les promesses faites : 450.000 hectares restaient à exproprier.

Dès le début de 1921, le Gouvernement comprit le danger d'un mécontentement qui pouvait résulter des inégalités.

Une autre question devenait très délicate : quelle serait la situation des paysans habitant les nouvelles provinces

roumaines, car il ne pouvait pas s'agir d'elles naturellement lors de la Constitution et du Décret-Loi 3697/918.

Allait-on appliquer les mêmes mesures à la Bessarabie, à la Bucovine, à la Transylvanie, Crisana, Maramures et Banat ?

Il fallait une loi particulière pour chaque province ; ces projets furent étudiés en 1921.

Toutefois une de ces provinces se trouvait engagée dans une voie particulière, car elle s'était volontairement rattachée à la Roumanie, non sans avoir antérieurement pris des dispositions spéciales pour ses paysans : c'était la Bessarabie. Elle devait d'autant plus attirer la sollicitude du Gouvernement et surtout la rapidité de l'application de la mesure que les populations avaient pris la courageuse détermination de se séparer de la Russie, mais que les germes d'excitation révolutionnaire pouvaient se réveiller beaucoup plus facilement : la Loi Agraire fut donc votée en 1920 (10 et 11 mars).

En ce qui concerne le restant de la Roumanie, les terres de l'Ancien Etat nécessaires à la mesure envisagée furent visées par la loi du 21 juillet 1921.

Une loi spéciale et tout à fait distincte fut votée le 23 juillet 1921.

Le même jour et par un texte séparé les autres provinces bénéficiaient, suivant certaines modalités, de la loi agraire.

Tout cet ensemble représentait pour les auteurs l'aboutissement d'une politique sociale toute nouvelle qui devait avoir une portée économique considérable en dépit des crises momentanées qu'a traversées et que traverse encore l'agriculture.

Au point de vue purement administratif on changeait la technique de l'expropriation et l'automatisme de l'expropriation en considération de l'étendue céda la place à l'application de l'échelle progressive.

L'idée économique prédominait l'idée politique et l'on se

préoccupait à juste titre de ne pas ruiner les entreprises agricoles de premier plan qui ne pouvaient subsister que grâce à un certain nombre d'hectares et en respectant les investissements pécuniaires importants déjà réalisés.

Les paysans, dans l'ensemble, étaient moins pressés d'obtenir satisfaction ; dans certains centres même les demandes n'existaient plus. Il fallait d'une part stimuler le zèle de ceux qui travailleraient la terre d'une façon scientifique ; il fallait se montrer impitoyable pour ceux qui délaisseraient la culture même de la terre.

On reprenait naturellement les mêmes principes en ce qui touche les personnes morales, les étrangers et les absentéistes. Mais les modalités d'interprétation sur la qualité de ces derniers variaient suivant les provinces :

La loi agraire de l'Ancien Royaume considère absentéiste tout propriétaire qui, dans les dernières cinq années, a été imposé à un impôt foncier double, c'est-à-dire comme absent du pays (art. 7, lettre *b*).

Pour le Banat, l'Ardéal et la Bucovine, l'interprétation est la suivante :

ART. 6. — « Est expropriée intégralement... :

« *c*) La terre rurale des absentéistes.

« Absentéistes, dans le sens de la loi présente, sont ceux qui ont été absents du pays du 1^{er} décembre 1918 jusqu'à la déposition de la présente loi, sans avoir une mission officielle à l'étranger. Font exception les propriétés rurales jusqu'à 50 arpents. »

On recherche sous quelle forme on peut frapper le propriétaire qui ne cultive pas par lui-même et on s'occupe de la durée des baux.

D'après l'article 7, lettre *b* de la loi de l'Ancien Royaume, le propriétaire qui a donné sa terre pendant dix ans, en bail, en est exproprié intégralement. En Ardéal et Banat, l'expropriation descend jusqu'à 30 et 10 arpents,

suivant que la terre est attenante d'un village ou d'une ville (art. 8, lettre *a*).

Les dispositions de l'article 8, lettre *a*, sont les suivantes, dans la loi agraire, pour la Transylvanie, Crisana, Maramoures et Banat :

« ART. 8. — Est expropriée la terre cultivable rurale et extra-« villane » (située en dehors du rayon de la commune) urbaine, des propriétés particulières, de :

« *a*) Toutes les terres, pour la partie dépassant 30 arpents, dans les communes urbaines, qui ont été affermées pendant dix années agricoles, entre 1904 et 1918 ;

« *b*) Toutes les terres affermées le 1^{er} mai 1921, pour la partie qui dépasse 50 arpents, dans la plaine des montagnes et des collines, et 100 arpents, à la plaine.

« On entend par affermage, dans le sens des alinéas *a* et *b* de cet article, tant le bail à ferme, par fermiers, que les affermages en partie, dans lesquels le propriétaire n'a donné ni le labour, ni la semence. »

« Font exception les terres des mineurs et celles affermées en vertu des dispositions de l'ordonnance no.... (concernant l'affermage forcé) ».

Les propriétaires qui ont donné leurs terres en bail, moins de dix années, à certaines périodes économiques prévues par les lois agraires, sont expropriés jusqu'à 100 hectares dans l'Ancien Royaume (art. 8, lettre *a*) et jusqu'à 100 arpents dans l'Ardéal et Banat, dans la région des plaines (pour la région des collines et des montagnes l'expropriation descend jusqu'à 50 arpents).

Font exception, en Ardéal et Banat, les terres des mineurs (art. 8, lettre *b*).

La réforme pousse encore plus loin le souci d'attacher moralement l'homme libre à sa terre pour qu'elle puisse, sous ses efforts, donner son plein rendement ; elle prononce de véritables pénalités contre celui qui l'abandonne ; elle édicte

des mesures d'encouragement à celui qui la fait rendre scientifiquement en y pratiquant une culture intensive.

Donnons quelques exemples :

« Est déclarée expropriée partiellement :

« b) La terre cultivable des propriétés particulières, cultivées par leurs propriétaires, au delà des quotes suivantes :

100 hectares, dans les régions de montagnes et de collines ;

150 hectares, à la plaine, dans les régions où les demandes d'impropriation sont grandes ;

200 hectares, à la plaine, dans les régions où les demandes d'impropriation sont moyennes.

250 hectares, à la plaine, dans les régions où les demandes d'impropriation sont satisfaites.

« c) La terre cultivable des propriétés particulières, cultivées par leurs propriétaires et qui, le 1^{er} février 1921, ont eu des investitions importantes en inventaire et constructions nécessaires aux exploitations agricoles, élevage de bétail ou bien installations d'industries agricoles, à partir des quotes suivantes :

100 hectares, dans la région des montagnes et des collines ;

200 hectares, à la plaine, dans les régions où les demandes sont grandes ;

300 hectares, à la plaine, dans les régions où les demandes d'impropriation sont moyennes ;

500 hectares, à la plaine, dans les régions où les demandes d'impropriation sont satisfaites.

« Entrent dans cette catégorie aussi les propriétaires qui ont des terres situées dans les régions dévastées par la guerre et qui ont eu des investitions, élevages ou installations à la date du 15 août 1916 » (date de l'entrée en guerre de la Roumanie) ».

De même les agronomes ou bien les fils agronomes titrés,

dans les conditions prévues par les lois, sont encouragés à la culture agricole, par l'allocation d'un supplément de terre, en dehors de leur quote légale inextinguible. Ainsi, la loi de l'Ancien Royaume (art. 13) leur accorde 50 hectares en plus de la quote, et la loi agraire de la Transylvanie (art. 21) accorde au fils agronome la moitié de la quote de son père.

Toutefois, il était indispensable que les anciens propriétaires puissent être garantis contre l'expropriation pour un minimum (loi de l'Ardéal).

Le principe de l'expropriation des propriétés, en tenant compte aussi des demandes plus ou moins grandes d'impropriation de la part des paysans, est illustré par la loi de l'Ardéal, selon les dispositions en vertu desquelles on laisse au propriétaire les quotes inextinguibles suivantes (art. 8, lettre c) :

- 100 arpents, dans les collines ;
- 200 arpents, dans les plaines avec grandes demandes d'impropriation ;
- 300 arpents, dans les plaines, avec demandes d'impropriation moyennes ;
- 500 arpents, dans les plaines, avec demandes d'impropriation satisfaites ;
- 50 arpents, dans les montagnes.

La disposition touchant les régions du sol au relief accidenté se comprend, car il s'agit de parties boisées et nous avons vu quelle était la politique du Gouvernement en matière de forêts.

La partie sociale de la loi s'affirme dans un autre domaine : il s'agit du principe de l'inaliénabilité ; beaucoup de pays connaissent des dispositions favorables à ce qu'on appelle en France le bien de famille : un peu partout il s'agit de rendre la terre inaliénable et insaisissable. Aussi toutes les lois dont nous nous sommes entretenus prescrivent

l'intransmissibilité de la terre expropriée quelle que soit la province.

A titre d'exemple, citons les articles suivants très précis :

« ART. 2. — L'expropriation touche la propriété sans distinction de la qualité du propriétaire, de sa capacité juridique ou bien du caractère de l'immeuble exproprié. »

« ART. 3. — Les terres et les parties des terres expropriables, conformément à la loi présente, sont frappées d'indisponibilité, en tout ce qui concerne l'application de la loi, à partir du 1^{er} février 1921, sans l'accomplissement d'aucune formalité. »

« ART. 4. — L'étendue des propriétés est appréciée selon leur situation juridique à la date du 1^{er} décembre 1918, tenant compte de l'effet des successions ouvertes à partir de cette date et jusqu'à la promulgation de la loi présente. »

« Les aliénations effectuées après le 1^{er} décembre 1918 sont sans aucun effet pour tout ce qui concerne l'application de la loi. »

Toutefois cette impossibilité de transmission reçoit une exception en ce qui touche les cessions entre paysans, à la condition qu'elles ne visent que de petites étendues.

En Transylvanie, nous notons par exemple :

« Sont exceptées et restent valables :

« 1. Les ventes faites conformément aux ordonnances n° 1149/919 et 1150/919 du Conseil dirigeant, ressort de l'agriculture.

« 2. Les ventes jusqu'à 10 arpents, pour chaque acheteur, faites envers les paysans, invalides, veuves et orphelins de guerre, agronomes, prêtres, maîtres d'écoles, cultivateurs de terre.

« Ces ventes pourront être révisées par le Comité agraire.

« 3. Les ventes faites jusqu'à la promulgation de la présente loi, avec l'approbation du Conseil dirigeant, du Comité

agraire, du Conseil supérieur pour la réforme agraire, avec les restrictions prévues dans la loi présente, en ce qui concerne l'expropriation.

« 4. Ces ventes seront obligatoirement révisées par le Comité agraire qui, dans le cas bien motivé, peut les déclarer valides. »

Dans l'Ancien Royaume les dispositions sont à peu près semblables :

« ARTICLE UNIQUE. — Sont et restent valables tous les contrats de vente-achat, concernant la terre, conclus par les paysans cultivateurs de terre, jusqu'à 5 hectares individuellement, après le 1^{er} février 1921 et jusqu'au 1^{er} janvier 1924, des terres soumises à l'expropriation.

« Dans le cas où le propriétaire doit être exproprié, les terres ainsi vendues aux paysans seront déduites de la quote laissée au propriétaire, ou bien des quotes qui lui sont laissées dans une autre terre, et seulement lorsque ces quotes seront insuffisantes (pour compenser les ventes), seront considérées comme inexistantes les ventes faites entre le 1^{er} février 1921 et le 1^{er} janvier 1924 et seulement dans la proportion avec l'étendue nécessaire pour remplir la quote d'expropriation en vertu de la loi de 1921. »

Non seulement il a fallu tenir compte des « propriétés », mais aussi des « propriétaires » : ceux-ci, en effet, ne sont pas obligés de posséder un domaine d'un seul tenant, ils peuvent avoir des parcelles réparties sur plusieurs points du territoire ; aussi la loi a-t-elle prévu des opérations de coordination.

Il est notamment prescrit pour l'Ancien Royaume :

« ART. 10. — Le propriétaire qui a ou bien qui a eu, le 15 août 1916, plusieurs terres et possède en total plus de 500 hectares de terrain cultivable expropriable, divisé ou en indivision, sera exproprié jusqu'au maximum de :

200 hectares, pour celui avec les terres affermées dans les conditions de l'article 8 ;

200 hectares, pour celui qui a les terres à la montagne ou bien dans la région des collines, quelle que soient les demandes d'impropriation ;

250 hectares, pour celui qui a les terres dans une région avec grandes demandes d'impropriation ;

400 hectares, pour celui qui a les terres dans une région avec demandes moyennes d'impropriation ;

500 hectares, pour celui qui a les terres dans une région avec demandes satisfaites d'impropriation.

« Le propriétaire qui possède des terres en des régions différentes sera exproprié jusqu'à la moyenne du maximum des régions où il possède ses terres.

« Le propriétaire qui a eu, le 1^{er} février 1921, une ferme avec élevage de bétail, installations agricoles et inventaire propre ou bien des industries agricoles importantes, pourra être exproprié jusqu'au maximum de 500 hectares, sans tenir compte des régions où il a ses terres. »

En fait, d'ailleurs, au point de vue économique, cette coordination n'a abouti qu'à une superficie expropriable infime de 34.000 hectares.

Nous n'insisterons pas sur certaines particularités touchant la Bucovine et nous en arrivons, pour terminer l'examen des lois de 1921, à la façon dont matériellement il devra être procédé pour la conduite des opérations d'expropriation.

La procédure est un peu différente ; il existe trois degrés de juridiction :

1. La Commission d'arrondissement, avec un magistrat comme président, assisté des délégués de l'Etat, des propriétaires et des paysans.

2. La Commission de district, instance d'appel, ayant comme président un membre de la Cour d'Appel et comme assesseurs le conseiller agricole du district, de la part de l'Etat, un délégué des propriétaires et un des paysans.

3. Le Comité Agraire, la Cour de Cassation de la réforme agraire, présidé par le Ministre de l'Agriculture et des Domaines et composé de douze membres choisis parmi les magistrats de la Haute Cour de Cassation et de Justice de Roumanie et par les grands spécialistes du Royaume.

Ce Comité a d'autres attributions, notamment la révision générale par commune de tout le contrôle foncier touchant la réforme ; il a naturellement à s'occuper de la question délicate des coordinations et de toutes les difficultés de détail touchant la répartition.

Voici donc, résumées le plus brièvement possible, les lois importantes d'expropriation.

SECTION II. — *Règlement des Propriétaires.*

Nous terminerons cette rapide étude des textes législatifs en exposant comment s'effectuait le règlement des terres expropriées.

C'est une question excessivement grave. Le droit d'exproprier ne peut avoir pour origine qu'une impérieuse nécessité de l'Etat. Je dis même qu'au lieu de considérer l'indemnité d'expropriation comme le remboursement de la valeur de la terre expropriée, il devrait être tenu compte d'un autre facteur, l'atteinte au droit de propriété, et par conséquent l'indemnité devrait comprendre non seulement le prix de la chose due, mais une somme supplémentaire à titre de dommages-intérêts, en vertu du principe tiré de notre article 1382 du Code Civil.

Quoiqu'il en soit, les lois agraires ont créé un système de règlement par rente : les personnes morales, sauf l'Etat, bénéficient d'une rente perpétuelle avec intérêt à 5 % l'an.

Les autres propriétaires bénéficient d'une rente amortissable en cinquante ans.

L'Etat consigne le prix à la Caisse des Dépôts, il est de ce fait libéré, mais il consigne en deux fois :

- 1° 80 % du prix sur la dernière décision qui l'a fixé ;
- 2° Les 20 % qui restent ne sont réglés qu'après l'établissement du titre définitif de mesurage de la terre.

La terre se trouve délivrée de tout droit qui pourrait la grever, notamment les hypothèques, exception faite pour le Crédit Foncier rural, qui s'arrange avec l'Etat.

Naturellement les créances, privilèges ou droits divers des tiers sont sauvegardés et un service spécial est créé à cet effet à la Maison Centrale de l'Impropration et des Associations paysannes.

La contre-partie de cette opération est le prix que les paysans doivent payer.

Il sera moindre et ne pourra dépasser le montant des loyers payés entre 1917 et 1922, multiplié par 20.

Le paysan n'arrive donc à payer que 50 % du prix des terres, l'Etat prend la charge du restant.

Les délais pourront atteindre vingt ans, à la condition du versement d'un acompte de 20 %. En fait, les paysans payent presque tous intégralement leur lot au moment de la prise de possession.

TROISIEME PARTIE

INTRODUCTION

Nous devons maintenant étudier dans le détail quelle est la situation actuelle de la Roumanie.

Nous quittons le point de vue juridique auquel nous nous étions placés pour aborder la question primordiale : la situation économique dans le département agricole.

Nous nous emploierons, dans un sujet aussi important, à tirer des conclusions non point sur le terrain philosophique, mais sur le terrain pratique.

Nous ne nous appuierons que sur des statistiques et sur l'étude des faits tels qu'ils se manifestent.

Nous avons dû, pour faire un travail aussi complet que possible, aussi exact que possible, nous arrêter aux derniers éléments fournis, mais tout arrêter à une même époque, c'est-à-dire début de l'année où les dernières données sont livrées à la publicité par les publications.

Il aurait été, en effet, maladroît de prendre pour certaines productions des chiffres concernant une année et pour certaines autres des chiffres concernant une autre année ou une autre période.

Cette situation agricole actuelle est le résultat à la fois de l'application des réformes agraires, mais elle est due également aux situations respectives des autres nations agricoles de l'Europe Centrale et Orientale, aux conditions climatiques qui jouent d'une façon si importante dans le rendement de la terre, aux conditions politiques dans les rapports avec l'évolution de l'application des lois agraires ou des autres lois rurales, enfin à ce qu'on pourrait appeler des impondérables qui échappent à la critique et ne peuvent servir qu'à une évaluation empirique et dangereuse.

Le premier chapitre traitera des considérations générales touchant cette situation agricole.

Le deuxième chapitre sera plus spécialement consacré aux questions touchant les productions végétales : nature de la production, rendement à l'hectare, répartition par produits, intensification, répartition d'après les espèces en général, ce qu'on pourrait appeler le recensement économique des végétaux.

Le troisième chapitre aura trait à la production animale et nous reprendrons tous les détails d'exposition du précédent chapitre.

Le chapitre IV donnera quelques indications sur le fonctionnement du crédit agricole en application de la loi de 1929, car l'application de cette loi n'est pas sans influence sur l'avenir économique de la Roumanie.

Le chapitre V, suivi des conclusions, traitera de la situation agricole du Royaume dans la crise européenne et des opinions qu'on peut émettre à la suite de cette étude.

Certes bien des circonstances peuvent influer sur les prévisions qu'on pourrait émettre, mais un simple coup d'œil sur ce qui se passe actuellement dans le monde entier permet tout de suite de penser que le sort de la Roumanie ne peut devenir pis que celui de tous les pays de l'Europe Centrale

ou de l'Europe Orientale de condition analogue, qui souffrent du même mal qui paraît gagner les grands pays riches en productions végétales et animales.

Il faut donc voir dans cette réforme agraire non point une panacée, mais un véritable contrepoison social.

N'oublions pas, comme nous allons le voir, que, telle qu'elle a été appliquée, elle a apporté une profonde transformation dans l'histoire du Royaume.

Abordons maintenant les conditions générales.

CHAPITRE PREMIER

CONSIDERATIONS GÉNÉRALES

La réforme agraire eut pour première et immédiate conséquence un changement radical dans la répartition de la propriété.

Ainsi, comparant la répartition d'avant la réforme et celle qui résulte de l'application de cette réforme, on constate :

a) Qu'il existait avant la réforme :

	Propriétés de 0 à 100 ha.	Propriétés au-delà de 100 ha.
Dans l'Ancien Royaume ...	4.593.148 ha, soit 57,5 % ;	3.397.851 ha, soit 42,5 %.
En Bessarabie	2.337.811 ha, soit 55,9 % ;	1.844.539 ha, soit 44,1 %.
En Transylvanie	4.689.855 ha, soit 63 % ;	2.751.457 ha, soit 37 %.
En Bucovine	405.000 ha, soit 78 % ;	115.000 ha, soit 22 %.
Total : 12.025.814 ha		8.108.847 ha.

La superficie cultivable du Royaume entier se répartissait donc ainsi :

Petite propriété...	12.025.814 ha.,	soit 59,77 %	de la superficie totale.
Grande propriété...	8.108.847 ha.,	» 40,23 %	» »
Total :	20.134.661 ha.		

b) Après la réforme, la situation est la suivante :

	Propriétés de 0 à 100 ha.	Propriétés au-delà de 100 ha.
Dans l'Ancien Royaume ...	7.369.549 ha, soit 92,22 % ;	621.450 ha, soit 7,78 %.
En Bessarabie	3.829.731 ha, soit 91,57 % ;	352.619 ha, soit 8,43 %.
En Transylvanie	6.353.664 ha, soit 85,38 % ;	1.087.648 ha, soit 14,62 %.
En Bucovine	480.967 ha, soit 92,49 % ;	39.033 ha, soit 7,51 %.
Total :	18.033.911 ha.	2.100.750 ha.

La superficie cultivable entière est donc ainsi répartie :

Petite propriété.....	28.033.911 ha.,	soit 89,56 %	de la surface totale.
Grande propriété.....	2.100.750 ha.,	» 10,44 %	» »
Total :	20.134.661 ha.		

Nous venons de donner quelques détails intéressants sur la répartition de la propriété agricole en conséquence de l'application des lois agraires.

Nous devons les compléter par les précisions suivantes touchant les autres éléments d'investigation permettant d'apprécier les résultats obtenus :

Il faut à la fois les examiner d'une façon générale pour chaque partie du Royaume en différenciant les provinces d'après leur origine.

Le côté social de la question va nous apparaître immédiatement, ainsi que le côté politique, si nous nous préoccu-
pons tout d'abord de nous demander quelles furent les per-
sonnes touchées par la réforme.

Commençons par l'Ancienne Roumanie ; voici les statistiques :

1.496.538 ha.	3.400 m ²	appartenant à des particuliers.
413.702 ha.	400 m ²	de domaines de l'Etat ou de main-morte.
102.430 ha.	7.200 m ²	appartenant à des étrangers.
41.601 ha.	6.300 m ²	appartenant à des Roumains vivant à l'étranger.
160.446 ha.	1.100 m ²	appartenant à l'Etat.
411.118 ha.	5.700 m ²	expropriés en vertu de la loi agraire.
2.625.837 ha.	4.100 m ²	en tout.

En Transylvanie, y compris le Banat, le territoire de la Crisana et du Maramures, on a exproprié :

461.505 ha.	6.000 m ²	de terres labourables.
97.335 ha.	7.300 m ²	de prairies.
214.772 ha.	5.300 m ²	de pâturages.
2.948 ha.	9.000 m ²	de terres improductives.

776.562 ha. 7.600 m²

En Bessarabie, les travaux d'expropriation sont entièrement terminés. On a exproprié en tout 1.491.920 hectares 2.400 m². Cette étendue est passée en la possession de l'Etat.

En Bucovine, la superficie expropriée est de 67.572 hectares 8.300 m².

Dans les quatre contrées, la répartition du sol exproprié est la suivante :

Dans l'Ancien Royaume, le nombre des ayants-droit est de 599.529, dont 414.968 ont reçu définitivement 1 million 400.493 hectares.

On a destiné :

282.293 ha.	pour les buts publics généraux.
243.848 ha.	2.500 m ² pour des pâturages.
24.062 ha.	4.800 m ² pour des forêts.

Le reste de 675.163 hectares 2.800 m² sera réparti.

En Transylvanie, le nombre des ayants-droit était de 350.000, dont 23.162 ont reçu définitivement du sol et 218.124 provisoirement ; 404.643 hectares 6.000 m² ont donc été répartis.

En outre, on a réparti les étendues suivantes dont les communes sont usufruitières :

306.383 ha. 9.200 m² comme pâturages communaux.
112.455 ha. 3.600 m² comme forêts communales.
127.704 ha. 6.500 m² réservés dans des buts d'Etat.
30.192 ha. 5.100 m² pour des buts publics généraux.
363.258 ha. 5.300 m² pour forêts d'Etat.
177.331 ha. 6.600 m² restent encore pour des ayants-droit.

En Bessarabie, on a réparti en tout 1.098.045 hectares à 357.016 ayants-droit. Le reste du sol exproprié se compose de 198.404 hectares 8.400 m² de forêts, on a réservé pour divers buts 195.470 hectares 3.600 m².

En Bucovine existent 70.000 ayants-droit en chiffres ronds ; 13.065 ont reçu 8.587 hectares 7.900 m² ; sur ce nombre, 6.625 ont reçu définitivement 3.888 hectares 8.000 m², et 6.640 ont reçu provisoirement 4.694 hectares 7.100 m².

On a destiné :

6.637 ha. 9.200 m² aux pâturages communaux.
3.022 ha. 5.600 m² à des buts publics généraux.
2.848 ha. 2.000 m² à des forêts.
4.648 ha. 3.600 m² à des ayants-droit.

La répartition pour la colonisation rencontra de grandes difficultés. Dans certaines contrées, par exemple dans le district de Constantza, le sol exproprié dépasse les demandes. D'après l'esprit de la loi, l'excédent doit être employé pour la colonisation.

Dans l'Ancien Royaume, il reste 80.000 hectares (Départements de la Jalomitza, Constantza, Ilfov et Braïla) ; en Transylvanie, 40.000 (Départements de Satu-Mare, Bihor, Arad et Timis-Torontal). En Bessarabie et en Bucovine, le sol de la colonisation n'a pas encore été fixé, pour le moment 120.000 hectares restent à la disposition.

Sur cette superficie disponible, 7.500 ayants-droit, dans l'Ancien Royaume, ont obtenu des parcelles. En outre, 1.000 colons ont été établis dans la Dobroudja, chacun ayant 7 hectares de terres labourables et 2.000 mètres carrés d'emplacement à bâtir. En Transylvanie, on a installé jusque-là dans le district de Satmar, 200 montagnards avec chacun 16 Jochs de terres labourables.

Ces chiffres officiels donnent une idée du grand changement causé en Roumanie par l'expropriation de 5 millions 700.000 hectares.

Nous connaissons les effets moraux et sociaux de cette réforme. Elle a complètement affranchi l'homme de la terre : l'abondance des terres expropriées a permis que tout le monde reçoive de quoi fonder un foyer, le facteur vivre et la grande influence de la Révolution bolchevique telle qu'elle se manifestait dans l'U. R. S. S. furent tout de suite contrebalancés.

Ce fut d'ailleurs un phénomène politique né des circonstances économiques, qui s'est manifesté dans tous les pays de l'Europe Centrale et Orientale si bouleversés par la guerre : quatorze pays de l'Europe ont connu cette évolution pacifique.

Elle a permis partout de faire front.

Elle a permis également que tout le sol labourable de ces pays puisse être mis en valeur. De grandes surfaces en jachères représentaient, en Roumanie notamment, d'immenses espaces : en 1919, 346.000 hectares sont incultes ; en 1920, le chiffre descend à 235.000.

Actuellement il n'y a pour ainsi dire aucun lopin de terre qui ne soit cultivé.

Est-ce à dire que cette Réforme ne soit point sans inconvénient ?

Si nous nous bornons au simple domaine économique, nous nous apercevrons d'un fait très important mais qui se trouve heureusement être moins défavorable du fait de la crise actuelle : c'est la diminution du rendement de la terre.

En dehors de cette constatation qu'on pourrait uniquement attribuer à la Réforme agraire, il nous est permis de constater que la politique du Gouvernement n'est guère favorable à l'expansion par une intervention constante du Gouvernement dans la production ou dans la circulation.

On a établi en Roumanie un système de contingentement avec des prix maxima puis des droits de sortie rendant toute exportation absolument impossible, au moment où les autres pays prenaient des mesures tout à fait opposées.

Dès l'application cependant des réformes agraires, le milieu officiel se rendait compte de cette situation et, au Congrès agricole de Bucarest, en 1924, M. le Professeur Tasca attribuait à cinq raisons les causes de cette situation :

1° La petite propriété ne fait aucun investissement de capitaux parce qu'elle n'en a pas ;

2° La petite propriété ne peut se livrer à de grands travaux souvent indispensables ;

3° L'Etat la charge de trop d'impôts et de mesures restrictives ;

4° La main-d'œuvre manque et le travail fourni est moins bon ;

5° Toute modification dans la possession conduit à une réduction de la production.

A l'appui de cette thèse, on peut examiner le tableau suivant :

	Rendement moyen par Ha. de la grande propriété	Rendement moyen par Ha. de la petite propriété	Production moyenne par Ha.	Production moyenne par Ha. pendant les années d'après- guerre	Différence en moins de la production moyenne par Ha. avant et après la guerre	Diffé- rence sur 100
Pr le froment	16 Ha. 00	13 Ha. 40	14 Ha. 60	11 Ha. 90	2 Ha. 70	18,4 %
Pr le seigle.	14 — 80	12 — 20	12 — 40	11 — 10	1 — 30	10,4 %
Pr l'orge...	18 — 90	17 — 40	17 — 50	14 — 00	3 — 50	20,0 %
Pr l'avoine..	25 — 60	21 — 90	23 — 20	19 — 00	4 — 20	18,7 %
Pr le Maïs..	20 — 70	18 — 00	18 — 30	14 — 40	3 — 90	21,3 %

Nous ne sommes pas complètement d'accord sur les cinq raisons données par le distingué Professeur.

La deuxième raison découle de la première et ce n'est pas un fait particulier en soi.

La dernière raison ne nous paraît pas convaincante, car nous connaissons d'autres pays, comme la Tchéco-Slovaquie par exemple, qui n'ont pas connu, avec les mêmes réformes, les mêmes résultats.

Par contre, il n'y a pas de doute que la première raison a une importance considérable, que les troisième et quatrième raisons ne sont que trop fondées.

Pour remédier à ces inconvénients, différents systèmes sont proposés.

La troisième raison peut trouver une solution politiquement réalisable.

La quatrième raison trouvera une sensible amélioration dans l'instruction générale de la masse paysanne.

La première raison aura son remède dans l'organisation des Associations coopératives ou de crédit qui feront l'objet du chapitre IV de notre exposé.

Nous ne pouvons nous occuper des incidences économiques touchant la répercussion sur la politique des importations, ce qui dépasserait le cadre de notre exposé, et nous abordons d'autres constatations générales touchant à l'économie rurale du Royaume.

CHAPITRE II

PRODUCTIONS VÉGÉTALES

Dans tous les pays de l'Europe Centrale et Orientale la culture, dans le sens le plus large du mot, a toujours eu séculairement un rang important dans l'ensemble des richesses du pays.

Dans la première partie de notre exposé nous avons vu comment, historiquement, les grands événements de l'histoire roumaine ont été ou commandés ou dirigés par ou contre les paysans ; et la Réforme agraire n'a pris ce caractère national et constitutionnel qu'à cause de ce fait économique.

La diversité des cultures est un élément capital de cette richesse et la Roumanie est particulièrement riche à ce point de vue ; la statistique suivante le montre :

Répartition des superficies cultivées (en 1930) :

Céréales	11.035.771 ha. = 85,84 %
Prairies artificielles, cultures, four- rages	658.110 ha. = 5,11 %
Plantes industrielles	399.532 ha. = 3,10 %
Plantes alimentaires	416.429 ha. = 3,25 %
Jachères	347.296 ha. = 2,70 %

Total : Terres labourables... 12.857.138 ha. = 100 %

Il nous faut maintenant étudier la situation particulière à chaque production car, dans une nation aussi intrinsèquement agricole que la Roumanie, tout ce que la terre peut rendre est la source d'une richesse.

Tous ces produits de la terre ont une importance différente quant à leur valeur d'échange, aux difficultés de leur culture, à leur répercussion sur l'économie politique nationale.

Donnons donc un aperçu sur chacun d'eux en 1930. Nous commencerons d'abord par les céréales.

CÉRÉALES

C'est de beaucoup la culture la plus prospère de la Roumanie.

En effet, elle s'étend sur 11.035.771 hectares, ce qui représente 85,84 % par rapport aux terres labourables et 37,42 % de la superficie totale du pays.

Leur répartition dans l'ensemble du pays et quelles que soient les provinces accuse bien cette prééminence :

Vieux-Royaume	89,42 %
Bessarabie	86,86 %
Transylvanie	79,34 %
Bucovine	66,05 %

Leur valeur en 1930 a été de 31.336 millions ou 55,9 % sur la valeur totale, les chiffres de 1929 étant de 59.187 millions ou 61,2 %, soit une baisse de 5,3 %.

Voyons en détail la part de chacune des céréales dans l'exploitation totale.

Blé

La superficie ensemencée de blé touche 3.055.904 hectares : c'est la plus importante après le maïs.

Pour les provinces, les résultats des récoltes sont représentés par :

	Blé d'automne	Blé de printemps
Vieux-Royaume .	1.371.386 ha.	32.261 ha.
Bessarabie	420.435 ha.	182.483 ha.
Bucovine	29.669 ha.	5.242 ha.
Transylvanie	959.809 ha.	54.619 ha.
Total	2.781.299 ha.	274.605 ha.

Ce qui forme le total général de 3.055.904 hectares.

Cette culture a connu depuis la guerre de très grosses difficultés par suite des perturbations apportées dans la grande culture et des interventions malencontreuses de l'Etat, comme la fixation du prix maximum du blé et la création de taxes sur l'exportation.

Les superficies ensemencées ont naturellement augmenté depuis leur suppression.

Ce revirement était d'autant plus utile que le climat de la Roumanie varie d'une région à l'autre et que les rendements par année sont très inégaux. Certaines régions connaissent de véritables « vagues » de sécheresse.

Les moyennes de rendement à l'hectare varient énormément :

Vieux-Royaume	12,5 à l'hectare.
Bessarabie	9,9 —
Bucovine	11,9 —
Transylvanie	11,4 —
Roumanie	11,6 —

Le poids moyen à l'hectolitre connaît par contre une égalité à peu près générale :

Vieux-Royaume	76,3
Bessarabie	73,5
Bucovine	74,6
Transylvanie	77
Roumanie	75,3

Au total, la Roumanie a récolté, en 1930, 35.590.379 quintaux, soit 355.903 wagons répartis en :

17.632.377	quintaux	pour le	Vieux-Royaume.
5.970.732	—		Bessarabie.
414.121	—		Bucovine.
11.573.149	—		Transylvanie.

Les récoltes sont surabondantes pour la consommation intérieure et la Roumanie exporte de sérieuses quantités de blé.

Maïs

C'est le fond même de l'alimentation des campagnards. Sa superficie de culture est de ce fait beaucoup plus grande que celle du blé : 4.426.689 hectares ayant produit au total : 45.199.201 quintaux, soit 451.992 wagons, avec un rendement moyen à l'hectare sensiblement égal à celui du blé : 10,2 quintaux à l'hectare.

Le poids moyen à l'hectolitre est de 74,7.

Les résultats par province ont été :

		Production	Soit à l'ha.
Bessarabie	870.197 ha.	7.554.744 qx	8,79
Bucovine	58.019 ha.	538.377 qx	9,3
Transylvanie	899.240 ha.	10.284.121 qx	11,4
Vieux-Royaume	2.599.233 ha.	26.821.959 qx	10,3

Le poids moyen à l'hectolitre a été :

Bessarabie	75,9
Bucovine	75,7
Transylvanie	72,7
Vieux-Royaume	74,8

La pratique d'écimer le maïs s'est beaucoup développée, ce qui permet un meilleur rendement et facilite la récolte pour débarrasser les champs plus tôt en vue de la culture du blé.

Orge

L'orge est un des produits les plus cultivés en Roumanie où, dans certaines régions, il occupe plus de superficie que le blé (en Bessarabie, la deuxième place après le maïs.)

Cette culture n'a pas connu les graves ennuis résultant de l'intervention de l'Etat, comme pour le blé.

L'orge, très appréciée pour sa qualité, est demandée par l'Etranger; mais le revirement opéré par suite de l'abandon de la politique du blé de la part du Gouvernement a eu pour résultat de faire décroître la culture de l'orge pour la remplacer par celle du blé.

La superficie ensemencée en orge est de 1.975.191 hectares ayant produit au total 23.713.061 quintaux, soit 237.130 wagons.

Rendement à l'hectare.....	12 quintaux.
Poids moyen à l'hectolitre....	63,2

Résultats par province :

		Production	Soit à l'ha.
Bessarabie	787.887 ha.	8.269.349 qx	10,4
Bucovine	23.810 ha.	261.206 qx	11
Transylvanie	170.666 ha.	2.088.346 qx	12,2
Vieux-Royaume ...	992.728 ha.	13.094.160 qx	13,2

Le poids moyen à l'hectolitre a été :

Bessarabie	62,9
Bucovine	62
Transylvanie	64,1
Vieux-Royaume	63,8

Avoine

L'avoine a connu et connaît une grande prospérité, car son exportation est libre comme celle de l'orge.

Sa superficieensemencée comporte 1.087.057 hectares, pour une production de 11.565.361 quintaux, soit 115.653 wagons.

Rendement moyen à l'hectare : 10,6 quintaux.

Poids moyen à l'hectolitre : 45.

Résultats par province :

		Production	Soit à l'ha.
Bessarabie	129.945 ha.	1.142.115 qx	8,89
Bucovine	49.447 ha.	522.236 qx	10,6
Transylvanie	296.934 ha.	2.893.385 qx	9,7
Vieux-Royaume	610.731 ha.	7.007.625 qx	11,5

Le poids moyen à l'hectolitre a été :

Bessarabie	43,5
Bucovine	45,5
Transylvanie	45,3
Vieux-Royaume	45,9

Seigle

C'est la moins importante de toutes les céréales, sa culture diminue d'année en année.

Notons cependant les renseignements statistiques suivants :

Superficieensemencée : 391.616 hectares.

Production totale : 4.645.292 quintaux, soit 46.453 wagons.

Rendement à l'hectare : 11,9 quintaux.

Poids moyen à l'hectolitre : 70,8.

Résultats par province :

		Production	Soit à l'ha.
Bessarabie	133.272 ha.	1.466.030 qx	10
Transylvanie	88.047 ha.	992.780 qx	11,5
Bucovine	39.031 ha.	487.065 qx	12,5
Vieux-Royaume	131.266 ha.	1.699.417 qx	12,9

Poids moyen à l'hectolitre:

Bessarabie	70,2
Bucovine	71,5
Transylvanie	71,4
Vieux-Royaume	70,2

Passons maintenant aux plantes d'une autre catégorie.

*
**

L'agriculture Roumaine comporte un deuxième élément de plantes que nous appellerons des plantes à destination industrielle. Elles sont récoltées, traitées sur place, et livrées à la consommation dans les conditions ordinaires.

Les principales sont le lin, le chanvre, le colza et le tournesol.

Les étenduesensemencées gagnent chaque année ; actuellement elles représentent :

Dans l'Ancienne Roumanie : 0,85 % des superficies totales cultivées ;

En Transylvanie : 1,38 % ;

En Bucovine : 0,84 % ;

Et en Bessarabie : 3,09 %.

On voit, d'après ces chiffres, que la Bessarabie est de beaucoup la plus riche des provinces dans ces spécialités ; c'est notamment le pays où l'on récolte plus particulièrement le tournesol.

Colza

Une des plus importantes plantes industrielles est le colza, qui représente actuellement 77.822 hectares de culture, dont 45.206 hectares pour l'Ancienne Roumanie et qui s'est spécialisée notamment dans les régions de la Muntenie (Valachie) et de la Tisa (Theiss).

La production totale atteint 499.298 quintaux, soit 4.993 wagons et un rendement moyen à l'hectare de 6,4 quintaux.

Résultats par province :

		Production	Soit à l'ha.
		—	—
Bessarabie	30.025 ha.	182.355 qx	6,1
Bucovine	15 ha.	240 qx	16
Transylvanie'	2.576 ha.	18.647 qx	7,2
Vieux-Royaume	45.206 ha.	298.056 qx	6,6

L'une des particularités de cette plante, c'est malheureusement d'être très inégale au point de vue rendement, telle année sera prospère que l'année suivante sera stérile ; c'est notamment le froid qui est l'ennemi de cette forme de culture.

Lin

Le lin a toujours joué un rôle moins important dans la richesse roumaine puisqu'il ne représente, au point de vue culture, que les proportions suivantes :

En Ancienne Roumanie	0,09 %
En Transylvanie	0,07 %
En Bucovine	0,22 %
En Bessarabie	0,23 %

La superficie ensemencée totale de 17.615 hectares donne une production de :

99.716 quintaux de grains, soit 5,6 à l'ha.

26.913 quintaux de filasse, soit 1,5 à l'ha.

Total : 126.629 quintaux, soit 1.266 wagons.

Résultats par province :

		Production	Soit à l'ha.
Bessarabie	8.507 ha.	Gr. 54.143 qx	6,4
—	—	Fil. 18.992 qx	2,2
Bucovine	566 ha.	Gr. 2.569 qx	4,6
—	—	Fil. 1.251 qx	2,1
Transylvanie	1.226 ha.	Gr. 4.053 qx	3,3
—	—	Fil. 4.202 qx	3,4
Vieux-Royaume ...	7.326 ha.	Gr. 38.951 qx	5,3
—	—	Fil. 2.567 qx	0,3

Cette production, comme on peut bien s'en rendre compte, est absolument insuffisante et, en dépit d'une politique douanière qui a interdit pendant longtemps d'importer du lin brut, on a dû renoncer à cette proscription et la nation roumaine importe librement de ce produit.

Cette mesure était motivée autrefois car, dans l'ancienne Roumanie d'avant-guerre, la récolte était beaucoup plus abondante ; elle atteignait notamment, pour 31.761 hectares, une production de 272.138 quintaux la veille de la guerre.

Or nous constatons qu'en prenant la Roumanie agrandie de toutes ses provinces, la récolte la plus abondante fut de 126.629 quintaux et on voit par là la diminution de ce genre d'application agricole.

Chanvre

Le chanvre ressemble au lin quant au système de culture, mais, contrairement à ce qui s'est passé pour le lin, cette

forme d'exploitation a très vivement augmenté depuis la guerre puisque, en 1914, 4.891 hectares avaient donné une récolte de 235.329 quintaux et qu'actuellement la superficieensemencée est de 33.536 hectares, pour lesquels la production atteint :

Grains : 112.486 quintaux, soit 3,3 qx à l'hectare.
 Filasse : 169.296 quintaux, soit 5,1 qx à l'hectolitre.

Total : 281.782 quintaux, soit 2.818 wagons.

Résultats par province :

		Production	Soit à l'ha.
Bessarabie	7.762 ha.	Gr. 25.476 qx	3,2
—	—	Fil. 39.731 qx	5,1
Bucovine	1.573 ha.	Gr. 8.510 qx	5,4
—	—	Fil. 7.628 qx	4,8
Transylvanie	14.142 ha.	Gr. 41.797 qx	3
—	—	Fil. 65.675 qx	4,6
Vieux-Royaume	10.059 ha.	Gr. 36.703 qx	3,6
—	—	Fil. 56.262 qx	5,6

Tournesol

Le tournesol est plus particulièrement cultivé en Bessarabie et cette culture se développe dans de grandes proportions.

Superficieensemencée totale : 183.748 hectares.
 Production totale : 1.519.229 quintaux, soit 15.192 wagons.
 Rendement moyen à l'hectare : 8,3 quintaux.

Résultats par province :

		Production	Soit à l'ha.
Bessarabie	154.972 ha.	1.288.372 qx	8,3
Bucovine	1.886 ha.	6.490 qx	3,4
Transylvanie	8.529 ha.	66.917 qx	7,8
Vieux-Royaume	18.361 ha.	157.450 qx	8,6

Un troisième chapitre concerne les légumineuses : haricots, pois, lentilles, fèves, qui sont cultivées avec d'autres plantes, notamment le maïs.

L'Ancienne Roumanie principalement, avec 60.326 hectaresensemencés, est la mieux placée pour la culture des légumineuses, les trois autres provinces ne dépassent pas plus de 30.000 hectares.

Superficieensemencée totale : 89.190 hectares.

Production : 677.566 quintaux, soit 6.775 wagons.

Rendement à l'hectare : 7,6 quintaux.

Haricots

En ce qui les concerne spécialement, les haricots se cultivent d'une façon alternative avec le maïs ou quelquefois font l'objet d'une exploitation séparée.

Ils représentent :

Dans l'Ancienne Roumanie : 0,92 % des terres cultivées ;

En Transylvanie : 0,36 % ;

En Bucovine : 0,03 % ;

En Bessarabie : 0,36 % des terres cultivées.

La Roumanie, d'ailleurs, ne consomme pas tous les haricots cultivés chez elle et est exportatrice de ce produit.

Pois

Les pois sont surtout cultivés dans l'Ancienne Roumanie, où ils représentent 0,13 % des champs cultivés contre 0,11 % en Transylvanie, 0,19 % en Bucovine et 0,05 % en Bessarabie.

La production totale s'élève à 223.688 quintaux, soit 2.237 wagons pour une superficie totale cultivée de 17.412 hectares, soit un rendement à l'hectare de 12,8 quintaux.

Lentilles et fèves

Nous parlerons pour mémoire des lentilles et des fèves, qui ne sont pas des produits excessivement cultivés en Roumanie.

*
**

Une dernière espèce de plantes, industrielles celles-là, concerne les betteraves à sucre, le tabac et la pomme de terre, qui sont cultivés soit comme plantes principales, soit alternativement avec d'autres produits.

Betteraves à sucre

La betterave à sucre s'est beaucoup développée puisque les superficies ensemencées ont sextuplé en trois ans.

La superficie totale cultivée atteint 45.765 hectares et donne une production de 8.485.760 quintaux, soit 84.857 wagons et un rendement à l'hectare de 185,4 quintaux.

Tabac

Le tabac est, en Roumanie, monopolisé d'après un système de contrôle assez analogue au système Français.

C'est l'Ancienne Roumanie qui est le centre principal de la culture du tabac ; il est récolté et envoyé aux deux régies de Bucarest et de Chisinau.

La récolte a atteint en 1930 :

Superficie totale : 34.427 hectares.

Production : 240.458 quintaux, soit 2.404 wagons.

Rendement à l'hectare : 6,9 quintaux.

Pomme de terre

La pomme de terre joue, comme dans tous les pays, un rôle important dans la nourriture et c'est la Bucovine qui, proportionnellement, en produit le plus, fort heureusement, parce que l'Ancienne Roumanie et la Bessarabie n'en cultivent pas assez pour leurs propres besoins.

A titre indicatif, mentionnons que la récolte varie entre 15 à 20 millions de quintaux métriques, si nous comprenons les récoltes faites dans les cultures panachées, mais il faut ajouter environ 1 million tous les ans dans les cultures où la plante est soignée seule.

		Production	Soit à l'ha.
Superficie	189.562 ha.	18.140.556 qx	95,1
Cultures intercalaires.	66.479 ha.	1.438.843 qx	21,6
Total	256.041 ha.	19.579.399 qx	

Passons à la situation des prairies et pâturages. Voici les statistiques relevées sur l'état des prairies et pâturages en Roumanie :

1° *Pâturages*

Région	Superficie	% de la superficie du pays	% de la superficie cultivée
Roumanie	2.741.624	9,30	15,74
Ancien Royaume ..	1.034.356	3,51	12,53
Bessarabie	409.321	1,39	12,17
Transylvanie	1.216.134	4,12	22,90
Bucovine	881.816	0,28	16,74

2° Prairies naturelles

Région	Superficie	% de la superficie du pays	% de la superficie cultivée
Roumanie	1.312.851	4,45	7,53
Ancien Royaume ..	365.402	1,24	4,43
Bessarabie	38.988	0,13	1,16
Transylvanie	818.551	2,77	15,41
Bucovine	89.910	0,30	18,40

La Roumanie possède de très belles prairies naturelles qui n'ont pas été sans influencer sur la qualité de l'élevage, et plus particulièrement, comme nous le verrons, sur l'élevage des chevaux.

Il y a en Roumanie pâturages artificiels et pâturages naturels, ils sont tous en voie d'accroissement.

Les régions les mieux pourvues en prairies sont, en Transylvanie, le Banat : 873.117 hectares sur un ensemble de 1.441.696.



Nous ne pouvons rien dire de particulier en ce qui concerne les arbres fruitiers, cependant les pruniers y sont tellement abondants qu'on affecte les prunes à la nourriture des bestiaux et qu'on fait une distillation pour obtenir une boisson alcoolique très connue qui s'appelle la tuica.

Donnons cependant quelques précisions sur la situation des vergers.

Etendue, composition et production des vergers

	Pruniers	Noyers	Pommiers	Poiriers
Transylvanie	10.808.469	1.056.859	4.089.566	1.310.155
Ancien Royaume ..	34.322.864	1.681.195	2.474.137	1.410.844
Bessarabie	2.628.087	804.080	882.589	461.009
Bucovine	602.576	83.158	367.626	229.231
Soit au total.	48.361.996	3.625.292	7.813.918	3.411.239

	Griottiers	Abricotiers	Pêchers	Cognassiers
Transylvanie	3.718.313	437.072	331.531	674.773
Ancien Royaume..	2.147.716	343.908	61.790	108.628
Bessarabie	390.089	7.293	8.053	3.328
Bucovine	1.720.278	205.805	514.210	282.509
Soit au total.	7.976.396	994.078	915.584	1.069.238

Si nous additionnons toutes ces sommes, nous obtenons un total de 74.167.741 arbres fruitiers pour l'ensemble du pays.

La valeur de ces arbres, à part celle du terrain, calculée à un minimum de 150 lei la pièce, serait de 11 milliards 125.161.150 lei.

Leur production a été évaluée ainsi qu'il suit :

La production des pruniers a été de 553.599.500 kgs de prunes, soit une moyenne de 2.630 kgs à l'hectare et de 11 kgs 400 par prunier.

Si nous répartissons cette production par province, nous avons :

- Pour 117.902 ha., dans l'Ancien Royaume : 333.666.300 kilos de prunes, soit une moyenne de 2.830 kilos à l'hectare.
- Pour 15.409 ha., en Bessarabie : 25.287.100 kilos de prunes, soit une moyenne de 1.510 kilos à l'hectare.
- Pour 2.485 h., en Bucovine : 3.317.500 kilos de prunes, soit une moyenne de 1.330 kilos à l'hectare.
- Pour 73.525 ha., en Transylvanie : 191.328.600 kilos de prunes, soit une moyenne de 2.600 kilos à l'hectare.

La Roumanie possède de très beaux vignobles, le climat et la terre sont très favorables au développement de cette culture qui, naturellement, se concentre plus spécialement dans les collines.

Les plus importants vignobles se trouvent au sud de la Bessarabie. On rencontre même des vignes dans les montagnes.

En 1914, la Roumanie possédait 87.963 hectares de vignobles ; actuellement, le nouveau Royaume en détient près de 250.000. La production annuelle varie entre 10 et 15 millions d'hectolitres.

Les Roumains ont connu, comme les Français, les grandes maladies de la vigne comme le phylloxera qui, en 1885, avait détruit une grande partie des récoltes. Grâce au système des greffes américaines, les Roumains, comme les Français, sont arrivés à reprendre la culture de la vigne.

Voici actuellement la répartition des vignes en Roumanie :

RÉPARTITION DES VIGNES SUIVANT LEURS ÉTENDUES

Etendue des vignes	Anc. Royaume		Bessarabie		Transylvanie		Roumanie totale	
	Prop.	Ha.	Prop.	Ha.	Prop.	Ha.	Propri.	Ha.
Vignes jusqu'à 1 Ha..	37.733	19.979	10.629	7.083	88.268	27.945	128.630	55.007
— de 1 à 2 Ha...	5.884	8.305	2 012	3.192	6 359	6.967	14.255	18.484
— de 2 à 5 Ha...	3.020	8.647	1.158	4 058	1 777	3.775	5.955	16 480
— de 5 à 20 Ha..	1.288	9.884	397	3.420	477	2.665	2.162	15.969
— de 20 à 50 Ha..	164	4.405	83	2 551	198	833	445	7.839
— Au-dessus de 50 Ha	44	3.033	28	2.475	3	176	75	5.684
TOTAL.....	48.433	54.253	14.307	22.779	89.082	42.441	151.522	119.393

Pour terminer par une vue d'ensemble et par des comparaisons statistiques l'étude concernant les végétaux en Roumanie, nous fournirons les quelques précisions suivantes :

Le tableau A nous donne très clairement une situation générale par superficie et par production.

Le tableau B, plus succinct, permet de nous rendre compte du pourcentage pour la place occupée par chaque produit.

Le tableau C attire nos regards sur les superficies ense-

mencées et la production suivant un graphique très intéressant.

Mais il était capital de connaître également la production annuelle en millions de quintaux : c'est ce que nous indique le tableau D.

Le rendement général a son importance, mais, dans un pays qui se refait au point de vue agricole depuis dix ans, il est bon de noter les résultats scientifiques obtenus et quel est le rendement par hectare ; c'est ce que précise le tableau E.

Mais ce rendement par hectare trouve-t-il sa compensation dans les prix ? Le tableau F nous révèle, hélas ! le contraire, et rien n'est malheureusement plus instructif que les courbes qui y sont transcrites et dont l'évocation a fait l'objet de nos réflexions à propos des conséquences de la Réforme agraire.

Et, enfin, le tableau G nous donne la valeur de la production agricole en 1930, en comparaison avec celle de 1929.

*Répartition des superficies et productions
Superficie en milliers d'hectares*

CATEGORIES de CULTURES	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920	Moyenn 1909-13
1). Terres labourables	13.011	12.752	12.448	12.777	12.269	11.731	11.062	10.338			
Céréales	11.223	10.910	10.540	10.405	10.472	10.211	9.657	9.444			
Avoine	1.213	1.116	1.084	1.078	1.185	1.237	1.345	1.334	1.239	966	447
Froment	2.737	3.206	3.101	3.327	3.301	3.172	2.690	2.650	2.488	2.023	1.852
Mais	4.795	4.455	4.219	4.069	3.931	3.621	3.404	3.404	3.444	3.295	2.084
Millet	99,5	74,1	82,6	78,6	74,0	54,2	61,4	60,1			
Orge	2.054	1.749	1.764	1.552	1.704	1.851	1.878	1.727	1.569	1.400	534
Sarrasin	3,7	4,5	6,3	5,4	6,7	4,1	3,7	3,0	3,27	316	128
Seigle	312,8	296	281	296	270	271	270	266			
Sorgho	8,2	8,6	4,9	4,5	0,3	0,3	3,0	0,3			
Prairie artificielle	648	647	657	606	571	512	469	399			
Autres cultures											
Jachères	1.140	1.194	1.251	1.256	1.226	1.009	336	495			
A) Cultures alimentaires	426	409	435	418	434	399	358	327			
Pommes de terre	301	265	249	237	251	239	234	204	200	97	33,4
Choux	22,4	21,8	23,4	22,6	22,9	19,2	18,6	17,4			
Melons, pastèques	32,4	32,4	30,9	28,3	28,3	35,3	32,2	26,8			
Autres légumes	26,1	22,0	23,2	24,6	21,9	21,9	21,1	26,2			
B) Cultures industrielles	366	373	379	435	401	206	228	168	23,1	5,6	13,1
Betteraves à sucre	49	57	85	82	64,3	53,7	37,2	21,8			
C) Jachères	350	412	437	413	391	343	350				
2). Prés naturels	4.054	4.054	4.065	4.156	4.319	4.279	4.279	1.408			
3). Cultures arborescentes	614	614	614	556	545	485	485				
Pruniers	209	209	209	199	160	139	281				
Autres	133	133	133	99	150	103					
Vignobles	249	240	240	220	235	210	204				
4). Bois et Forêts	7.224	7.224	7.249	7.249	7.249	7.242	7.242				
5). Marais, terres incultes	4.586	4.845	6.114	6.114	6.114	5.752	6.421				
6). Superficie territoriale	29.489	29.489	29.489	29.489	29.489	29.489	29.489			139,5	87,5

TABLEAU A

Répartition de la superficie territoriale

CLASSIFICATION	1930		1929		Moyenne 1925-1929	
	Superficie	Pourcentages à la superficie territoriale	Superficie	Pourcentages à la superficie territoriale	Superficie	Pourcentages à la superficie territoriale
	Hectares		Hectares		Hectares	
I. TERRES LABOURABLES...						
1. Céréales	12.857.133	43,59	13.010.989	44,12	12.551.413	42,56
2. Prairies artificielles et autres cultures fourragères	11.035.771	37,42	11.222.522	38,05	10.710.010	36,32
3. Autres cultures et jachères:						
A. Plantes alimentaires	658.110	2,23	648.251	2,20	624.524	2,12
B. Plantes industrielles	1.163.257	3,94	1.140.216	3,87	1.216.879	4,12
C. Jachères	416.429	1,41	424.529	1,44	425.531	1,44
II. PRES NATURELS ET PÂTURAGES	399.532	1,35	365.780	1,24	390.704	1,32
III. CULTURES ARBORES- CENTES ET ARBUSTI- VES	347.296	1,18	349.907	1,19	400.644	1,36
IV. BOIS ET FORETS.....	4.054.475	13,75	4.054.475	13,75	4.129.747	14,00
V. TERRES IMPRODUCTIVES ET EAUX	613.614	2,08	613.614	2,08	588.461	2,00
SUPERFICIE TERRITO- RIALE	7.224.071	24,50	7.224.071	24,50	7.237.563	24,54
	4.739.902	16,08	4.586.051	15,55	4.982.016	16,90
	29.489.200	100,00	29.489.200	100,00	29.489.200	100,00

TABLEAU B

Graphique représentant les superficies ensemencées et la production

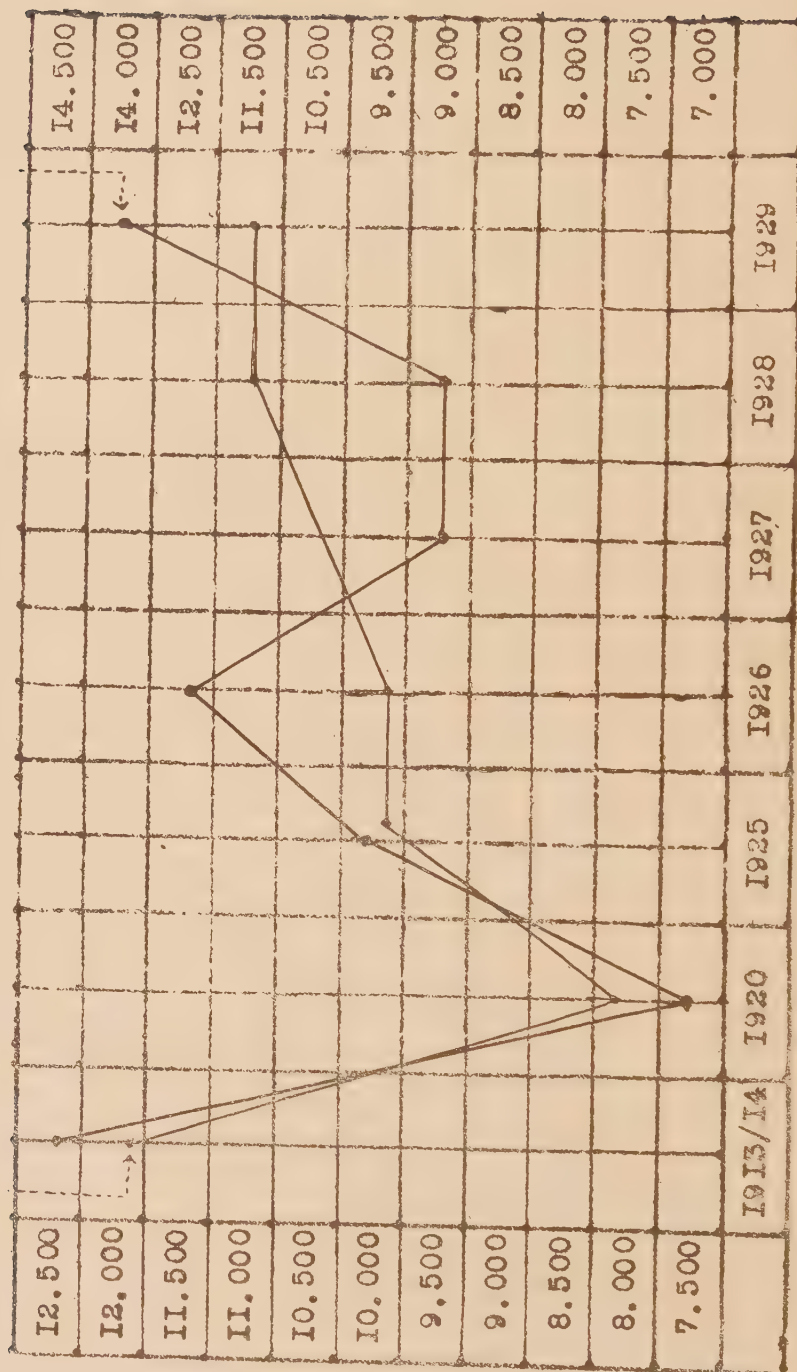


TABLEAU C

Production en milliers de quintaux

CATEGORIES DE CULTURE	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920	Moyenne 1909-13
Avoine	13.593	9.804	8.681	11.590	7.400	6.098	9.096	13.365	9.632	9.921	4.216
Froment	27.148	31.446	26.327	30.178	28.506	19.165	27.793	25.041	21.381	16.686	23.893
Mais	63.862	27.554	35.331	53.398	41.591	39.489	38.458	28.082	28.179	46.238	27.303
Millet	1.151	367	558	837	542	312	564	331			
Orge	27.405	15.110	12.617	16.849	10.193	6.697	13.253	20.418	9.853	14.720	5.440
Sarrasin	20,3	23,6	45,6	52,9	58,»	23,5	33,6	21,5			
Seigle	3.370	2.917	2.368	2.856	2.031	1.514	2.440	2.338	2.307	2.399	1.118
Sorgho	160	135	77,6	77,0	2,»	—	16,3	1,8			
Pommes de terre	24.837	20.522	21.485	19.413	16.976	16.688	19.527	11.162	13.877	6.086	1.238
Choux,	3.043	2.989	3.726	3.194	3.366	2.913	2.183	2.802			
Melons, Pastèques	4.090	2.014	2.562	2.230	1.074	2.020	1.218	1.131			
Autres légumes	855	735	543	547	1.069	868	1.080	1.375			
Sucre de betterave	905	1.545	1.367	1.475	1.036	876	743	417	300	172	340
Betteraves à sucre.....	8.927	10.553	12.548	12.848	9.876	8.731	6.429	3.310	3.516	887	2.707
Vignobles						24.071	25.340	22.748		3.255	1.417
Prés naturels	5.046	7.127	7.101	5.065	7.585	6.114	5.435				
Pruniers	1.999	5.936	5.516	3.007	4.952	2.830					
Autres			2.563	2.563	4.149	2.736					

TABLEAU D

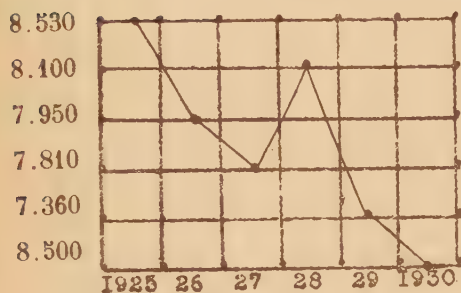
Rendement par hectare en quintaux

CULTURE de CATEGORIES	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920	Moyenne 1909-13
Avoine	11,2	8,8	8,0	10,7	6,2	4,9	6,8	10,0	7,6	10,3	9,4
Froment	9,9	9,8	8,5	9,1	8,6	6,0	10,3	9,5	8,6	8,2	12,9
Mais	11,3	6,2	8,4	14,4	10,6	10,9	11,3	8,2	8,2	14,0	13,1
Orge	13,3	8,6	7,2	10,9	6,0	3,6	7,01	11,8	6,3	10,5	10,2
Seigle	10,8	9,9	8,4	9,7	7,5	5,6	9,0	8,8	7,1	7,6	9,2
Pommes de terre	110,1	93,3	103,9	99,5	86,8	81,9	106,3	71,5	81,6	55,9	86,1
Betteraves à sucre.....	181,1	184,7	148,5	155,9	153,6	162,6	172,7	151,8	152,5	158,2	205,5
Vignobles.....	21,0	29,7	29,6	23,3	32,3	27,1	2,°	—	—	23,3	16,2

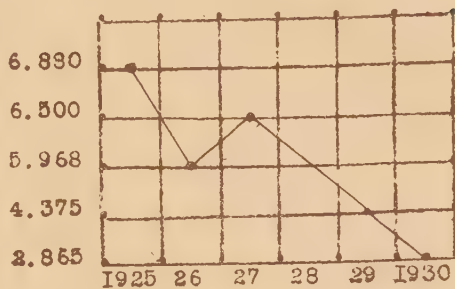
TABLEAU E

*Variations des prix des céréales en Roumanie
de 1925 à 1930*

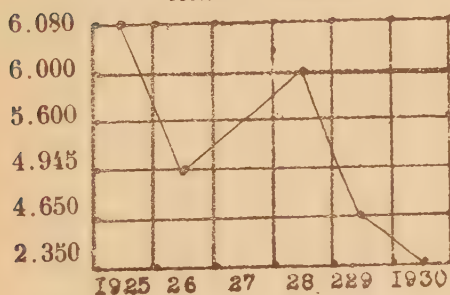
BLE - WHEAT



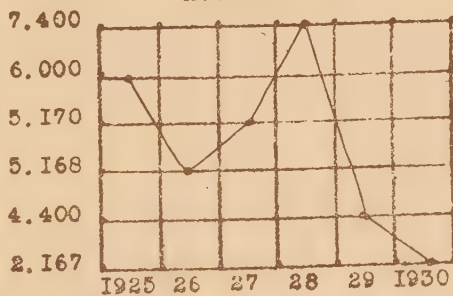
SEIGLE - RYE



ORGE - BARLEY



AVOINE - OAT



MAÏS - MAIZE

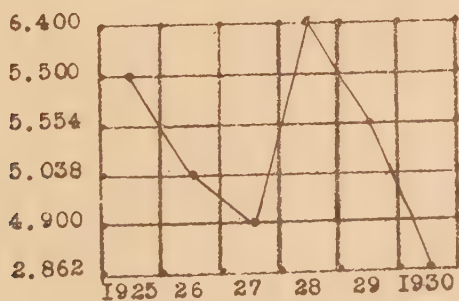


TABLEAU F

Valeur de la production agricole en 1930

CATEGORIES et CULTURES	Superficie	Production		Prix moyen de vente par quintal	Valeur brute de la récolte	Valeur moyenne de la product. par hectares
		Moyenne par hectare	Totale			
		Hectares	Quintaux			
1. Céréales	11.035.771	—	—	—	31.336.255.125	—
Avoine	1.087.057	10,6	11.565.361	190	2.197.418.590	2.021
Froment	3.055.904	11,6	35.590.379	310	11.033.017.490	3.610
Mais	4.426.689	10,2	45.199.201	235	10.621.812.235	2.399
Millet	90.173	8,7	788.412	250	197.103.000	2.185
Orge	1.975.191	12,0	23.713.061	170	4.031.220.370	2.040
Sarrasin	2.699	6,5	17.653	240	4.236.720	1.569
Seigle	391.616	11,9	4.645.292	220	1.021.964.240	2.609
Sorgho	6.442	19,2	124.046	180	22.328.280	3.466
Pailles	11.035.771	20,0	220.715.420	10	2.207.154.200	200
2. Plantes alimentaires.....	415.067	—	—	—	7.694.039.575	—
Fèves	1.806	9,4	16.948	725	12.287.300	6.803
.....	89.190	7,6	677.566	725	491.235.353	5.507
Haricots	766.437	1,7	1.352.600	725	980.635.000	1.279
Lentilles	16.340	8,1	131.191	775	101.673.025	6.222
Pois	17.412	12,8	223.688	600	134.212.800	7.708
Oignons	16.622	71,2	1.184.083	230	272.539.690	16.384
Pommes de terre.....	189.562	95,1	18.140.566	160	2.902.490.560	15.311
.....	66.479	21,6	1.438.843	160	230.214.880	3.462
Choux	19.914	145,5	2.899.044	320	927.694.080	46.585
Melons	31.264	100,9	3.153.477	150	473.021.550	15.129
Potirons	5.807	68,7	399.084	75	29.931.300	5.154
.....	846.056	15,5	13.138.304	75	985.372.800	1.164
Autres légumes	27.150	36,6	955.824	160	152.913.840	5.632
3. Plantes industrielles.....	399.200	—	—	—	2.384.062.419	—
Chanvre (filasse)	33.536	5,1	169.296	2.500	423.240.000	12.620
Chanvre (graines) .....	.....	3,3	112.486	650	73.115.900	2.180
Lin (filasse)	17.615	1,5	26.913	3.000	80.739.000	4.583
Lin (graines) .....	.....	5,6	99.716	850	84.758.600	4.811
Colza	77.822	6,4	499.298	350	174.754.000	2.245
Pavot	1.455	4,5	6.524	1.500	9.786.000	6.725
Tournesol	183.748	8,3	1.519.229	400	617.477.600	3.260
Betteraves à sucre.....	45.765	185,4	1.485.760	105	471.004.800	10.291
Chicorée	700	135,7	95.020	125	11.877.500	16.967
Tabac	34.427	6,9	240.458	1.781	428.483.619	12.446
Moutarde	354	9,7	3.437	300	1.031.100	2.912
Autres plantes	3.778	6,8	25.980	300	7.794.000	2.062
4. Prairies artificielles et prés naturels	1.970.921	—	—	—	6.204.472.955	—
Luzerne	115.994	35,2	4.085.334	155	633.226.770	5.459
Trèfle	136.522	30,2	4.124.667	155	639.323.385	4.682
Autres prairies artificielles	178.431	22,7	4.052.041	155	628.066.355	3.519
Racines fourragères	32.262	152,6	4.992.697	100	499.269.700	15.475
Millet fourrager	194.861	23,2	4.530.678	155	702.255.090	3.603
Prés naturels	1.312.851	20,5	26.976.797	115	3.102.331.655	2.363
5. Cultures arborescentes et arborescentes	449.146	—	—	—	8.403.359.100	—
Pruniers	209.321	14,6	3.054.705	500	1.527.352.500	7.296
Vignobles en production....	239.825	34,9	8.385.374 Hl.	820	6.876.006.600	28.670
TOTAL GENERAL.....	14.270.105	—	—	—	56.022.189.174	3.925
TOTAL GENERAL 1929.....	.....	.....	.....	.....	96.563.000.000	6.670
Soit une baisse, en 1930, de.....	.....	.....	.....	.....	40.451.000.000	2.745

TABLEAU G

CHAPITRE III

PRODUCTIONS ANIMALES

Le cheval

Un dicton turc connu dans tout l'Orient certifie :

« Un paysan persan et un cheval moldave, c'est tout ce qu'on pourrait désirer de mieux. »

Cette constatation, d'origine séculaire, est certainement la preuve de l'extrême importance de l'élevage du cheval.

Il y a cinquante ou soixante ans, toute l'Ancienne Roumanie se faisait remarquer par l'immensité des prairies où s'ébattaient des chevaux de race qui faisaient de la cavalerie roumaine l'une des plus célèbres du monde.

Mais il est évident que la Réforme foncière, venant d'ailleurs après une guerre désastreuse pour l'élevage, ne pouvait réparer les ruines de cette dernière.

Naturellement la sélection en a souffert aussi et, depuis 1919, la Roumanie ne tire plus aucune ressource de la vente de ses étalons et de ses juments dans les pays étrangers.

La crise d'ailleurs a revêtu une moins grande importance car l'usage du cheval est devenu beaucoup moins courant

dans tous les pays européens par suite du développement de l'industrie automobile.

Par conséquent, il ne faut pas trop injustement accuser la Réforme Agraire d'avoir été une cause primordiale de l'application de cette loi.

La statistique suivante nous donne, d'une façon générale, la situation du cheptel national en Roumanie :

SITUATION DU CHEPTEL NATIONAL ROUMAIN

Dans les espèces :

Chevaline	1.939.438 têtes.
Asine	14.100 —
Bovine :	
Taurins	4.552.166 —
Bubalins	192.285 —
Ovine	12.941.051 —
Caprine	418.016 —
Porcine	3.075.782 —
Volaille de basse-cour.....	45.768.000 —

Il est intéressant de regarder comment se compose la répartition de l'espèce chevaline :

Production chevaline

Répartition par province des 1.939.438 têtes de chevaux :
256.512 têtes en Moldavie, soit une densité de 4,8 têtes par km².

448.546	—	Muntenie,	—	8,5	—
100.402	—	Oltenie,	—	4,0	—
191.971	—	Dobrogea	—	8,2	—
468.542	—	Transylvanie,	—	4,6	—
393.520	—	Bessarabie,	—	8,9	—
79.945	—	Bucovine,	—	6,7	—

Mais, à côté de l'élevage du cheval, l'élevage des autres animaux tient une grande place dans le Royaume de Roumanie.

Gravement touchés par la guerre, les troupeaux furent très longs à se reconstituer, les races de sélection eurent une grande difficulté à se refaire.

Les tableaux suivants nous donnent une idée à peu près exacte de la situation actuelle de l'état des porcins, bovidés et ovidés.

Après ces tableaux, nous donnerons quelques aperçus critiques sur ce que ces chiffres nous apportent.

Comment l'avenir arrivera-t-il à réparer les désastres du passé, comment atténuera-t-il les inconvénients de la loi foncière, plus particulièrement graves en matière de grandes exploitations nécessaires aux grands élevages, c'est là un point d'interrogation très délicat.

Production porcine

La population porcine de la Roumanie dénombre 3.075.782 têtes, réparties comme suit :

402.248	têtes en	Moldavie,	soit une densité de	10,53	têtes au km ²
654.411	—	Muntenie,	—	12,45	—
312.647	—	Oltenie,	—	12,5	—
108.826	—	Dobrogea,	—	4,25	—
1.127.163	—	Transylvanie,	—	11,05	—
354.449	—	Bessarabie,	—	7,98	—
116.008	—	Bucovine,	—	11,2	—

Production des Bovidés. — Taurins.

La population bovine de la Roumanie, qui est de 4.552.166 têtes, se répartit par province comme suit :

730.767	têtes en	Moldavie,	soit une densité de	19	têtes au km ²
922.453	—	Muntenie,	—	17,5	—
426.102	—	Oltenie,	—	17	—
216.467	—	Dobrogea,	—	9	—
1.557.289	—	Transylvanie,	—	15,4	—
503.908	—	Bessarabie,	—	11,34	—
195.818	—	Bucovine,	—	19	—

Production des Bovidés. — Bubalins.

On compte dans le pays 192.285 buffles qui, par province, sont répartis comme suit :

725	têtes en	Moldavie.
17.673	—	Muntenie.
2.069	—	Oltenie.
26.690	—	Dobrogea.
—	—	Bessarabie.
40	—	Bucovine.
145.088	—	Transylvanie.

Production ovine

Les troupeaux de moutons dénombrent 12.941.051 têtes, dont :

2.061.989	têtes en	Moldavie, soit une densité de	54	têtes au km ²
2.975.318	—	Muntenie,	—	56,6 —
1.184.254	—	Oltenie,	—	47,3 —
1.297.580	—	Dobrogea,	—	55,8 —
2.976.938	—	Transylvanie,	—	29,2 —
2.150.187	—	Bessarabie,	—	48,4 —
294.785	—	Bucovine,	—	28,25 —

Les statistiques que nous venons de fournir ne peuvent qu'appeler certaines remarques. Nous allons les noter en examinant séparément les divers animaux, sources de la richesse du pays.

En ce qui concerne le cheval, les races autochtones sont assez variées, mais différents types se dégagent : cheval Moldave, cheval de Dobrogea, cheval de Transylvanie, petit cheval de montagne.

Mais en dépit des efforts tentés jusqu'à ce jour, le cheval traverse une crise profonde dont les éleveurs ne peuvent sortir. Les syndicats d'élevage se trouvent sans utilité.

Nous devons donc regretter une forme de richesse paysanne qui disparaît.

Les bovidés occupent une situation de premier plan. Outre les capacités des races et leur perfectionnement, il faut constater, d'après les chiffres que nous avons indiqués, que la sélection des races laitières a amené un rendement

intéressant, et actuellement la production annuelle de lait atteint 2.500.000.000 de litres, dont 4/5 sont consommés à la campagne.

Toutefois, les exportations de la Roumanie en ce qui concerne la beurrerie retiennent l'attention, ainsi que d'ailleurs ce qui touche les produits laitiers.

Citons ceux qui sont les plus exportés :

Fromages	552.388 kgs
Beurre frais	28.194 kgs
— fondu	88.583 kgs

La récolte moyenne des vaches « bonnes laitières » est de 2 à 3.000 litres par an ayant 4,5-5,37 de matière grasse.

Les ovins sont pour la plupart de race indigène : leur augmentation est constante.

La consommation intérieure a chiffré entre 10 à 15 % du total.

Les exportations, par contre, sont assez irrégulières, qu'il s'agisse d'animaux sur pied, abattus ou de peaux.

L'Etat est intervenu pour encourager cet élevage par des bergeries d'Etat et des avances de crédit ou par des primes en argent.

Nous n'avons rien à dire des caprins, peu connus en Roumanie.

Par contre, les porcins doivent retenir notre attention :

Les races les plus répandues sont des races autochtones, notamment la « mangalitza », très connue d'ailleurs dans les autres pays balkaniques.

La variation du nombre de bêtes oscille autour de 3 millions ; de 13 à 15 % sont sacrifiés pour la consommation intérieure. L'intervention de l'Etat s'est manifestée comme pour les autres animaux et sous les mêmes formes.

Les produits de basse-cour sont la source d'une richesse assez active : des expositions fréquentes encouragent les éleveurs dans la sélection des races.

Nous avons donc passé en revue l'ensemble de la richesse animale ; le tableau ci-dessous nous en résume l'aspect :

Numéro courant	Nature des produits	Quantité en kgs	Prix unit. en lei	Valeur totale en lei
1	Viande de gros bétail..	134.050.455	30	4.021.513.650
2	Viande de mouton	22.670.603	30	680.118.090
3	Viande de porcs dans les abattoirs et chez les particuliers	123.051.128	50	6.153.057.900
4	Viande de volailles	50 000.000	50	2.500.000.000
5	Oufs.....	1.500.000.000	2	3.000.000.000
6	Lait.....	2.400.000.000	6	14.400.000 000
7	Fromage	60.000.000	50	3.000.000.000
8	Laine.....	20.000.000	80	1.000.000 000
9	Peaux de moutons et d'agneaux.....	3.600.000	100 & 80	348.000.000
10	Peaux de gros bétail...	1.200.000	1.000	1.200.000.000
11	Fumier.....	60.000.000.000	0.25	1.500.000.000
12	Animaux et produits animaux exportés....	—	—	5.407.675.035
			Total.	43.810.364.675

CHAPITRE IV

ORGANISATION DU CRÉDIT

Nous avons examiné les difficultés soulevées à la suite de l'application de la loi foncière et comment on devait lutter contre les inconvénients de la mise en application économique des différentes réglementations.

L'une des formes les plus intéressantes et les plus souples était naturellement le crédit.

Comme dans tous les pays de l'Europe centrale ou orientale aux prises avec des obstacles dus à l'absence de capitaux, la plaie du crédit était l'usure.

Les paysans qui, au cours du XIX^e siècle, avaient petit à petit franchi les étapes du servage pour arriver à la liberté, ne pouvaient investir dans les terres l'argent nécessaire à leur mise en valeur. L'usure empêchait le crédit de fonctionner normalement.

Ce furent les instituteurs qui, les premiers, prirent l'initiative d'adapter à la Roumanie le système bancaire existant dans des pays voisins et qui avait donné toute satisfaction.

Des provinces qui devinrent depuis la guerre un pays indépendant : la Bohême, la Moravie, même la Russie subcarpathique, la Serbie ancienne, la Hongrie (cette liste n'est pas limitative), connaissaient les Banques populaires organisées sur le système Raiffeisen.

Leur création en Roumanie remonte à 1891 ; une loi de 1903 les dota d'un statut juridique. Puis une Caisse Centrale, organe d'Etat, dirigea et finança ces organisations.

Leur accroissement prouva leur nécessité, ainsi que le précisent les chiffres suivants :

Date	Nombre d'Associations de crédit	Nombre de Membres	Capital en lei
1902	750	59.844	4.250.600
1910	2.650	454.187	61.016.395
1919	3.114	678.061	243.863 351

Leur bilan représente :

3.947 banques,

1.178.272 membres,

404.900.000 lei, avec un bilan général de 1 milliard 176.400.000 lei.

On créa, à l'image de la Tchéco-Slovaquie, des écoles de comptabilité et d'instruction syndicale.

La Roumanie, par contre, possède un type d'association qu'aucun autre pays ne possède : l'association d'affermage.

Dès avant la guerre déjà, la Roumanie avait connu cette forme curieuse : le succès, qui fut particulièrement marquant en 1906-1908, était dû à des causes très particulières au pays.

Ces Associations rurales étaient mises dans l'obligation d'une défense autochtone contre les étrangers qui venaient s'installer dans le pays et qui faisaient des offres de location plus avantageuses au moment où le paysan n'avait pas de terres. Naturellement, les Associations de crédit leur faisaient des avances.

Nous n'avons pas à entrer dans le fonctionnement administratif de ces Associations, mais le principe était la co-solidarité des membres.

Leur nombre s'était décuplé en trois ans et après la guerre leur situation était brillante.

En 1918, les Associations étaient au nombre de 496, avec 82.293 membres et un capital versé de 6.705.153 lei pour un fermage total de 17.235.115 lei, touchant 406.664 hectares.

Des sociétés semblables existaient pour l'achat de la propriété.

Ces Associations atteignent maintenant 30.296 membres, avec un capital de fondation de 2.031.393 lei.

En 1919, on créait en même temps la Centrale des Associations de production et de consommation, dont le capital s'élève à 45 millions de lei et qui fait des avances pour l'achat de matériel agricole.

En même temps qu'elle s'occupe des approvisionnements, elle s'occupe des exportations qui, pour la Suisse, ont représenté annuellement 15.000 wagons, la France 12.000 wagons, d'autres pays 14.000 wagons de céréales.

Enfin, nous ne devons pas oublier les Associations forestières, qui ont eu un développement particulièrement important. Elles ont consenti pour 103.700.000 leis de prêts et sont au nombre de vingt-huit.

Nous ne pouvons pas, pour terminer sur ce chapitre, oublier la loi sur le crédit agricole de 1929.

Cette loi sur l'organisation du crédit foncier rural a été votée par 170 voix contre 1, les 27-28 juillet 1929, puis promulguée le 28 juillet 1929.

Cette loi est divisée en quatre parties inégales, les dispositions préliminaires visent la constitution :

- a) de sociétés civiles de crédit foncier rural ;
- b) de sociétés de crédit agricole.

Ces sociétés pourront créer des succursales, agences et représentations en se conformant aux dispositions stipulées dans les lois commerciales et la présente loi.

Les sociétés civiles de crédit foncier rural et de crédit agricole auront pour but l'accord de crédits pour satisfaire les nécessités de l'agriculture et des industries agricoles, pour aider à leur développement, pour les améliorations foncières et l'intensification des cultures et pour financer l'achat des immeubles ruraux.

La première partie touche les sociétés civiles de crédit foncier rural :

Les sociétés civiles de crédit foncier rural seront constituées d'un nombre d'au moins 100 propriétaires ruraux dont les propriétés représenteront une valeur d'au moins 50 millions de lei d'après les rôles d'impôt foncier ; par propriétaires ruraux on comprend aussi les propriétaires de terrains agricoles (terrains cultivables, vignes, prairies, forêts, etc.) situés dans le rayon des communes urbaines et des municipales.

Elles ne bénéficieront de la qualité de personne juridique qu'après avoir satisfait aux conditions prévues par la loi commerciale respective, pour les sociétés anonymes, sans avis de la Chambre de Commerce.

Le capital souscrit ne pourra être inférieur à 20.000.000 lei ; le premier versement devra être d'au moins 30 % du capital souscrit et sera déposé à la Banque Nationale de Roumanie, à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à toute caisse publique.

Les sommes déposées seront remises aux administrateurs après que la société aura obtenu le droit de fonctionner.

Le reste du capital sera versé conformément aux décisions du Conseil d'administration.

Ces sociétés ont le caractère civil, mais la responsabilité des membres actionnaires pour les dettes de la société est limitée à leur part de capital.

On envisage ensuite la nature des opérations ; elles peuvent :

1. — Accorder des prêts hypothécaires sur les terrains ruraux en espèces ou par émission de titres fonciers ruraux, soit à long terme payable en annuités, soit à terme court avec ou sans amortissement ;

2. — Accorder aux agriculteurs des emprunts sur gage sur les produits de toute nature du sol et leurs dérivés industriels, ainsi que sur le bétail et le matériel entier d'exploitation des entreprises agricoles.

3. — Accorder des prêts à la Banque Centrale coopérative et aux coopérations de crédit, afin que ces institutions puissent accorder des crédits personnels aux petits cultivateurs.

4. — Financer les entreprises et les coopératives pour l'exploitation de toute nature du sol et l'industrialisation de ces produits.

5. — Faire des opérations de banque avec les membres de la société pouvant accepter en gage les titres fonciers et les obligations émises par elle.

6. — Emettre, avec l'approbation de l'assemblée générale, des obligations assurées dans les prêts hypothécaires faits en espèces ou dans les immeubles de la société.

La deuxième partie s'occupe des sociétés de Crédit agricole :

Les sociétés de Crédit agricole se constitueront entre l'Etat, représenté par les Ministères de l'Agriculture et des Domaines et des Finances, d'une part, les institutions publiques ou d'utilité publique, les banques, les institutions financières et les particuliers, d'autre part, par acte authentique ou sous seing privé.

Les statuts des sociétés de Crédit agricole seront établis à la première assemblée générale des actionnaires et détermineront, dans les limites de la présente loi, les conditions d'organisation, de fonctionnement, d'administration, de contrôle et de liquidation de la société.

Dans toutes les assemblées générales l'Etat sera représenté par un fondé de pouvoir autorisé par les deux Ministères cités plus haut, qui exercera tous les droits conférés à celui-ci par l'acte de constitution, les statuts et la loi.

L'Assemblée générale élira les administrateurs pour une période de quatre ans et les censeurs pour une période de trois ans.

Les statuts et n'importe quelle modification devront être approuvés par le Conseil des Ministres.

Les sociétés de Crédit agricole seront des sociétés commerciales anonymes par actions et seront soumises aux règles du Code de commerce et de la présente loi.

Elles seront administrées par l'Assemblée générale et le Conseil d'administration, conjointement avec un gouverneur nommé pour dix ans par décret royal sur la proposition du Conseil des Ministres : ce gouverneur sera choisi sur une liste de trois personnes recommandées par le Conseil d'administration de la société à la majorité des voix.

Le gouverneur pourra être révoqué rien que sur l'approbation de la majorité des membres du Conseil d'administration ou si la majorité des membres le demandait.

Les appointements du gouverneur seront fixés par le Conseil d'administration de la société d'accord avec les Ministères de l'Agriculture et des Finances.

Le capital des sociétés de Crédit agricole sera d'au moins 500.000.000 lei, divisé en actions d'au moins 1.000 lei chacune.

Les actions représentant l'apport de l'Etat seront nominatives et inaliénables et celles représentant l'apport des particuliers seront nominatives ou au porteur.

Il pourra être créé, soit par l'acte constitutif, soit par les statuts, des actions de préférence ou des parts de fondateur.

L'Etat aura la faculté de souscrire jusqu'à la moitié du capital social et envisage pour elle les mêmes dispositions administratives.

La troisième partie s'intéresse aux litiges et à leur solution par arbitres.

La quatrième partie s'occupe des poursuites et de la création de lettres foncières rurales.

Voici donc, rapidement résumées, les dispositions de cette loi dont nous n'avons pas la prétention de faire une critique juridique : nous nous limitons simplement au terrain économique qu'elle organise.

CHAPITRE V

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA ROUMANIE VIS-A-VIS D'ELLE-MÊME ET VIS-A-VIS DE L'ÉTRANGER

Nous arrivons maintenant vers la fin de notre exposé et, avant de conclure, il importe de bien situer la Roumanie dans un ensemble et notamment ce qu'elle représente au point de vue économique en soi et vis-à-vis de l'étranger.

Sa richesse agricole suffit à elle-même pour assurer son existence, en dépit de la proximité de pays qui ont la même caractéristique qu'elle.

Une figuration de la situation de tout ce qui n'est pas agricole en face de ce qui est agricole permet de se rendre compte combien la Roumanie a besoin de mettre tout en œuvre pour tirer de son sol ce qui est nécessaire à sa vie et, puisqu'elle se trouvera obligatoirement importatrice, de matériel par exemple qu'elle ne peut fabriquer, il faut naturellement qu'elle puisse exporter le maximum et qu'elle puisse offrir aux autres marchés la plus grande variété de produits dans les meilleures conditions.

Aussi devons-nous envisager, pour éclairer notre fin d'exposé, les dernières données statistiques.

Nous constatons une augmentation, particulièrement des superficies en céréales :

1930 : superficie cultivée en céréales : 11.070.000 ha.

1924-1928 : moyenne cultivée en céréales : 10.494.946 hectares.

En ce qui touche la production, les chiffres de comparai-

son avec les années d'avant-guerre corroborent notre opinion sur l'évolution :

1913-1914 : 14.061.737 tonnes.

1930 : 13.537.740 tonnes (déficit 523.997 tonnes par rapport à 1913-14).

1923-1927 : 9.086.465 tonnes (déficit 4.975.272 tonnes par rapport à 1913-14).

L'année 1930 représente une différence de 149 % par rapport à la moyenne 1923-1927.

Les superficiesensemencées ont augmenté de 196 %.

La production a atteint, en 1930, 226 % par rapport à la moyenne de 1924-1928, qui a été 150 %.

Nous devons croire que ces faits sont le résultat de la Réforme agraire, grande révolution politique surtout car, en examinant cette fragmentation, nous constatons :

— Avant la Réforme agraire, la grande propriété (propriété de plus de 100 hectares) représentait 8.108.487 hectares (43 %) et la plus petite propriété représentait 12.025.814 (57 %).

— Après la Réforme agraire, la grande propriété représente 2.100.750 hectares (10,4 %) et la petite propriété 18.033.911 hectares (89,6 %).

Le rendement moyen n'a pas varié : 12 quintaux par hectare.

Nous avons une légère régression en 1930 :

11.111.174 hectares en 1929.

11.070.000 hectares en 1930.

Cette différence de 40.000 hectares n'est que de 3 % ; c'est explicable à cause de la crise agricole et c'est même peu de chose.

La grande propriété, qui a une certaine importance (11 %) par rapport à la propriété moyenne et à la propriété paysanne (89 %), sent les effets de la crise.

En ce qui touche la production mondiale, comme on ne

réduit pas les étendues des pays exportateurs, nous avons un obstacle à la solution de la crise.

Les cinq principales céréales dont la récolte de 1930 a été de 11.028.000 tonnes, se répartissent comme suit :

Blé	3.300.000 t.
Seigle	503.000 t.
Orge	2.245.000 t.
Avoine	1.031.800 t.
Maïs	3.947.900 t.
	11.028.000 t.

Il y a une réduction en 1930, provenant de ce que la récolte du maïs en 1929 fut exceptionnellement abondante : 6.100.000 tonnes.

Disponibilités pour l'exportation :

Blé	600.000 t.
Seigle	31.000 t.
Orge	1.500.000 t.
Avoine	50.000 t.
Maïs	1.000.000 t.

La Roumanie supporte les conséquences de la crise avec peine, malgré la réduction des superficies ensemencées.

Le régime des taxes d'exportation n'a pu être complètement aboli en raison des nécessités budgétaires. La crise agricole a une influence désastreuse sur la vie économique en Roumanie.

Le revenu annuel de la Roumanie est abaissé : le tableau ci-dessous en donne la diminution :

	lei	£
En 1926.....	168.219.000.000	(194.390.000)
En 1927.....	159.909.000.000	(184.009.500)
En 1928.....	185.743.000.000	(213.590.500)

Sur le montant du revenu global national, la part des revenus agricoles est de :

	lei	£	
En 1926.....	110.551.000.000	(135.426.000)	(65,72 %)
En 1927.....	99.005.000.000	(121.280.000)	(61,91 %)
En 1928.....	117.798.000.000	(144.305.000)	(63,45 %)

La part qui revient exclusivement à la culture des céréales est de :

	lei	£	
En 1926.....	69.526.000.000	(85.046.850)	(41,33 %)
En 1927.....	61.723.000.000	(75.600.675)	(38,60 %)
En 1928.....	81.458.000.000	(99.788.500)	(43,85 %)

En moyenne, on peut évaluer le revenu national à 171.000.000.000 de lei (198.000.000 de livres),

dont l'agriculture fournit 64 %, soit :

110.000.000.000 de lei (126.000.000 de livres)

et les céréales 41,4 %, soit :

70.900.000.000 de lei (86.852.500 de livres).

Le prix des céréales a varié en moyenne comme suit (en lei par tonne) :

	Blé	Seigle	Orge	Avoine	Maïs
1925.....	8.530	6.880	6.080	6.000	5.590
1926.....	7.950	5.988	4.945	5.168	5.038
1927.....	7.810	6.500	5.600	5.170	4.900
1928.....	8.100	—	6.000	7.400	6.400
1929.....	7.360	4.375	4.650	4.400	5.554
1930.....	3.000	2.865	2,350	2.167	2.162

Qu'il nous suffise de constater qu'en 1930 la valeur des céréales a diminué de 50 % par rapport à 1929. Cette baisse entraîne l'abaissement des revenus nationaux à 35 milliards 450.000.000 de lei (soit 43.426.260 £). Le revenu national est tombé à 135.600.000.000 de lei (166.110.100 £), soit le 1/5 : 21,10 %).

Le déficit apparaît alors dans la balance des paiements.
Les exploitations agricoles travaillent à perte.

En d'autres termes, la récolte de 1930 a été frappée d'une sous-estimation de 60 % par rapport à juillet 1929 et de 19 % par rapport à juillet 1930.

Or le revenu de l'agriculture représente 64 % du revenu national ! Ajoutez à cela que l'intérêt des prêts aux cultivateurs est beaucoup trop élevé : 18,50 %, et frappe surtout la petite production.

Le remède ne peut plus résider que dans une entente internationale. L'exemple des relations avec l'Allemagne est typique :

Placée à Berlin et au prix de décembre 1930, la récolte roumaine de 1930 aurait dû être payée 90.500.000.000 lei (= 110.900.000 £) ; déduction faite des frais, les Roumains auraient pu toucher 64.000.000.000 de lei, tandis qu'au prix du marché roumain ils ne pourront toucher que 20.880.000.000 de lei.

Aussi est-il très important de rechercher quelles sont les exportations de céréales.

Nous trouvons la source de nos investigations dans la réponse ci-dessous :

EXPORTATIONS DES CÉRÉALES DE ROUMANIE DANS QUELQUES PAYS D'EUROPE

Source : Réponse du Gouvernement Roumain au questionnaire annexé à l'article premier du Protocole relatif au programme de négociations ultérieures.

Exportation de Céréales (Millions de quintaux)

FROMENT

Total : 1928.....	279
— 1929.....	72

Répartition :

	1928	1929
Pour la Turquie	138	28
— Tchécoslovaquie	37	7
— Italie	33	0,3
— Autriche	23	1
— Allemagne	15	13
— Hongrie	13	1
— Belgique	11	0,3
MAÏS		
Total : 1928.....	4.731	
— 1929.....	3.745	

Répartition :

	1928	1929
Pour la Pologne	1.484	280
— Italie	1.125	580
— Allemagne	580	1.212
— Gibraltar	328	743
— Autriche	256	17
— Tchécoslovaquie	211	168
— Grande-Bretagne	141	261
— Hongrie	115	40
SEIGLE		
Total : 1928.....	325	
— 1929.....	156	

Répartition :

	1928	1929
Pour la Pologne	86	34
— Gibraltar	59	—
— Allemagne	41	69
— Autriche	38	0,3
— Tchécoslovaquie	29	21
— Grande-Bretagne	25	—
— Hongrie	17	0,5
ORGE		
Total : 1928.....	4.145	
— 1929.....	11.547	

Répartition :

	1928	1929
Pour l'Allemagne	1.776	7.852
— Gibraltar	776	4.769
— Grande-Bretagne	451	779
— Pays-Bas	34	337
— Belgique	251	337
— Italie	117	228

Il faut y ajouter les exportations d'animaux qui, d'après les derniers renseignements, se résument de la façon suivante :

Exportation d'animaux vivants

à	têtes	Valeur en milliers de leis
Taureaux	1.284	24.893
Vaches	2.106	22.797
Bœufs	59.242	913.563
Bouvillons	—	—
Béliers	8.471	6.664
Moutons	1.669	856
Porcs (en kilos)	30.475.550	1.472.900
Dindons, poules, volailles, oies..	405.350	—

Exportation des produits animaux

1. Viandes fraîches de boucherie :	
Bœufs ou autre gros bétail	4.728
2. Viandes fraîches de boucherie :	
Porcs	1.445
3. Fromages de toutes sortes	686
4. Œufs de volailles	7.957
5. Miel	58
6. Peaux de buffles, de bœufs, vertes salées, avec ou sans poils	26.951
7. Peaux de veaux	—
8. Peaux d'agneaux, de chèvres, sèches ou cendreuses . . .	1.038

CONCLUSION

Nous avons donc étudié dans le détail les transformations profondes opérées par la Grande Réforme et nous devons conclure du point de vue économique sur l'ensemble des résultats obtenus et de l'influence de la Loi Foncière pour l'avenir de la Roumanie.

Aussi convient-il de retenir particulièrement notre attention sur le rôle prépondérant joué par la terre dans la destinée de ce pays. Nous avons déjà examiné quelle fut l'évolution historique de la question et point n'est besoin ici de retracer tout ce qui fit l'objet de la première partie de notre exposé ; retenons du passé les points historiques essentiels : sans remonter à l'ancienne Dacie, nous avons noté le Moyen Age, la grande lutte entre paysans et propriétaires pendant des siècles, lutte inégale pour les premiers.

Les XVIII^e et XIX^e siècles virent poindre alors quelques essais : Mavrocordat, Sturza, les Règlements organiques, Stirbei, 1864.

Le XIX^e siècle complétait l'évolution lente et indécise, mais, à part l'abolition du servage, rien dans ce passé historique n'est comparable à la puissante Réforme de l'après-guerre. Dispositions isolées, décrets sans lendemain, lois sans application, dispositions transitoires, mais en dépit de l'importance de la question, réformes insuffisantes.

Le motif de cette imprécision, c'est que les gouvernements qui se sont succédés n'avaient pas de politique agraire : le problème n'était pas envisagé soit du point de vue social, soit du point de vue économique ; il était résolu — « par secousses » — et simplement pour satisfaire à une obligation pressante, mais d'un caractère opportuniste. Ce qui aurait dû être la préoccupation constante des dirigeants, l'agri-

culture, ne représentait qu'un point épisodique dans les événements. Ce n'est pas, d'ailleurs, que la Roumanie n'ait pas d'autres ressources que la terre, notamment le pétrole, la métallurgie et le bois industriel ; mais nous dépasserions le cadre de ces conclusions en entreprenant de discuter l'influence respective de l'Industrie et de l'Agriculture sur l'Economie Nationale.

Aussi n'est-il pas étonnant que les circonstances finissent par contraindre les hommes de gouvernement à « statuer » une bonne fois sur la question. Il fallait construire un édifice nouveau et ne pas entreprendre des opérations de détail.

Mais, pour arriver à cette solution, il fallait trouver l'occasion d'un autre mouvement plus important et qui puisse comporter un bouleversement profond, sinon la Réforme agraire n'aurait jamais existé telle qu'elle se présente aujourd'hui.

Et ce mouvement fut la Grande Guerre.

C'est ainsi qu'en s'appuyant sur des principes constitutionnels les Roumains ont réalisé cette transformation.

Nous ne reprendrons pas l'étude du système employé, qui a fait l'objet de notre deuxième partie. Ce fut une doctrine de socialisme d'Etat qui fut appliquée ; ce ne fut vraiment pas la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique que l'on connaît en France et qui tient compte à la fois de la valeur intrinsèque et de la réparation du préjudice causé au droit de propriété.

Si nous réfléchissons, pour terminer, au point de vue purement économique qui a fait l'objet du troisième chapitre, il nous faut tenir compte de beaucoup de contingences pour ne pas nous hâter de donner notre impression.

Nous avons exposé une opinion critique de la thèse de M. le Professeur Tasca et nous n'y revenons plus ; nous en avons dégagé cependant deux constatations indiscutables qui devraient amener le Gouvernement à rectifier sa politique agraire dans le sens préconisé.

Toutefois l'examen des grandes réformes politiques de chaque pays nous prouve qu'il est impossible de donner une appréciation critique exacte de la valeur d'une réforme de cette importance douze ans après sa conception, alors que les années qui suivirent furent surtout consacrées au grand travail administratif ou judiciaire nécessité par l'application de la loi.

Les provinces ne réussirent pas la Réforme avec un synchronisme parfait. Les populations intéressées elles-mêmes ne l'envisageaient pas de la même façon.

Les modalités d'application auraient pu donner des mécomptes plus graves ; il y eut, quand même, bien des difficultés qu'on ne peut pas analyser en détail.

Il apparaît cependant que trois défauts pourraient anéantir l'œuvre gigantesque entamée :

Il en est deux qui viennent de la Réforme.

Il en est un qui est d'ordre psychologique.

Les défauts qui viennent de la Réforme tiennent à l'absence de capacités personnelles de la main-d'œuvre et à la carence des capitaux nécessaires pour la mise en valeur de la terre, dont l'importance était en somme signalée déjà par les physiocrates qui démontraient ce que l'homme devait donner à la terre.

Les remèdes sont possibles dans les deux domaines : par l'instruction professionnelle du peuple et par le système du Crédit et des Associations.

Le défaut d'ordre psychologique est plus grave : le paysan roumain ne tire pas de la terre, à cause des motifs que nous avons exposés, toute la richesse qu'il espérait ; il en veut peut-être au gouvernement, à cause des difficultés créées par les règlements sur la circulation des grains, à propos des difficultés pécuniaires dans lesquelles il se trouve et dont nous pouvons apprécier la valeur en donnant le tableau suivant :

Les Dettes agricoles en 1930

PROVINCE	Numéros des départements	Numéros d'exploitations agricoles	Superficie cultivée en hectares	Terrain propre en hectares	Dettes hypothécaires en lei	Dettes chirographaires en lei	Dettes verbales en lei	Total des dettes en lei	Dettes par exploitation	Dette par hectare cultivé	Dette par hectare propre	Total des intérêts	Intérêt par exploitation
Bucovine	4	529	3,945,90	3,429,79	13,775,150	17,661,661	2,660,000	34,096,761	64,455	8,641	10,491	9,006,139	17,024
Bessarabie	8	1,128	11,484,50	8,675,30	7,998,300	7,160,600	2,710,500	17,869,700	15,841	1,555	2,059	5,092,519	4,514
Dobrogea	4	890	18,571,15	12,479,25	9,678,100	14,501,400	8,709,300	32,888,800	36,953	1,771	2,535	8,078,450	9,076
Moldavie	12	1,381	10,782,25	8,446,50	17,440,000	16,581,700	2,450,000	36,479,700	26,415	3,385	4,318	8,862,303	6,417
Munténie	11	1,208	12,703,17	10,860,61	26,379,800	18,670,900	2,379,200	47,429,900	39,263	3,733	4,367	1,916,297	9,864
Oltenie	4	366	2,396,13	1,967,38	3,314,800	8,302,130	354,000	11,970,930	32,707	4,995	6,084	13,304,262	9,028
Transylvanie	17	1,904	15,864,37	14,271,91	95,819,100	22,878,140	11,994,800	130,692,040	68,640	8,238	6,157	25,899,802	13,602
TOTAL.....	60	7,406	75,747,47	59,950,74	174,405,550	105,756,481	31,265,800	311,417,831	42,051	4,111	5,194	72,159,772	9,742

Qu'importe le motif personnel de chaque paysan pour se rebuter au travail : il constate que les prix de vente diminuent chaque jour, soit à cause du manque de débouchés des produits, ce qui avilit les prix, soit à cause de la politique douanière du gouvernement, qui fait obstacle à une expansion internationale des produits de la terre Roumaine.

Le résultat est qu'il tend de plus en plus à ne cultiver que la parcelle de terre nécessaire à sa propre existence, sans se soucier de l'exportation et que, par conséquent, il tend à ne plus travailler qu'une partie minime de son bien.

Devons-nous attacher le paysan à la terre par des mesures interventionnistes de droit privé ?

Politique dangereuse qui susciterait un nouveau mécontentement sans apporter de remède.

La Roumanie peut-elle, comme la France, attendre plus d'un siècle pour que la petite culture arrive à sa situation normale ? Non, parce qu'il y avait en France, au XIX^e siècle, d'autres sources de richesse qui permettaient d'attendre, tandis que la Roumanie a besoin d'une situation immédiate, et il n'y a, à vrai dire, que l'Agriculture qui soit en état d'apporter le remède.

On ne peut songer à exproprier de nouveau les petites parcelles après avoir exproprié les trop grandes. On se heurterait à la résistance de l'opinion publique, qui est fatiguée de ces luttes agraires et on ferait économiquement un mauvais calcul.

Il ne reste plus donc, à notre avis, qu'une solution : c'est celle qui fut employée en France lors de la crise qui affectait une grande partie des propriétaires des Charentes et du Poitou dans la question laitière.

Il faut créer des coopératives de propriétaires producteurs. Le système coopératif de production a le gros avantage de laisser chaque propriétaire maître de sa terre et libre de ses occupations, mais a également l'avantage de permettre

une meilleure utilisation de la terre et, par suite, l'expansion économique nécessaire à la vie sociale du paysan.

Les débouchés sont mieux assurés par des organes régulateurs et puissants, libres ou sous le contrôle de l'Etat, qui, dans ce dernier cas, interviendrait utilement.

C'est le seul salut de la crise agricole dont souffre le paysan roumain qui, en admettant même qu'il soit dégagé complètement de toutes les dettes et charges qui le grèvent actuellement, ne pourrait, de toutes les façons, non seulement être un élément économique pour le Royaume, du fait de la Réforme qui l'a rendu propriétaire, mais encore ne pourrait subsister lui-même.

Le tableau ci-dessous est tout à fait édifiant :

A la fin de 1927, lorsque les prix se maintenaient encore à un taux raisonnable, le profit du paysan à l'hectare était infime (aujourd'hui il travaille certainement à perte puisqu'il est largement endetté) :

<i>Frais à l'hectare</i>		<i>Production à l'hectare</i>	
2 labourages à 600 lei.	1.200	Production : 1.200 k.	
Hersage à la machine.	100	à 7 lei « loco » ..	8.400
Ensemencement	400	Pailles	500
Semence battue et saumurée	1.800	Total	8.900
Hersage au printemps.	200	Frais à déduire	7.650
Moisson et transport..	700	Bénéfice net : lei..	1.250
Battage	350		
Assurance, impôts ...	600		
Loyer	1.000		
Intérêts du capital d'exploitation	600		
Total	7.650		

Nous préconisons les mesures suivantes à appliquer, le plus tôt possible, en vue de l'assainissement de l'agriculture et de l'amélioration de la situation du paysan, afin que tout ce qu'on a fait, à titre de Réforme agraire, commence à

donner aussi les résultats d'ordre économique qu'on attendait et qu'on attend toujours, en dehors des résultats d'ordre social qui ont été salutaires pour l'avenir de la Roumanie :

A. — *Mesures d'ordre intérieur :*

a) *Economiques :*

1° Immédiates :

Dégrèvement fiscal.

Crédit :

Liquidation du passé.

Organisation normale et rationnelle pour l'avenir.

2° Continues :

Développement de la coopération agricole :

Crédit.

Débouchés.

Approvisionnement.

b) *Techniques :*

Rationalisation des cultures par le machinisme, semences sélectionnées, cultures productives, engrais, organisation de l'élevage, rationalisation de l'horticulture, de la légumiculture, de l'agriculture, etc.

c) *Mixtes :*

Standardisation des semences. « Warrantage » de la récolte. Classification des produits. Contrôle des qualités exportées. Certificats d'exportation. Construction de magasins et silos dans les gares et les ports. Magasins pour le maïs. Entretien des chaussées utilisées par les chars. Abattoirs. Exportation de viande et d'animaux vivants. Réorganisation et contrôle des marchés.

B. — *Mesures d'ordre extérieur.*

Le contingentement de l'importation de certains pays industriels en liaison avec l'exportation de produits agricoles. Conventions agricoles et industrielles. Conventions d'ordre vétérinaire concernant l'exportation et le transit des animaux vivants. Solidarité économique avec d'autres pays en vue de promouvoir les intérêts communs. Création d'agences dans les pays susceptibles d'importer des quantités appréciables de produits agricoles. Réorganisation du Service Consulaire du point de vue économique.

Tout l'avenir de la Roumanie repose sur la terre, élément d'ordre.

Le désordre s'y installera si celui qui a souffert pendant des siècles sur cette terre, tout en la défendant, meurt de faim sur elle et s'il a l'impression qu'on lui a donné à boire dans un verre vide.

Vu : *Le Président :*

William OUALID.

Vu : *Le Doyen :*

H. BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ARGETOIANU C. — *In jurul Creditului Agricol*. Craïova (Ramuri), 1930.
- BARDARU. — *La production agricole après la guerre*. (*Argus*, 10 mai 1924).
- BARTIN E. — *Les Transformations de la propriété foncière roumaine et le régime des liquidations* (*Journal de Droit International*, juillet-octobre 1927).
- BASILESCU N. — *La Réforme agraire en Roumanie*.
- BRDLICK. — *Encyclopédie tchécoslovaque de l'Agriculture*.
- CREANCA G. D. D^r. — *Grundbesitzverteilung und Bauerfrag in Rumänien*.
- DAMIAN C. C. — *Réforma agrara din 1918-1921*.
- FAVEL A. — *Les bases et les effets de la Réforme agraire en Tchécoslovaquie*, 1925.
- IONESCU-SISESTI. — *Les syndicats et le relèvement de l'Agriculture* (*Argus*).
- IORGA N. — *Evolution de la question rurale en Roumanie jusqu'à la Réforme agraire*. Bucarest, 1929.
- LAHOVARY. — *La question agraire en Roumanie*.
- MEYER R. — *La question agraire. Etude sur l'histoire de la petite propriété*. Paris, 1887.
- NASTA A., prof. — *Reforma agrara si Problemele Agricole ale Viitorului*.

- ONCIUL. I. — *Wirtschaftspolitische Handbuch von Rumänien*.
Gotha, 1917.
- PICARD M. — *Les transformations de la propriété foncière roumaine
et le droit international*. (Art. paru dans le *Journal de Droit
International*, juillet-octobre 1927, page 907).
- POPA-BURCA I. — *Géografia Romaniei*. Bucarest.
- PASCU D. Dim. — *Pareri asupra crizei agricole*. Bucarest, 1931.
- ROMMENHOLLER. — *La Grande Roumanie sociale financière, poli-
tique et particulièrement ses richesses*.
- SEC. — *Esquisse d'une histoire agraire en Europe aux XVIII^e et
XIX^e siècles*. Paris, 1914.
- SERBAN Michel. — *Rumäniens Agrar Verhältnisse*. Berlin, 1914.
- TASCA G., prof. — *Probleme economice si financiare*.
- TIBAL André. — *La Roumanie*. Paris, 1930.
- La Correspondance Economique*.
- JOURNAUX :
- Le Temps, Les Débats, Neue Freie Presse, Universul, Curentul,
 Argus, etc.*
- Le Messager Roumain (Rumänischer Bote)* : N^o 1 de mars 1931,
 pages 13 et 14.
- Monitorul Oficial*.
- Ministère de l'Agriculture et des Domaines.*
- Loi pour l'organisation du Crédit Foncier rural et du Crédit agri-
 cole*, Bucarest, 1929.
- Ministère de l'Agriculture et des Domaines.*
- Statistica Agricola pe anul 1929 si 1930 (partea I si II)*. Buca-
 rest, 1931.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

<i>La Roumanie à travers les âges au point de vue agricole</i>	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>De l'origine jusqu'à la réforme de 1864</i>	7
Section I. — La Période Romaine.....	7
Section II. — Le Moyen Age jusqu'à Michel le Brave	8
Section III. — Michel le Brave. Consécration du Servage	17
Section IV. — Les Phanariotes et le XVIII ^e siècle..	18
Section V. — Le XIX ^e siècle jusqu'à 1848 et les Règlements organiques	21
Section VI. — La Révolution de 1848.....	27
Section VII. — La Réforme de Barbu Stirbei.....	31
CHAPITRE II. — <i>La Réforme agraire de 1864</i>	35
CHAPITRE III. — Période de 1864 à la Réforme de 1919-1921	47

DEUXIEME PARTIE

<i>Etude doctrinale des Réformes agraires réalisées après la guerre</i>	53
INTRODUCTION	55
CHAPITRE PREMIER :	
Section I. — L'Idée Constitutionnelle.....	57
Section II. — Le Décret n° 3.697 du 15 décembre 1918	59
Section III. — Les Pâturages.....	70
Section IV. — Les Forêts.....	72
CHAPITRE II :	
Section I. — Les lois agraires proprement dites...	77
Section II. — Règlement des Propriétaires.....	89

TROISIEME PARTIE

INTRODUCTION	91
CHAPITRE PREMIER. — Considérations générales.....	95
CHAPITRE II. — Productions végétales.....	103
CHAPITRE III. — Productions animales.....	127
CHAPITRE IV. — Organisation du Crédit.....	133
CHAPITRE V. — Situation économique de la Roumanie vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis de l'Etranger.	139
CONCLUSION	147
<i>Bibliographie</i>	155

Imp. du Montparnasse

47, rue de la Gaîté, 47

-- PARIS XIV° --

